

de

صباحنا من الامل

Le quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance de Mao Zedong a été célébré avec éclat en Chine

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Maurois

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,90 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; France, 60 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 376 ¥ ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 90 p. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 din.

Tarif des abonnements page 2

15, RUE DES ITALIENS
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. : 01 47 33 11 11
C.C.P. 4287 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Les changements à la tête du P.C. soviétique

Préparer l'avenir

Malade, invisible depuis plus de quatre mois, absent du plénum du comité central et vraisemblablement de la session du Soviet suprême qui suivra, M. Iouri Andropov entend continuer de tenir fermement les rênes du pouvoir. Tel est, en tout cas, le message qu'il a voulu délivrer dès la première journée de la réunion semestrielle du « Parlement » du parti. D'une part, en effet, il a offert des promotions à plusieurs de ses proches. D'autre part, il a fait lire, en son nom, un discours qui, entièrement consacré à la politique intérieure, dresse un bilan positif d'une année d'activité et esquisse quelques perspectives de changement.

L'explication du « refroidissement » allégué par les officiels soviétiques n'est évidemment pas évidente. Qu'il soit le mal dont souffre le secrétaire général, il est assez grave pour empêcher de paraître même devant les cadres dirigeants du parti, siégeant à huis clos. Mais M. Andropov a éprouvé le besoin de préciser qu'il était éloigné des travaux du comité central pour des « causes temporaires », laissant entendre que son retour à la vie publique n'était qu'une question de temps, et surtout que sa succession n'était pas ouverte.

En attendant, il prépare l'avenir. Certes, les promotions annoncées lundi sont largement conformes à la logique, mais, avec le renfort de ceux qui pensent toujours du côté du plus fort, elles donnent à ses partisans au sein du bureau politique une majorité contre les réserves de la vieille garde brejnévienne. Après le coup d'arrêt enregistré à la suite du plénum de juin, cette majorité lui permettra-t-elle de changer en profondeur les cadres moyens du parti auxquels son prédécesseur avait assuré une carrière parfaitement stable ? Ce serait pour lui une chance d'inspiration en sa marque à une politique dont les contours commencent à peine à se dessiner.

Le discours lu devant le comité central fait porter à l'héritage la responsabilité des insuffisances et des échecs économiques. Pour y remédier, les maîtres mots restent mobilisation, discipline, avec une référence au passé qui rappelle plus le « communisme de guerre » que l'expérience relativement « libérale » de la NEP. L'accent est mis aussi sur le rôle des collectifs de travailleurs mais la coloration vaguement autogestionnaire du terme ne doit pas faire illusion. Reste que, tout en évitant prudemment le mot de réforme, M. Andropov demande un « examen complet et cohérent du système de gestion » de l'économie. Cet examen pourrait conduire à quelques révisions déshabituées dans le sens des propositions émises récemment par un rapport d'experts travaillant sous la direction d'un vieux routier du « réformisme » des années 60.

La maladie n'empêche donc apparemment pas le secrétaire général de diriger la politique soviétique, grâce à la mise en place de relais fidèles. Elle le gêne davantage pour mener une diplomatie active. Sans doute M. Andropov n'est-il pas étranger à la décision du Kremlin de suspendre ou d'interrompre les négociations en cours sur la réduction des armements, mais, à une époque où les relations internationales sont largement tributaires des rapports personnels entre « grands », il est dans l'incapacité d'avoir des contacts directs avec les dirigeants occidentaux qui souhaitent le rencontrer.

Sans surestimer l'efficacité des sommets, force est de constater que l'absence du chef de l'Etat et du parti soviétiques, bien qu'il soit actif dans la conférence, ne contribue pas à éclaircir un horizon international tout encombré de gros nuages.

portent la marque de M. Andropov

Bien qu'absent de la réunion du comité central le secrétaire général a fait élire plusieurs de ses proches dans les instances dirigeantes

M. Andropov a bien avoir disparu durablement de la scène publique, il reste présent en coulisses. Telle est la conclusion qui s'impose à l'occasion de la session plénière du comité central réunie les 26 et 27 décembre, et à l'étude des mutations intervenues ces derniers temps aux échelons moyens de l'appareil du parti et qui vont toutes, ou presque, dans le sens du « changement » annoncé par le secrétaire général.

En ce qui concerne le sommet, l'impression de stagnation qu'avait donnée le dernier plénum du comité central en juin n'est plus de mise aujourd'hui, avec l'entrée de deux nouveaux membres de plein droit dans le saint des saints du pouvoir qu'est le Politburo du parti. Trois des quatre grands morts ou disparus des dernières années (Brejnev, Soudou, Kirilenko et Pouchkine) sont maintenant remplacés ; le Politburo retrouve, à une unité près, l'effectif qu'il avait après le dernier congrès

brejnévien de 1981. En outre, et surtout, ces deux nouveaux membres sont visiblement éloignés du clan des « brejnéviens enracinés », dont M. Tchernenko, le rival malheureux pour la succession, est devenu la figure de proue.

Ainsi, M. Solomentsev, qui avait succédé en juin au défunt Felche à la tête du comité de contrôle du parti, mais sans hériter de son siège de membre de plein droit du Politburo, accède à ce rang aujourd'hui, après avoir siégé dans cet organisme comme suppléant pendant douze ans. Le comité de contrôle est important dans la mesure où c'est par lui que doivent passer toutes les « affaires » - de corruption, entre autres - dans lesquelles sont impliqués des membres du parti et notamment ses cadres dirigeants.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 4.)

Des immigrés licenciés de Talbot-Poissy relancent le débat sur l'aide au retour

Contestée par une partie de sa base la C.G.T. prend ses distances vis-à-vis de l'accord conclu entre l'entreprise et les pouvoirs publics

Les grèves d'O.S. à Talbot-Poissy, Citroën-Aulnay et Renault-Flin, depuis juin 1981, avaient mis en lumière l'émigration syndicale des travailleurs immigrés, le plus souvent regroupés sous la bannière de la C.G.T.

Ce qui vient de se passer à Poissy avec la prise de position de quatre délégués C.G.T. affirmant parler au nom des immigrés licenciés et réclamant une indemnité de 200 000 francs pour rentrer au pays, marque une nouvelle étape dans cette évolution.

Si l'on écarte l'aspect passionnel de la revendication des travailleurs immigrés de Poissy, qui peut d'ailleurs entraîner la masse des O.S. dans une dangereuse fuite en avant collective, cette initiative a le mérite de réactualiser le débat sur l'aide au retour.

Tout comme les Beurs, de la deuxième génération, les travailleurs immigrés sont maintenant conscients de leurs droits et de leur rôle. Ce n'est donc pas un hasard s'ils concevaient l'aide au retour comme un dédommagement pour services rendus à la France, rémunération ouverte non comprise, soit un quadruplement de l'effort financier actuellement consenti.

ble, il faut que la somme des indemnités soit élevée.

En incidence, on voit bien aussi que les travailleurs immigrés repoussent l'autre solution envisagée, celle de la formation, parce qu'ils ne nourrissent pas d'illusions à son égard.

Et de fait, les chiffres leur donnent raison. A Talbot-Poissy, 88 % des O.S. n'ont pas suivi un cycle complet d'enseignement primaire. A Citroën-Aulnay, le sondage mené par la direction, entre septembre et décembre 1983, révélait que 66 % des 4 800 travailleurs immigrés étaient totalement analphabètes (c'est-à-dire également dans leur langue maternelle).

Dans son rapport, la commission d'étude pour le développement de la formation des ouvriers spécialisés chez Talbot considérait qu'« il existe une disproportion entre des besoins potentiels qui paraissent considérables et les effectifs très limités touchés par la formation ».

Et elle concluait que l'effort de formation, pour rattraper ce retard, « représenterait un coût annuel de 100 millions de francs, rémunération ouverte non comprise, soit un quadruplement de l'effort financier actuellement consenti ».

Chez Citroën, on se montre tout aussi désemparé. La formation des analphabètes équivaut à mille heures de cours réparties pendant quatre ou cinq années et, en 1984, la direction envisage de retenir une petite cinquantaine de stagiaires...

Autant dire que, face aux besoins, le handicap ne pourra jamais être comblé à temps et que les O.S. en sureffectif dans l'industrie automobile sont condamnés aux licenciements ou à une formation « bidon ». Face à l'évolution technologique prévisible, le souci de la formation vient trop tard et si l'on peut s'interroger sur les raisons d'une telle imprévoyance, il faut aussi admettre que la démarche - juste - de M. Rigout, réclamant, dans l'Humanité du 21 décembre, des plans de formation préventivement aux plans de restructuration, est également tardive, dans le cas de l'automobile du moins.

Que, dans ces conditions, naisse l'espoir du retour au pays n'a rien de très compréhensible, même si l'illusion, là encore, est grande. Il est d'abord évident qu'une telle solution n'est pas valable pour tous et qu'elle ne doit être utilisée que sur la base d'un réel volontariat.

ALAIN LEBEAUBE.

(Lire la suite page 16.)

AU JOUR-LE JOUR

Vol

Pas de trêve des confiseurs cette année : l'opposition et le pouvoir reniflent partout des odeurs de scandale.

Parfois les arguments valent très bas. M. François Léotard (P.R.), répliquant à M. Jospin, accuse par exemple les socialistes de « camoufler leurs vols à l'étalage : dévaluations, escroquerie intellectuelle des nationalisations, effondrement économique du pays ».

Si l'on comprend bien M. Léotard, nous sommes gouvernés par de petits maîtres et les alliés du pouvoir sont aussi peu sûrs que les banlieues. Les socialistes seront donc jugés sur leur bilan, c'est-à-dire leur casier judiciaire. Les procureurs s'entraînent.

BRUNO FRAPPAT.

L'an V de la djihad afghane

Depuis l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, il y a quatre ans, six millions de personnes ont été chassées de leurs foyers, sur une population totale d'environ seize millions. Mais, en dépit de la disproportion des forces et d'une certaine lassitude, la résistance poursuit la lutte. Le 23 décembre, le quotidien soviétique Izvestia a reconnu que « les combats, toujours sérieux, n'ont pas cessé », et que « la lutte sera dure ». L'ambassadeur soviétique à Islamabad a, pour sa part, menacé le Pakistan d'une « action commune » soviéto-afghane au cas où les « terroristes » poursuivraient leurs « ingérences » en Afghanistan à partir du territoire pakistanais. Notre envoyé spécial, Patrice Claude, qui revient d'un voyage dans les maquis afghans, relate sa rencontre avec les résistants de la région de Ghazni.

deux soviétique à Islamabad a, pour sa part, menacé le Pakistan d'une « action commune » soviéto-afghane au cas où les « terroristes » poursuivraient leurs « ingérences » en Afghanistan à partir du territoire pakistanais. Notre envoyé spécial, Patrice Claude, qui revient d'un voyage dans les maquis afghans, relate sa rencontre avec les résistants de la région de Ghazni.

I. - La chanson de geste des guerriers

Ghazni. - « Mes hommes contrôlent la ville », nous avait assuré le veille au soir le sheikh Mohamed Ali Riziwan, commandant en chef du front de Ghazni. Or nous souhaitons justement visiter cette ville, ancienne capitale du premier grand royaume bâti par les musulmans en Afghanistan. Les moudjahidin de la Shura Iftah Islami (Organisation de l'Unité islamique) pourraient sans doute nous y piloter ? L'officier-mollah promit. Au matin, il eut cependant d'autres chats à fouetter. Il nous salua d'un ton martial et régagna son Q.G., une casemate de boue séchée camouflée à flanc de montagne.

De notre envoyé spécial PATRICE CLAUDE

Deux heures de pistes rocailleuses plus tard, nous étions parvenus aux portes de la ville. Le jeune moudjahid chargé avec dix de ses camarades de notre sécurité entreprit alors de nous dresser un tableau légèrement différent de la situation. Plus question de se pavaner presque tranquillement, en vainqueur, dans une ville « libérée ». Il s'agissait maintenant de pénétrer en force, à douze, avec six Kalachnikovs made in Egypt, deux vieux fusils Les Enfield de la guerre des Indes, et un lance-roquettes pourvu d'un seul et

unique projectile. Le tout dans une cité apparemment assiégée certes, mais défendue, selon nos protecteurs, par au moins 10 000 Soviétiques et 1 500 gouvernementaux !

Bref, nous étions à 750 mètres du torrent qui borde la ville, il était possible de voir les deux célèbres minarets de Ghazni, et si le vent avait été favorable, il nous aurait apporté les brouhahas du bazar bloqué au pied des murailles de la vieille cité. Cette cité d'ailleurs, nous avait-on dit, « Les Shouravis, (les Russes), ne sortent jamais sauf en convoi, par crainte des tireurs embusqués un peu partout ». Vrai ou faux, nous ne pouvions guère approcher.

(Lire la suite page 6.)

Le procès-Paribas à mi-parcours

Léonce Boissonnat ou l'obsédante question

Lire page 7 l'article de JEAN-MARC THEOLLEYRE

L'or : mythe, symbole parure et matériel

Lire page 9 dans « Le Monde des sciences et des techniques » le dossier établi par YVONNE REBEYROL

PLÉIADES

Paris

Les cigares Pléiades sont fabriqués exclusivement à la main à Santiago de Los Caballeros (République dominicaine) par des maîtres cigariers qui perpétuent les traditions cigarières de Cuba et de Saint-Domingue.

Sirius, double corona à l'arôme puissant.

Orion, corona au goût très équilibré, assez prononcé sans être razzasi.

Anarès, corona léger au goût plein et rond.

Sont présentés en coffrets de cèdre massif pourvus d'humidificateurs individuels.

L'amatuer aux soins jaloux peut savourer désormais in pax son plaisir. Dans son tiroir à cigares, l'humidificateur Galaxie Humistat 70 Electronique surveille et ajuste l'humidité dans la plage idéale.

Toute une constellation d'articles de fumeurs et de cadeaux complète la gamme « PLÉIADES ».

A LA CUVETTE (17) - TABACRIE ODEON (16) - POT A TABAC (16)
TABAC GEORGE V (16) - AU SIANCOIS (16) - PARIS OPERA (16) - LA TABAC (16)
TABAC LEMARIE (16) - BOUTIQUE 22 (16) - TABAC PALAIS DES CONGRES (17)
et dans les grandes villes de la région

Distribution Ville Chevre (31) 02-41-40, Tr 430486

CONCOURS DE CHEFS D'ORCHESTRE A KATOWICE

Voyage au bout de la Pologne

Aller à Katowice au début de l'hiver, au moment de l'anniversaire de l'état de guerre, ne s'apparente certes pas à du tourisme. L'invitation du directeur de la Philharmonie silésienne, le professeur Karol Stryjski, aux épreuves du deuxième Concours international des chefs d'orchestre Gregor-Fitelberg, méritait cependant de ne pas rester sans réponse. A nous de nous déplacer, puisque cette possibilité leur est interdite.

Le moins qu'on puisse dire est que les autorités polonaises n'y mettent guère de bonne volonté. Quinze jours pour obtenir un visa en extrême, une fouille en règle de vingt minutes jusqu'au moindre bouton de manchette, tous les papiers personnels passés au peigne fin, le passeport vérifié neuf fois en trois jours, les bagages à main mis d'autorité dans les soutes de l'avion... Il est vrai que les Polonais jouissent de la même suspicion : des soldats en armes prennent place dans les navettes de l'aéroport et aux deux bouts de l'appareil des lignes intérieures.

Centre industriel et charbonnier, Katowice n'est pas un lieu idéal pour

passer ses vacances. Le guide officiel avoue qu'il n'y a rien d'autre à voir qu'une maison longue de 200 mètres et le palais des sports de douze mille places, style hulk géant. A partir d'un noyau si ancien et assez restreint, aux immeubles gris et sans grâce, la ville est écartelée par d'immenses avenues autoroutières qui cloisonnent un tissu urbain assez lâche. Les rues de la vieille ville, très peu et très mal éclairées, fourmillent de gens pressés en quête d'un tram ou d'un bus : quelques queues (quatre à 500 mètres) s'allongent au-delà, devant une boulangerie, un snack, un magasin de parfums ou de jouets de Noël.

Katowice a cependant la chance d'être une des principales villes musicales de Pologne, grâce, en partie, à Gregor Fitelberg, compositeur en chef de grand talent, qui fonda l'Orchestra de la Radio polonaise à Varsovie en 1935 et, après la guerre, en reprit la direction, quand l'orchestre se fixa à Katowice, jusqu'à sa mort en 1953.

Dans la jolie salle moderne de la Philharmonie silésienne, qui garde

une allure romantique avec ses lustres, ses portes cintrées, ses colonnes tendres, blanches et mauves, une foule de jeunes gens et d'adolescents aux visages gaies et charmants, habillés de couleurs vives, suivent avec passion les épreuves du concours de chefs d'orchestre, qui a lieu tous les quatre ans en hommage à Gregor Fitelberg.

Vingt-neuf concurrents de dix-neuf pays, apportant dans leurs bagages trois ouvertures, six symphonies, trois concertos et six œuvres modernes, donnaient un caractère réellement universel à ces épreuves fort bien dotées (1), dont les finales ont prouvé le haut niveau technique, comparable à celui de Besançon les meilleures années.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 11.)

(1) Six prix dont le premier de 150 000 zlotys (environ 13 000 F au cours officiel), la moitié seulement étant convertible en monnaie étrangère, il en va.

Sur le 107

L'oreille coupée

ANNA BOJAR ET SONNE

LA TREILLE

SOLDATS ANNUELS

1983

ARMORIAL

Le Monde

idées

Contre la ségrégation de l'âge

Travailler

S'il est une France relativement épargnée par la crise, en ces temps de fête, il y en a une autre qui se désespère de ne pas trouver de travail.

Jean-Claude Boulard, qui rappelle ce contraste, propose la création d'un droit au revenu minimum. Hugues Imbert-Vier juge dangereuse la pratique qui consiste, quand des licenciements sont nécessaires, à se séparer en priorité des plus de cinquante-cinq ans. Jean-Marie Bockel pense qu'il y a beaucoup à faire pour améliorer l'information sociale et professionnelle. Gérard Israël met en garde l'opposition contre un nouveau Thermidor, dans l'hypothèse où la dégradation de la situation de l'emploi entraînerait des mouvements sociaux de grande ampleur et son retour rapide au pouvoir. Enfin, Jean Planchais parle d'un livre consacré à un originaire du Sahara qui a su tirer joie de la pauvreté et du travail.

L'ÉLEVATION du niveau de vie, le progrès de la médecine, le développement et la prolongation de la vie sportive ont non seulement accru, depuis une trentaine d'années, la longévité des individus, mais aussi retardé de quelque dix ans les effets du vieillissement.

Parallèlement, en raison du chômage, les gouvernements successifs ont institué des modalités que l'on peut assimiler à des préretraites, comme la garantie de ressources et aujourd'hui les contrats de solidarité, qui ont permis à près de huit cent mille salariés de se retirer de l'activité professionnelle à cinquante-cinq ans avec 70 % de leur salaire jusqu'à l'âge de la retraite.

Ces mesures destinées à libérer des postes par des retraites anticipées, outre le poids qu'elles représentent aujourd'hui pour l'UNEDIC, soit près de 50 % des dépenses de cet organisme, ont eu de plus, par suite de la publicité qui les accompagnait, un effet induit de discrimination généralisée à l'encontre des cadres de la cinquantaine.

Socialement, il est certes justifié que tous les salariés, hommes et femmes, exerçant des métiers pénibles puissent bénéficier d'un arrêt de leur activité de façon anticipée. Mais c'est beaucoup moins vrai des métiers de cadres.

Les entreprises, emportées par le courant des mass-media, se sont convaincues que les cadres au-delà de quarante-cinq ans n'avaient plus d'avenir et étaient, tout simplement, « bons pour la retraite ». Ainsi est née une véritable ségrégation qui, si elle devait persister, aurait pour effet, d'une part, de tuer, selon l'excellente définition de Claude Vimon, professeur à Sciences-Po, la « mémoire de l'entreprise » ; d'autre part, de faire perdre leur identité à des hommes et à des femmes physiquement et intellectuellement dans la force de l'âge, selon les normes médicales de notre époque.

En France, d'après des statistiques de 1980, l'espérance de vie moyenne est, à 55 ans, de 21 ans pour les hommes, et de 27 ans pour les femmes. Un cadre, débutant sa carrière à environ 25 ans aurait ainsi 30 ans de vie active contre 46 ou 52 ans de vie non active !

Aux États-Unis, l'âge de la retraite a été repoussé à 70 ans. Or on ne peut pas dire de ce pays qu'il n'a pas développé les techniques de l'avenir, ni qu'il soit en retard dans le domaine du « management » ! En fait, il existe dans l'activité professionnelle deux types de fon-

par HUGUETTE IMBERT-VIER (*)

ctions parfaitement distinctes et complémentaires. Les fonctions de réflexion et celles de l'action : « staff and line » comme disent les Américains.

La réflexion naît de l'expérience, aucun diplôme, si brillant soit-il, ne donnera à un homme ou à une femme de trente ans ce bagage complexe qui est la synthèse de multiples expériences vécues, ou encore cette « mémoire » emmagasinée par l'homme et qu'il restitue au moment d'une décision par un défile quasi automatique.

A sa façon, l'homme est un ordinateur avec une mémoire associative particulièrement active dans le domaine professionnel. Elle est d'autant plus riche et plus utile qu'elle a accumulé des données et des expériences, et dans la fonction de réflexion elle est un atout majeur dont il semble grave de se priver, car à la différence de la machine cette mémoire humaine sait adapter, transposer, inventer et juger sans qu'il soit besoin de lui construire un programme qui d'ailleurs pourrait être limité ou erroné, puisqu'il ne bénéficierait pas du « vécu ».

En revanche, dans l'activité opérationnelle, la jeunesse est indéniablement un atout primordial du fait des disponibilités physiques et psychologiques qui facilitent la mobilité et la rapidité dans l'action.

Mais au-dessus de la technologie, de la technicité, au-dessus du bon sens sportif dans l'action, la réflexion stratégique, la capacité de synthèse et de contrôle sont des activités qui requièrent les guides, les correctifs, les supervisions que seule donne l'expérience professionnelle, voire l'expérience de la vie.

Avant qu'il ne soit trop tard, avant que les entreprises se soient privées d'agents précieux de l'économie, avant que trop d'hommes et de femmes encore en pleine force de

(*) Auteur-réalisateur

l'âge et de la réflexion, aient été détruits par une mode perverse, il faudrait arrêter la purge.

Loin d'être un handicap pour l'avenir des jeunes, ce sont les cadres d'expérience qui pourront trouver et forger les chemins sur lesquels pourront s'engager les jeunes générations.

Rejeter toute une catégorie socio-professionnelle vers les courts de tennis, le jogging, la bicyclette et autres sports et lui dénier le droit à la construction de l'avenir, n'est donc pas rendre service à la jeunesse. C'est la priver d'un acquis formidable. C'est aussi lui imposer le poids anormal d'une assistance financière au profit d'une catégorie de la nation qui, si on voulait bien réhabiliter son image, est parfaitement désirable et capable de contribuer au virage du futur, problème fondamental de ces dernières années du vingtième siècle.

Dans les secteurs autres que le salariat industriel ou tertiaire, nombreux sont les hommes et les femmes qui ont prouvé leur richesse intellectuelle et leur créativité bien au-delà de cinquante ans : Picasso, Einstein, Pablo Casals, Arthur Rubinstein, Marguerite Yourcenar, de Gaulle, Adenauer, ne sont que quelques brillants exemples pris sur une longue liste d'hommes et de femmes qui témoignent contre l'actuelle ségrégation de l'âge dans les entreprises.

Faudrait-il admettre que la fonction salariale en elle-même entraînerait une dévalorisation exceptionnelle des cadres ? Une telle appréciation paraît totalement erronée mais la psychose qu'elle entraîne peut effectivement avoir des répercussions graves sur le psychisme individuel et collectif.

L'amplification du rejet des cadres de la cinquantaine dans l'inactivité appelle un correctif puissant, avant qu'un pan entier de notre structure socio-professionnelle ne soit détruit arbitrairement pour le plus grand dommage de notre économie et de la nation.

Pas de Thermidor

par GÉRARD ISRAËL (*)

Le gouvernement pourra-t-il en 1984 maintenir sa politique salariale malgré une inflation qui aura atteint pour 1983 au moins 9,5 % et qui entraînera une baisse du pouvoir d'achat de 3 ou 4 % en moyenne ?

N'est-il pas à craindre que, même si les syndicats tentent en apparence de modérer la réaction populaire, la base ne finisse par réagir avec vigueur et que, dès le premier trimestre de l'année, des mouvements sociaux d'une ampleur inconnue se produisent dans tous les secteurs ?

Enfin, si comme tout permet de le penser le pouvoir se trouve dans l'obligation de laisser licencier, dans les secteurs industriels notamment, plusieurs centaines de milliers de travailleurs, l'économie française ne risque-t-elle pas de cruler sous le poids des charges indemnitaires de plus en plus lourdes ?

Un choix de gouvernement se posera dès lors en ces termes : — Soit renforcer la politique de rigueur et tenir bon dans l'espoir de réaliser les réformes de structures de nature à donner à la France une capacité de résilience supérieure à celle qu'elle connaît sous le pouvoir précédent ; — Soit céder aux pressions à la fois violentes et sournoises du CERS pour mettre « enfin » en œuvre une « véritable politique de

gauche » qui ferait passer « l'intérêt de la classe ouvrière », celui des entreprises et les intérêts domestiques de l'Hexagone avant la solidarité européenne.

La grande question est donc de savoir si les mouvements sociaux, encouragés par les partisans d'une politique de gauche pure et dure, se produiront en temps voulu. Ces mouvements, pour prendre naissance et pour réussir, devraient avoir par hypothèse une ampleur comparable à celle des grèves de 1936 car l'angoisse du chômage est bien trop grande pour que la base prenne le risque d'une revendication ouverte à implication politique évidente si elle ne touche pas des millions de travailleurs.

Bien entendu, des conflits sociaux au printemps favoriseraient l'opposition, notamment pour les élections européennes, et donneraient un argument de plus à ceux qui souhaitent une liste unique U.D.F./R.P.R.

Mais le gouvernement peut très bien faire l'impasse sur ces élections et viser un score honorable aux législatives de 1986.

Dans cette perspective, l'Élysée n'aurait d'autre choix que de réunir les conditions qui feroient que les ministres communistes quittent le gouvernement et que M. Rocard soit appelé aux affaires par le premier ministre. Cette dernière éventualité qui semblait tout à fait exclue jusqu'à ce jour, apparaît comme de plus en plus plausible sinon probable.

Dans cette situation, si elle venait à se réaliser, l'opposition devra d'abord se contenter d'engager un sporadique soutien aux élections européennes. Elle devra ensuite continuer à se garder de la tentation de courir les partis d'extrême droite et de persévérer dans une ligne qui consiste à souligner la différence qui sépare d'un côté le plan politique que philosophique, et cela, quelles que soient les hystéries de l'opinion. Enfin, il lui reviendra d'utiliser avec habileté et détermination le capital de confiance qu'elle détient au sein du peuple français et plus particulièrement sur la scène européenne. C'est dans ce premier domaine que l'effort principal devra porter malgré les tentations du populisme que l'on peut déceler de-ci, de-là parmi les opposants au socialisme.

Avant tout, l'opposition est soucieuse de la continuité républicaine. Rien ne doit la faire dévier de sa route. Si, du fait de mouvements sociaux importants, l'équilibre économique était tel qu'elle soit légitimement appelée à prendre le pouvoir, elle devra conserver, oubliant un anachronisme thermidorien, un certain acquis social de socialisme et profiter de la confiance dont elle serait investie pour reconstruire la France dans l'entente et la fraternité entre Français.

(*) Député au Parlement européen.

Les deux France

par JEAN-CLAUDE BOULARD (*)

COMME à chaque veille de vacances ou de grands week-ends, gares, aéroports et autoroutes se sont remplis de ceux qui partaient, qui pour la neige, qui pour le soleil, qui pour la campagne. Des trains bondés, des routes encombrées, des avions combles, une France égarée par la crise. Mais il est une autre France qui ne participe pas, celle-là, aux repas de fin d'année.

Celle des jeunes n'ayant jamais eu d'emploi, celle des chômeurs sans allocation, celle des femmes seules sans ressources. Des femmes et des hommes qui, pour simplement subsister, relèvent de l'assistance des bureaux d'aide sociale. De ceux qui vivent avec à midi un bon repas, le soir des restes ramassés dans un sac de gymnastique 200 francs d'aide d'urgence. De ceux à qui on coupe le gaz, l'électricité, qui n'ont plus les moyens de se chauffer, qui sont démunis, sans projet ni espoir.

Cette France, les élus locaux la rencontrent tous les jours. C'est cet homme de trente-deux ans, un chômeur depuis quatre années qui n'a plus droit aux indemnités de l'ASSÉDIC. Il ramasse à la journée papiers et cartons pour 10 à 15 francs. Bénéficiaire d'un repas gratuit par jour ouvrable et de 250 francs par mois, il paye son loyer 300 francs grâce à la récompensation des journaux.

C'est ce couple avec un enfant. Elle, fait quelques heures de ménage par semaine. Lui, est handicapé. Son handicap, trop élevé pour qu'il trouve un emploi, est trop faible pour lui ouvrir droit à pension. Ils envisagent d'avoir un deuxième enfant pour ressortir de la Caisse d'allocation familiale.

C'est cette veuve de quarante-neuf ans, sans qualification. Trop âgée pour trouver un emploi et trop jeune pour disposer d'une retraite.

Des milliers d'autres exemples pourraient être donnés d'une France qui le plus souvent se résigne ou rappelle qu'elle ne demande pas la lune,

mais simplement du travail, n'importe quel travail.

Pour la gauche au pouvoir, reconnaître que la pauvreté se développe est une vérité difficile à gérer. En 1956, un hiver rigoureux apprend à la France que ses vieux meurent de froid et de faim. En 1984, un drame de la pauvreté à la « une » des journaux pose-t-il clairement la question du revenu de remplacement des personnes durablement privées d'emploi ?

Il est urgent d'admettre que la politique de reconstruction industrielle engagée n'aura d'effets positifs qu'à terme et que pendant toute la période de transition, un nombre plus important de Français risquent de se trouver parmi les exclus et les laissés-pour-compte. Aussi est-il temps de poser clairement pour eux le problème du minimum social, au même titre qu'a été posé, dans le passé, celui du minimum vieillesse.

Il est nécessaire de prendre en charge ce nouveau risque social qu'est le chômage durable à travers un autre système que l'assistance. Ne replongeons pas une partie de la France dans le dix-neuvième siècle en la condamnant, pour survivre, à demander la charité publique. A-t-on mesuré, en termes de dignité, les traces laissées sur un jeune qui doit retirer, tous les huit jours, ses bons de repas gratuits ?

Il est temps de reconnaître à ceux qui n'ont pas de ressources professionnelles un droit au revenu minimum.

C'est vrai, la création d'un tel minimum social exigera de payer plus d'impôts. Mais le moment est peut-être bien choisi de dire à cette France qui part en vacances et à qui il n'est pas question de gâcher son plaisir, qu'à son retour elle devra s'interroger sur les conditions de vie de l'autre France.

(*) Maître des requêtes au Conseil d'État, conseiller général et conseiller régional.

Pour des maisons de l'information sociale et professionnelle

par JEAN-MARIE BOCKEL (*)

EN période de crise économique, les demandeurs d'emploi constituent une population fragilisée, dont une grande partie n'est plus en mesure de se procurer d'une façon autonome. Un processus d'évolution aboutissant à une véritable insertion n'est possible pour ces personnes qu'à la condition d'envisager globalement les problèmes posés, dans toute leur dimension professionnelle et sociale.

L'acte d'information permet à l'adulte d'explorer sa situation, de rechercher l'objectif qui lui convient, d'éclaircir son diagnostic en fonction des données sociales et économiques mises à sa disposition.

Les actions entreprises auprès des jeunes et des femmes notamment montrent l'utilité d'une telle démarche. Mais, dans la situation d'urgence que nous connaissons, il faut aborder une population plus large, constituée par des groupes sociologiques menacés.

La meilleure intégration de toutes ces personnes, quel que soit leur âge, repose sur une utilisation optimale des dispositions réglementaires à travers les organismes qui ont pour mission d'insérer les citoyens dans leur environnement social. Le manque d'information, à ce niveau, engendre les phénomènes d'exclusion. Quant à l'orientation, l'adulte n'a pas actuellement la possibilité d'établir un bilan complet de ses potentialités humaines et professionnelles, à l'image des bilans de santé.

Les outils d'évaluation psychotechnique, les tests de personnalité restent limités aux opérations de recrutement et de sélection. Ni l'Agence nationale pour l'emploi ni les centres d'information et d'orientation de l'éducation nationale ne disposent d'un personnel spécialisé pouvant conduire à bien des procédures de ce type parfaitement adaptées à des adultes.

L'absence d'un tel dispositif engendre des situations paradoxales :

— stages de formation répétitifs : un même individu se disperse à travers des expériences redoublées ;

— édit par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Lemaire, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourvois-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, rue du Louvre PARIS-10

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

négligées par l'absence d'un projet solidement élaboré au préalable ;

— incapacité de se prendre en charge : les pesanteurs sociales étant trop lourdes et la législation complexe ;

— désespoir et solitude des personnes isolées n'ayant plus la possibilité de s'accrocher à quoi que ce soit ou à qui que ce soit ;

— déstabilisation de groupes sociaux contraints de vivre en marge.

L'idéal vers lequel il faudrait tendre le plus rapidement possible, c'est la mise en place de maisons de l'information sociale et professionnelle répondant aux problèmes posés par l'information et l'orientation. Il existe des réalisations remarquables au Québec, qui a adopté ce principe. C'est le but qu'il faudra atteindre.

Dans l'immédiat et pour éviter des gaspillages inutiles, il est indispensable que toutes les personnes, salariés ou demandeurs d'emploi — jeunes, femmes, handicapés, demandeurs d'emploi âgés, licenciés pour raisons économiques, indémnités... — puissent bénéficier de stages d'information et d'orientation de courte durée leur permettant de prendre des décisions en personnes responsables.

Des actions expérimentales d'action collective d'information, d'orientation et d'aide de placement ont été conduites sur le bassin d'emploi de Mulhouse et ont donné des résultats excellents tant pour le placement direct des demandeurs d'emploi que pour l'élaboration d'un projet professionnel et social adaptés à chaque cas.

Nous faisons face aujourd'hui au plus difficile des problèmes : mettre l'efficacité économique au service d'un projet social.

(*) Député (P.S.) du Haut-Rhin.

A PROPOS D'AVENTURES AU TIBET

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour nous signaler que le récit des aventures de Heinrich Harrer au Tibet (*Le Monde* du 20 décembre) avait déjà enchanté leur jeunesse, il y a une trentaine d'années, puisque l'ouvrage avait été publié en français, dès 1953, et déjà chez Arthaud. Qu'on veuille bien nous pardonner notre ignorance, mais on pouvait s'y tromper. L'éditeur — toujours Arthaud — présente en effet l'ouvrage, en 1983, comme « enfin disponible dans son édition française ». La formule est pour le moins ambiguë.

A. J.

LU

« DU SAHARA AUX CÉVENNES, OU LA RECONQUÊTE DU SONG », de Pierre Rabhi

Un homme en paix

PIERRE RABHI est un homme de petite taille, aux yeux en amande, au regard brillant. Il est musicien, sculpteur et écrivain. Mais d'abord paysan. Par choix. En Ardèche, il a, de ses mains, créé à force de sueur et de privations une exploitation où il reçoit des stagiaires. Il vit plusieurs semaines par an en Haute-Volta et y forme des jeunes à lutter contre la sécheresse du Sahel.

Un écologiste comme les autres ? Un hippie — un « zippie » comme on dit dans les Cévennes ardéchoises — qui a réussi son retour à la terre ? Rabhi est arrivé en Ardèche bien avant 1968, et s'il ne cache pas son mysticisme il n'a rien d'un idéologue. Il n'est pas venu des villes, il est venu d'un autre désert : le Sahara.

Rabhi est né à Kénadza, dans le Sud algérien, où son père était forgeron. Rabhi, comme il se prénomme alors, a été élevé dans une atmosphère où les traditions étaient intactes et l'islam, de la vie vécue. Il a grandi avec ses camarades, participé aux cérémonies familiales, fêté le ramadan, suivi les cours à l'école coranique. Après la mort de sa mère, il a été adopté par un couple d'enseignants français qui l'ont laissé achever son enfance de jeune Ksourien avant de l'amener à Oran, où il a fait des études françaises. Son extraordinaire sensibilité, son goût des livres et de la musique l'ont enflammé dans un monde où les « événements » d'Algérie n'ont eu qu'un faible écho. Il s'est fait baptiser de son propre gré, se plongeant délibérément entre deux civilisations. Ambiguïté douloureuse ? Pour Rabhi, pas d'écartèlement véritable ni de longues amertumes. Il a la tête dans les

étoiles. Trop aussi pour rester longtemps employé de banque.

Il part pour la France, devient magasinier, se fiance. Elle et lui rêvent de devenir bergers. Mais elle n'ont pas d'argent. Une bicoque en Ardèche, l'appui du docteur Pierre Richard, l'homme en blanc qui, fuyant le bruit qu'un romancier a fait autour de lui, s'est installé aux Vaux et fut l'un des fondateurs du parc des Cévennes, un travail acharné comme ouvrier agricole noué de lectures et de musique. Aux limites de l'extrême pauvreté, avec sa femme et ses enfants, Rabhi a écrit son monde à lui.

Un monde, mais pas un refuge. Il accueille les premiers acrobates-butaards, les conseille et les aide à comprendre la terre, les plantes et les animaux. Ses méthodes de culture sont appréciées, et il forme des disciples.

Rabhi aime les hommes et les bêtes, la terre, son Sahara d'origine et ce pays différent mais rude aussi où il a choisi de vivre, les chèvres de Bach et sa guitare. De son enfance dans le Ksour, il a conservé non le souvenir de la médiocrité matérielle, qui d'ailleurs ne l'a guère quitté, mais celui d'une communauté équilibrée sous un ciel clair, d'un songe qu'il a « reconquis » dans les Cévennes.

Il a mis tout cela sur le papier, avec talent, humanité et un sens de l'infinité venu du fond des âges et des sables. Ses amis l'ont poussé à en faire un livre. Il est écrit et imprimé en Ardèche, comme il se doit. Ce témoignage d'un homme de paix qui tire joie de sa pauvreté et du travail de ses mains est une fleur rare.

JEAN PLANCHAIS.
* Du Sahara aux Cévennes, ou la Reconquête du songe. Editions du Candido, Lavilledieu, Ardèche. 238 p., 70 F.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue du Louvre
75207 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4167-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER
(par mandats)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 165 F 1 430 F

Par voie aérienne
Taux de dédouane.

Les abonnements qui paient par chèque postal (toute fois) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs en préavis (dans les semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

001550

LES SUITES DE L'ENTREVUE ARAFAT-MOUBARAK

L'Egypte déplore sans la dramatiser, la violence de la réaction d'Israël

Correspondance

Le Caire. — La « question palestinienne » pourrait devenir le cheval de Troie qui ouvrirait au Caire les portes des capitales arabes et permettrait de relancer le processus de paix au Proche-Orient. Maintenant que l'aspect spectaculaire de l'accord Moubarak-Arafat s'est dissipé, la diplomatie égyptienne est à l'heure des premières réactions. Elle compte les points après la rencontre du raïs et d'Abou Amar (nom de guerre de M. Arafat). Au Caire, on accueille déjà avec satisfaction les premiers fruits des retrouvailles égypto-palestiniennes : le premier ministre jordanien, M. Moudar Badrane, a rendu « hommage aux sacrifices de l'Egypte pour la cause palestinienne » et a estimé « du devoir des Arabes d'œuvrer pour sa réintégration ». Le correspondant de l'Agence de presse égyptienne (officielle) accompagnant une délégation du Caire qui s'est rendue au Maroc pour présenter ses condoléances après le décès du frère du roi Hassan II, Moulay Abdallah, note la satisfaction des dirigeants de Rabat.

A propos des réactions mitigées et prudentes des autres pays arabes « modérés » (exception faite du soudan, d'Oman et de la Somalie, qui ont toujours soutenu l'Egypte), les responsables du Caire soulignent qu'ils ne s'attendaient pas à un « soutien unanime » moins d'une semaine après la rencontre Moubarak-Arafat. Quand on leur cite notamment le cas de l'Arabie Saoudite, entre puissance allié arabe de Washington dans la région, qui n'a pas voulu se prononcer, ils répondent : « Nous avons déjà patienté plus de quatre ans... ». Ils se félicitent, en revanche, de la position des Etats-Unis et de l'accueil favorable réservé par l'administration Reagan « aux idées du Caire, soumises par le chef de la diplomatie égyptienne, M. Kamal Hassan Ali, pour réactiver le processus de paix en vue d'une solution au problème palestinien ». La France et le Royaume-Uni, dont les ambassadeurs au Caire ont affirmé à M. Boutros Ghali, ministre d'Etat pour les affaires étrangères, le soutien de leur pays à la politique égyptienne après la visite en Egypte du chef de l'O.L.P., sont, eux aussi, classés parmi les « amis ».

La « bénédiction » américaine

Les responsables égyptiens se refusent, d'autre part, à tout commentaire direct sur les réactions des pays arabes qui ont condamné cette visite (Syrie, Libye, Yémen du Sud et certaines factions de l'O.L.P.) et soulignent que, depuis le voyage à Jérusalem du président Sadate en 1977, « l'Egypte ne tient pas compte des attitudes de refus et poursuit ses efforts en faveur de la cause palestinienne ». M. Boutros Ghali a été plus explicite devant le Sénat égyptien, en précisant que la stratégie diplomatique de son pays inscrivait, parmi ses priorités, la lutte « contre l'extrémisme et le refus du processus de paix, que leur origine soit arabe, palestinienne ou israélienne ». Aux violentes réactions de l'Eilat hébreu, l'Egypte oppose son calme, et M. Kamal Hassan Ali a exprimé « surprise et regret », accusant les « milieux extrémistes israéliens de vouloir faire avorter la paix ». On assure ici ne pas vouloir prendre les causes de la violence israélienne au Caire, mais d'accueillir favorablement la rencontre Moubarak-Arafat, puisque ce dernier a souhaité un dialogue avec la Jordanie, et que sa visite au Caire est un indice de son désir de suivre la voie du règlement politique du

Après son escale au Yémen du Nord

LE PRÉSIDENT DE L'O.L.P. VA SE RENDRE EN ARABIE SAOUDITE

Après avoir été reçu à Sanaa par le président de la République arabe du Yémen (du Nord), M. Yasser Arafat a présidé, lundi 26 décembre, une réunion du « conseil militaire des forces de la révolution palestinienne ». Selon son porte-parole, il se rendra cette semaine à Riyad pour s'entretenir avec le roi Fahd d'Arabie Saoudite. Il pourrait rendre visite aussi à la Jordanie, avant de gagner Tunis où attendent les membres du comité central du Fath. Il leur rendra compte de la « décision personnelle » qu'il a prise de rencontrer le président Moubarak à Alger, Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces palestiniennes. La session du comité central du Fath sera suivie de la réunion du comité exécutif de l'O.L.P., a-t-il précisé.

Dans une déclaration faite à son arrivée à Sanaa, M. Yasser Arafat a comparé ses adversaires aux « esclaves de la Rome antique » et a accusé certains régimes arabes d'être complices des Etats-Unis et d'Israël dans la « balkanisation » du Proche-Orient. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

conflict, déclare M. Ali, tandis que M. Boutros Ghali croit que « cette rencontre devrait faire prévaloir la modération contre le terrorisme ».

Les Egyptiens estiment ne pas avoir fait de concessions à M. Arafat, puisque ce dernier est venu au Caire malgré la présence, dans cette capitale, d'une ambassade d'Israël et alors que le traité de paix avec l'Etat juif n'a jamais été remis en cause. Le calme des diplomates égyptiens s'explique également par leur conviction qu'Israël ne dénoncera pas les accords de Camp David à cause d'une visite qui a reçu la « bénédiction » de Washington. Ils soulignent, par ailleurs, que les relations entre Le Caire et Jérusalem étaient déjà au plus bas avant la venue du chef de l'O.L.P. La détermination des relations a commencé à la suite de l'entrée des Israéliens à Beyrouth, durant l'été 1982, quand l'Egypte rappela son ambassadeur à Tel-Aviv pour des consultations qui n'ont pas encore pris fin. Le litige frontalier de Taba, au Sinaï, le boycottage voilé des produits israéliens et la suspension des négociations sur l'autonomie palestinienne n'ont fait que creuser le fossé depuis lors. On estime, au Caire, que la visite de M. Arafat, « bien accueillie par les Palestiniens », pourrait permettre de ressusciter des négociations mort-nées si Israël acceptait qu'une délégation jordanio-palestinienne s'y joigne.

Sur le plan intérieur, le sommet Moubarak-Arafat permet au gouvernement du Caire de couper l'herbe sous le pied de l'opposition, qui faisait de la réconciliation avec les pays arabes et de la cause palestinienne son cheval de bataille pour les élections législatives de 1984. Déjà, le parti travailliste, chef de file de l'opposition parlementaire (gauche modérée) et les libéraux-socialistes (droite) ont applaudi une rencontre à laquelle le Rassemblement progressiste unioniste (marxiste-socialiste) et le parti nationaliste d'avant 1952 ne pourront manquer d'apporter leur soutien. Toutefois, malgré le « succès total » de la visite de M. Arafat, Le Caire ne veut pas crier trop tôt victoire, estimant que la conjoncture compliquée dans la région, les déchaînements internes, les revirements d'alliance toujours imprévisibles et l'intransigence israélienne exigent prudence et pondération.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

L'ARMÉE LIBANAISE A CONSOLIDÉ SON CONTRÔLE DES ACCÈS DE L'AÉROPORT DE BEYROUTH

(De notre correspondant.) Beyrouth. — La bataille entre l'armée libanaise et des miliciens chiites d'Amal — qui auraient débordé la direction du mouvement — a repris en force lundi 26 décembre en fin de matinée à Beyrouth pour s'arrêter l'après-midi. La Syrie paraît avoir joué un rôle décisif dans la suspension des combats. L'armée a consolidé les positions dont elle avait pris le contrôle la veille au prix de vingt-quatre heures d'hostilités. Situées dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila, face à la banlieue sud chitise, ces positions, évacuées par les Français, permettent de contrôler les voies d'accès à l'aéroport de Beyrouth. L'aéroport n'a pas été officiellement fermé, mais, durant les combats, il était inaccessible : les avions ont décollé sans passagers.

Contraintement à ce qu'il s'était passé fin août à la veille de la bataille de la montagne, l'armée ne s'est pas laissée déborder. Elle avait procédé à une forte concentration de blindés qui a laissé croire qu'elle allait investir la banlieue sud. Supplément irréaliste, car elle aurait dû se battre sur le terrain de ses adversaires, avec des effectifs dont la moitié est composée de chiites. Il n'en reste pas moins que la cohésion de l'armée s'est maintenue.

Les combats des trois derniers jours ont fait trente-cinq morts et cent soixante-dix blessés dénombrés dont beaucoup de civils, aussi bien dans la zone des combats que dans les quartiers chrétiens bombardés à plusieurs reprises : les dégâts matériels sont très importants. Mardi 27 décembre, en fin de matinée, le calme se maintenait et l'aéroport fonctionnait normalement.

● Les fêtes de fin d'année du contingent français. — Les deux mille soldats français de la force multinationale au Liban pourront, chacun à leur tour, téléphoner à leur famille pendant les fêtes de fin d'année, a annoncé lundi 26 décembre le porte-parole du contingent français. A la suite d'un accord intervenu entre les gouvernements libanais et français, les parachutistes peuvent appeler la France à partir de la résidence des Pias à Beyrouth, siège du quartier général français. — (A.F.P.)

Les membres du Conseil national palestinien en Jordanie sont divisés

De notre correspondant

Amman. — Le premier ministre jordanien, M. Moudar Badrane, a exprimé l'espoir, lundi 26 décembre, que la récente visite au Caire de M. Arafat servirait les intérêts de la cause palestinienne et de la nation arabe. M. Badrane, qui s'adressait aux membres du Conseil national palestinien (qui tient lieu de Parlement), a souligné la nécessité de ne pas laisser l'Egypte isolée « face aux pressions israéliennes ».

Tout en manifestant ainsi l'approbation de son gouvernement, le ministre a cependant souligné que la Jordanie ne pouvait pas porter un jugement sur la démarche de M. Arafat tant que toutes les dimensions n'en auraient pas été révélées. « Le président de l'O.L.P. est le seul à pouvoir juger et apprécier les conséquences et les bénéfices de sa visite au Caire », a-t-il déclaré.

Cette première réaction officielle jordanienne, quatre jours après la rencontre entre M. Arafat et le président Moubarak, frappe par sa pondération. Les dirigeants jordanien ont sans aucun doute toutes les raisons de se réjouir du geste du chef de l'O.L.P. D'abord, parce qu'il semble confirmer la volonté de M. Arafat de s'engager résolument dans la voie de la négociation, et par conséquent, de renouer les pourparlers jordanio-palestiniens. Ensuite, parce que le royaume hachémite, qui a procédé, au cours des deux dernières années à un rapprochement très net avec l'Egypte, est courtoisement au Proche-Orient l'un des Etats qui souhaitent le plus vivement la normalisation des relations entre Le Caire et le reste du monde arabe (en témoigne notamment la signature, le dimanche 25 décembre à Amman, du premier protocole commercial jordanio-egyptien depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, il y a cinq ans).

Les dirigeants jordanien, cependant, attendent de voir quelle sera la portée réelle de la démarche de M. Arafat et quelle sera la suite que le chef de l'O.L.P. lui donnera, avant de se prononcer plus nettement. C'est au moins ce qu'on fait valoir dans les milieux proches du pouvoir. « Nous attendons que M. Arafat mette de l'ordre dans sa maison », nous a déclaré le rédacteur en chef d'un quotidien jordanien. « Nous espérons que sa visite au Caire n'aura pas un impact négatif sur les préparatifs du prochain sommet arabe », souligne, pour sa part, un éditeur du journal Sawi Al Shaah.

La « dictature » de la minorité

La rencontre Arafat-Moubarak a, en tout cas, déclenché un débat passionné dans les cercles politiques à Amman. Le quotidien Al Rai a notamment publié dimanche et lundi, sur une double page, les réactions de personnalités jordanien et palestiniennes. Sans distinction d'origine, ces personnalités se regroupent essentiellement dans deux camps : celles qui condamnent la visite du Caire, selon elles, viole les résolutions du Conseil national palestinien (Parlement) et de la Ligue arabe, les détracteurs de M. Arafat lui reprochant également d'avoir agi de sa propre initiative, d'aggraver les divisions de l'O.L.P. et de cautionner « la ligne des accords de Camp David » ; celles, d'autre part, qui voient au contraire avec satisfaction se dessiner une nouvelle évolu-

tion de la résistance palestinienne vers l'action diplomatique et la perspective d'un retour « dans les rangs arabes » de « l'Egypte de Moubarak qui n'est plus l'Egypte de Sadate ».

Ce débat a eu un prolongement dans les communications mises en circulation par des membres du Conseil national palestinien. Le premier, signé par 34 des 61 membres du C.N.P. résident en Jordanie, dénonce vigoureusement l'initiative de M. Arafat et reprend les arguments déjà cités. L'un des signataires précise : « Notre principal souci est l'unité de l'O.L.P. parce que les divisions qui peuvent résulter de la visite au Caire d'Arafat sont plus dangereuses que la visite elle-même ».

Egalement signataire de cette motion, M. Abdel Jawad Saleh, ancien maire d'El Bireh, expulsé de Cisjordanie par les Israéliens après la guerre de six jours, a tout de même des mots très durs à l'égard de M. Arafat. La rencontre du chef de l'O.L.P. avec le président Moubarak, affirme-t-il, « est non seulement la chute tragique d'un héros, mais également une catastrophe, une mauvaise note politique. J'espère que l'initiative de M. Arafat amènera les dirigeants palestiniens à considérer les dangers de l'absence d'une réelle démocratie et à reconnaître qu'ils ont échoué dans la mise au point d'une solution alternative aux pratiques du président de l'O.L.P. ».

Dans le second document, les membres du C.N.P. favorables à l'initiative de M. Arafat, déclarent approuver un « soutien total », appellent à la convocation d'urgence d'une réunion de cette instance de l'O.L.P. Attaquant les détracteurs du chef palestinien, ils affirment que sa rencontre avec le

président Moubarak « aidera l'Egypte à se détacher des accords de Camp David ». C'est également l'avis des maires cisjordanien en exil, Fahd Kawasmeh (Hébron) et Mohammed Melhem (Halhoul). L'un et l'autre approuvent sans réserve l'initiative du chef de la centrale palestinienne. « M. Arafat a choisi le bon moment dans la conspiration visant à liquider l'O.L.P. avait atteint son apogée », nous a déclaré M. Melhem, pour qui cette initiative est le début « d'un renouveau arabe et palestinien et d'une nouvelle ère dans la reconquête des droits palestiniens ». Selon lui, M. Arafat a accru sa crédibilité en démontrant qu'il est « réellement intéressé par une solution pacifique ».

Favorable, comme son collègue de Halhoul, à la réintégration de l'Egypte « avec tout son poids politique, humain et économique » au sein de la Ligue arabe, M. Kawasmeh nous a, pour sa part, déclaré : « Arafat a ouvert la porte à tous les pays arabes qui veulent rétablir des relations avec Le Caire ». Régissant aux critiques virulentes qui se sont fait entendre au sein de la direction de l'O.L.P. à la suite de la rencontre Arafat-Moubarak, l'ancien maire d'Hébron souligne d'autre part : « L'important, c'est le peuple palestinien, et la majorité du peuple palestinien est derrière Arafat ». Selon lui, l'O.L.P. doit désormais adopter la règle de la majorité et non plus celle de l'unanimité.

« La minorité ne doit pas continuer à imposer ses vues à la majorité ; la règle de l'unanimité, c'est la dictature de la minorité », réchérchit M. Melhem, qui souligne : « Après Tripoli, tout ce que fait M. Arafat est justifié ».

EMMANUEL JARRY.

La grande majorité des habitants de Cisjordanie et de Gaza approuvent le chef de l'O.L.P.

De notre correspondant

Jérusalem. — Maintenant que s'est atténué l'onde de choc qui avait parcouru les territoires occupés à l'annonce de la rencontre entre M. Moubarak et Arafat, il est clair qu'une large majorité de Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza approuvent l'initiative du chef de l'O.L.P. et les perspectives qu'elle ouvre, en dépit des réserves, des critiques, voire des désaveux exprimés par plusieurs dirigeants de la résistance, jusque dans les rangs du comité central du Fath.

Cinq jours après la visite surprise de M. Arafat au Caire, une seule importante personnalité des territoires a publiquement pris position contre cette initiative. Il s'agit de M. Bassem Chakaa, ancien maire de Naplouse, destitué en mars 1982 par les autorités israéliennes en même temps que son collègue de Ramallah, M. Karim Khalaf (les deux édiles avaient été grièvement blessés en juin 1980, vraisemblablement par des extrémistes israéliens que l'enquête policière n'a jamais permis de retrouver).

« Proches du désespoir »

Pour M. Chakaa, les entretiens du Caire sont « en contradiction avec les décisions du Conseil national palestinien et de la Ligue arabe, et risquent de diviser encore plus profondément l'O.L.P. ». Parmi les journaux arabes de Jérusalem-Est diffusés dans les territoires, un seul, Al Mithaq — proche du Front populaire de M. Georges Habbache et dont l'audience est réduite, — abonde dans le même sens. L'hostilité aux retrouvailles entre Le Caire et l'O.L.P. est donc le fait d'une petite minorité.

Mais la majorité est loin d'être monolithique. Elle regroupe deux courants d'opinion aux arrière-pensées et aux objectifs souvent divergents : d'un côté, les fidèles de M. Arafat au sein de l'O.L.P., de l'autre, les responsables palestiniens modérés traditionnellement proches de la Jordanie. Porte-drapeau des notables « modérés », M. Elias Freij, maire chrétien de Bethléem, fut l'un des premiers avec son collègue, M. Rachad Chawa, maire de Gaza, à saluer « le geste sage et courageux » du président de l'O.L.P. Il a formulé la perspective que les retrouvailles du Caire marquent « le début d'une politique rationnelle et réaliste, la seule capable de sauver la terre palestinienne des bulldozers israéliens ».

La réaction de M. Freij est cohérente. Elle découle d'un constat d'échec. En effet, le temps travaille contre les populations des territoires. En conséquence, les Palestiniens se doivent de saisir la moindre chance susceptible de permettre l'accomplissement de leurs aspirations nationales. Il va de soi dans son esprit que la solution du problème palestinien passe par Amman.

« Les habitants des territoires, nous a-t-il déclaré, sont proches du désespoir. La solution militaire a conduit à une impasse. Nous sommes au fond de l'océan. Nous n'avons aucun moyen d'empêcher la poursuite des implantations juives. Si l'on ne fait rien rapidement, la Cisjordanie sera perdue. C'est l'existence même d'un million et demi de Palestiniens et le caractère arabe des territoires qui sont en jeu. Nous ne pouvons aller nulle part. Aucun gouvernement arabe ne veut plus de nous. Les gens veulent avant tout la fin de l'occupation. Chaque jour, mes administrés viennent se plaindre qu'on leur grignote leurs terres. Or, sans la terre, nous ne sommes rien ».

M. Freij n'est pas tendre pour les dirigeants palestiniens qui, à l'étranger, « bavardent et se chamaillent », alors que la priorité des priorités devrait être le sauvetage des territoires occupés avant qu'il ne soit trop tard. L'idée d'un gouvernement palestinien en exil, que M. Arafat a faite sienne, ne l'enthousiasme guère : « Pendant des années, rappelez-vous, j'ai été l'avocat d'un tel projet. J'ai réclamé à cor et à cri. On aurait dû constituer ce gouvernement quand le mouvement palestinien était à son apogée et qu'il bénéficiait d'un large consensus. Aujourd'hui que nous sommes désemparés, il sera beaucoup plus difficile d'obtenir une vaste reconnaissance internationale ».

« Arafat est allé au Caire, pourquoi M. Freij. Et alors ? Où est le mal ? L'Egypte est un grand pays qui peut nous aider. Quand à la carte jordanienne, c'est la seule qui n'a pas été jouée. Nous n'avons rien à perdre. Mais le roi Hussein a besoin du soutien de la majorité des Etats arabes avant de se joindre à des négociations. » Al Qods, journal pro-jordanien de Jérusalem, est allé plus loin en affirmant que « le retour de M. Arafat au Caire était aussi important que la visite de Sadate en Israël ».

« Nous sommes prêts à négocier »

Au-delà des différences d'analyse, les partisans de l'O.L.P. dans les territoires ressentent eux aussi avec acuité le besoin d'agir vite. Tout en reconnaissant que la visite au Caire de M. Arafat les a pris de court, ils soulignent que l'O.L.P. tire profit de la dynamique qui s'est déclenchée. « On s'attendait à une initiative d'Arafat, nous dit M. Fanaa, Si-miora directeur d'Al Fajr, le plus grand journal arabe de Jérusalem. Mais sa rapidité nous a surpris. Maintenant, il faut aller de l'avant dans la recherche d'une solution politique. Les habitants des territoires font plus que jamais confiance à Arafat. Selon un sondage publié par

notre journal, il y a deux semaines, 95 % des personnes interrogées souhaitent qu'il reste à la tête de l'O.L.P. ».

Depuis quelque temps, avec la bénédiction probable des instances dirigeantes de l'O.L.P., Al Fajr avait révisé l'idée d'un gouvernement en exil. Celui-ci se doterait d'un programme différent de la charte de l'O.L.P., qui exige, elle, le démantèlement de l'Etat israélien. Il n'est donc pas étonnant que son directeur soit favorable au projet : « Cette initiative, dit-il, nous permettra de sortir de l'impasse en préservant l'unité de l'O.L.P., dont nous avons besoin. » M. Simiora place beaucoup d'espoirs dans la relance du projet de résolution franco-egyptien déposé en juillet 1982 devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Il souhaite aussi qu'avec le soutien de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis, le Conseil adopte un nouveau texte reprenant les résolutions 242 et 338 mais en tenant compte de l'objection traditionnelle de l'O.L.P. selon laquelle la question palestinienne ne peut être réduite à un « problème de réfugiés ». Pour le directeur d'Al Fajr, aucun doute : la majorité du comité central du Fath suivra M. Arafat.

Les partisans de l'O.L.P. dans les territoires estiment généralement que c'est Le Caire qui a parcouru l'essentiel du chemin en direction de l'O.L.P. et non l'inverse. L'Egypte sous Moubarak, soulignent-ils, est très différente de l'Egypte de Sadate. « La visite d'Arafat au Caire, observe un universitaire palestinien, ne signifie pas que celui-ci reconnaît le bien-fondé des accords de Camp David, mais plus simplement que l'O.L.P. a décidé de tourner une page sur le passé. Tous les régimes arabes ont maintenu des relations officielles avec l'Egypte. Pourquoi les Palestiniens seraient-ils les seuls à qui de telles relations seraient en fin de compte interdites ? »

Les responsables palestiniens de toutes obédiences s'accordent sur un point : l'avenir de leur peuple dépend en grande partie de la volonté politique des Etats-Unis. « Sans les pressions américaines, note M. Freij, rien ne sera possible. » M. Simiora ajoute : « Le président Reagan détient le sort de notre peuple entre ses mains. Il ne semble pas nouveau persuadé que la question palestinienne est le plus important dossier au Proche-Orient. C'est l'un des résultats positifs de la rencontre Arafat-Moubarak ».

Mais pour négocier il faut être doux, comme le rappellent depuis quelques jours avec insistance les dirigeants israéliens. « Nous avons dit clairement que nous étions prêts à entendre des pourparlers, observe le directeur d'Al Fajr, Les Israéliens, hélas ! ne sont pas disposés à négocier, même en échange de la paix ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Les relations avec Téhéran

OUTRE TROIS DIPLOMATES IRANIENS PARIS A ÉGALEMENT EXPULSÉ TROIS EMPLOYÉS DU CENTRE ISLAMIQUE

Trois ressortissants iraniens, employés au Centre islamique iranien à Paris, fermés vendredi 23 décembre par le gouvernement français, ont été expulsés vers l'Iran le même jour, à la suite d'une décision du ministre de l'Intérieur, a-t-on appris lundi 26 décembre. Les trois iraniens ont été pris en flagrant délit d'activité terroriste, mais leur activité de propagande politique dans la capitale française a été jugée incompatible avec leur statut de résidents étrangers, indique-t-on de source française bien informée.

Vendredi 23 décembre déjà, le gouvernement français avait demandé le rappel de trois diplomates de l'ambassade d'Iran, dont les activités étaient liées au Centre islamique et dont les agissements, avait-il indiqué le Quai d'Orsay, « étaient incompatibles avec leur statut diplomatique ». En réponse, Téhéran a demandé dimanche 25 décembre le rappel de trois diplomates français en poste en Iran (Le Monde du 24 et 25-26 décembre).

La France, a-t-on indiqué au ministère des relations extérieures, a l'intention de remplacer les trois diplomates expulsés de Téhéran. Le Quai d'Orsay s'est refusé à préciser l'identité de ces trois personnes — se bornant à indiquer que le chargé d'affaires, M. Jean Perria, ne figurait pas parmi eux — et n'a pas non plus divulgué celle des membres de l'ambassade d'Iran, pris de quitter la France. Selon l'agence Reuters, les autorités iraniennes avaient donné l'identité de ces trois personnes — le premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran ainsi qu'un troisième secrétaire et à l'un des attachés vingt-quatre heures pour quitter l'Iran. M. Sabathe dirigeait la représentation française pendant l'absence du chargé d'affaires, M. Perria, en vacances à Paris.

Lundi 26 décembre, en arrivant dans la capitale iranienne, les trois membres de l'ambassade expulsés de France ont déclaré, selon Radio-Téhéran, que « les agissements de la police française étaient dictés par l'impérialisme américain ». Les trois membres de l'ambassade iranien, pour leur part, qui avaient regagné l'Iran dès vendredi, ont affirmé, selon la radio iranienne, qu'un des membres de l'ambassade avait été « sauvagement arrêté ».

[Cet expression est qualifiée de « grotesque » au Quai d'Orsay, où l'on dément toute violence à l'égard des expulsés. Au ministère de l'Intérieur comme dans les services de police concernés, on affirme également que les alléguations des diplomates iraniens sont dénuées de fondement et qu'ils n'ont été victimes d'aucune violence. En 1982, après l'attentat du mois d'août contre l'ambassade d'Irak, des opposants chiites irakiens interpellés avaient subi de semblables accusations contre la police, qu'aucune enquête n'avait pu confirmer.]

EUROPE

U.R.S.S.

LA SESSION DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE

LE DISCOURS PRÉPARÉ PAR M. ANDROPOV

« Ce n'est qu'un début... »

Moscou (A.F.P.-Tass). — M. Iouri Andropov a dressé, lundi 26 décembre dans un discours lu en son nom devant le plénum du comité central du P.C.U.S., un bilan positif de la politique menée depuis plus d'un an sous sa direction. « L'application de quelques mesures destinées à perfectionner notre gestion économique, à améliorer l'organisation, à renforcer la discipline du travail et du plan, a commencé dans la durée cette année », a-t-il rappelé. Ces mesures ont, « dans un laps de temps relativement court, contribué de diverses manières à améliorer la situation dans un certain nombre de secteurs, à augmenter l'initiative et la responsabilité des cadres, leur assurance dans leurs propres forces, ainsi qu'à élever l'activité créatrice des masses ».

Selon M. Andropov, ces initiatives ont porté leurs fruits : le peuple a commencé à travailler « dans de meilleures dispositions », les taux de croissance économique ont « augmenté » tandis que les coefficients de qualité sont également « quelque peu en hausse ».

« En général, a résumé M. Andropov, un changement pour le mieux a pu se produire dans l'économie nationale (...). Tout cela confirme la justice de la ligne qui a été adoptée. » Mais, a-t-il souligné, « ce n'est qu'un début ».

Le chef de l'Etat et du parti soviétique a rappelé son attachement aux initiatives prises récemment, telles la loi sur les collectifs de travail et les résolutions sur le renforcement de la discipline et le développement de l'organisation du travail en brigades. Il a par ailleurs souligné une nouvelle hausse de la productivité du travail, au-delà des normes fixées par le plan.

Le bilan d'un an de gestion est également positif, a estimé M. Andropov, en ce qui concerne l'élévation du niveau de vie des citoyens, qui est, a-t-il rappelé, « le principal objectif socio-politique de nos

plans ». Il s'est notamment félicité de l'augmentation constante des revenus de la population, du développement de la construction de logements et des efforts déployés dans le domaine de la santé et de la culture. « Pourtant, ces réalisations nouvelles ne portent pas préjudice à la défense. Reprenant la formule consacrée, M. Andropov a déclaré : « Tout ce qui est nécessaire pour maintenir au niveau adéquat la capacité de défense du pays est prévu ».

Un « examen global » du système de gestion

Ce bilan généralement positif a été toutefois ponctué de quelques critiques contre certains secteurs de l'économie et certains organes administratifs. Le plan 1984 n'a en effet « pas été facile à établir », a indiqué le chef du parti qui a mis en cause « la qualité de la planification elle-même ». Dans un nouvel appel à la discipline, M. Andropov a considéré que « le temps est venu non seulement de parler de pensée de biens, mais aussi de parler des personnes qui sont derrière ces pensées ».

En conclusion, le secrétaire général a esquissé les mesures qui devraient être prises pour perfectionner les mécanismes de gestion de l'économie ; il convient, a-t-il dit, d'améliorer les structures à tous les niveaux, depuis le Gosplan jusqu'aux collectifs de travailleurs, perfectionner le système de planification et rendre plus efficace l'ensemble des leviers économiques (stimulants matériels, prix, crédits, etc.). « Seul un examen global et cohérent des problèmes de l'amélioration du système de gestion est à même de permettre l'utilisation la plus complète possible des avantages présentés par le mode de production socialiste », a dit M. Andropov.

Les personnalités promues

M. VOROTNIKOV. — M. Vitaly Ivanovitch Vorotnikov est, depuis le 23 juin dernier, président du conseil des ministres de la Fédération de Russie. Né le 19 janvier 1926, il a commencé sa carrière dans la région de Koulybychev, d'abord comme technicien dans une usine de construction mécanique, puis dans l'appareil du parti de cette entreprise.

Membre du P.C. depuis 1947, il travaille dans les différents services du parti de Koulybychev, avant d'être élu, en 1967, président du comité régional. En 1971, il est premier secrétaire du parti de la région de Voronez, puis, quatre ans plus tard, premier vice-président du conseil des ministres de la Fédération de Russie. En 1979, il est nommé ambassadeur à Cuba, d'où il est rappelé, en 1982, par M. Andropov, qui lui demande de remettre de l'ordre dans la région de Krasnodar, à la place du premier secrétaire, M. Medounov, un ami de Brejnev, soupçonné d'encourager la corruption.

Membre du comité central depuis 1971, M. Vorotnikov avait été élu membre suppléant du bureau politique en juin dernier, quelques jours avant de devenir président du conseil des ministres de Russie.

M. LIGATCHEV. — M. Egor Kouzmitchev Ligatchev est le chef du département d'organisation des cadres du parti au comité central depuis le 30 avril dernier, en remplacement de M. Ivan Kapitonov. Né le 27 novembre 1920, il termine en 1943 l'institut d'aviation de Moscou, mais entre très vite dans l'appareil du parti communiste, dont il est membre depuis 1944. Après avoir fait l'école des cadres et dirigé les jeunes communistes de la région de Novosibirsk, il est vice-président du soviet de la même région de 1955 à 1958.

Il retourne dans l'appareil du parti, toujours dans la région de

Novosibirsk, avant de devenir, en 1961, chef de l'agitation et de la propagande au comité central de la Fédération de Russie. Après un passage au département industriel, il est nommé, en 1965, premier secrétaire du P.C. pour la région de Tomsk. Suppléant du comité central en 1966, il est élu membre à part entière de cet organisme en 1976, au vingt-cinquième congrès.

M. SOLOMENTSEV. — M. Mikhaïl Sergueïevitch Solomentsev est né le 5 novembre 1913. Membre du P.C. depuis 1940, il est diplômé de l'institut polytechnique de Leningrad. Il travaille dans des usines de Lipetsk et de Tchéliabinsk, avant de commencer une carrière dans l'appareil du parti, d'abord comme deuxième secrétaire de la région de Tchéliabinsk puis comme président du sovietichon. En 1959, il est nommé premier secrétaire du parti de la région de Karaganda et, trois ans plus tard, deuxième secrétaire du Kazakhstan. En 1964, il est premier secrétaire de la région de Rostov, avant d'entrer, en 1966, au secrétariat du comité central à Moscou, où il est chargé de l'industrie lourde.

En 1971, il est élu membre suppléant du bureau politique et président du conseil des ministres de la Fédération de Russie. Il restera à ce poste jusqu'en juin dernier, quand le plénum du comité central le portera à la présidence de la commission de contrôle du parti, en remplacement d'Arvid Felch, décédé au début de l'année.

M. TCHERIKOV. — M. Victor Mikhaïlovitch Tchirikov est le patron du K.G.B. depuis le 17 décembre 1982, en remplacement de M. Vitaly Fedotchenkov, qui avait lui-même succédé à M. Andropov. Né en 1923, il est membre du parti depuis 1944. Après des études à l'institut de métallurgie de Dniepropetrovsk, ancien chef de Brejnev, il entre dans l'appareil du parti de cette région d'Ukraine.

En 1967, il devient chef de la direction des cadres du K.G.B., puis vice-président des « organes » des années suivantes. Le 26 avril dernier, Victor Tchirikov a été décoré de l'Ordre de Lénine, puis promu général d'armée le 4 novembre.

LES NOUVEAUX ORGANISMES DIRIGEANTS DU PARTI

Après l'élection de deux nouvelles personnalités, le bureau politique (Politburo) du comité central du P.C. soviétique compte désormais seize membres de plein droit : M. Andropov (président), M. Tchernenko, Tchernenko, Gorbatchev, Solomentsev (tous trois également secrétaires du comité central), Tchernenko (président du conseil des ministres), Alier et Gromyko (les deux vice-présidents du conseil des ministres), le second de sonner ministre des affaires étrangères, Oustinov (ministre de la Défense), Grichine, Tchertchik et Kozlov (respectivement chefs de parti à Moscou, en Ukraine et au Kazakhstan), Solomentsev (président du comité de contrôle du parti) et Vorotnikov (chef du gouvernement de la Fédération russe). L'âge moyen reste comme précédemment de cinquante-sept ans.

Les membres suppléants du Politburo, dont l'effectif était passé de huit à sept en octobre, avec le décès de M. Rachkov, chef de parti en Ukraine, sont désormais six : M. Tchernenko (second nouveau membre, président du K.G.B.), Ponomarev et Dolgikh (secrétaires du comité central du parti), Donitch (ministre de la culture), Kozlov (premier vice-président du présidium du Soviet suprême), Chevrakine (chef du parti en Géorgie).

Le secrétariat du comité central compte maintenant onze membres : M. Andropov, Tchernenko, Gorbatchev, Kozlov, Dolgikh, Ponomarev, Kapitonov, Rozakov, Zolotarev, Rykov et Ligatchev (seul nouveau membre). L'âge moyen est de soixante-cinq ans.

MICHEL TATU.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :

LE POUVOIR D'ACHAT

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou 30) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 100 F pour l'abonnement annuel (60 F de économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

RADIO J - CHALOM sur FM 93,90 MHz
LA RADIO JUIVE
de Paris et sa région
Son Excm. Ovadia SOFFER Ambassadeur d'Israël en France répondra en direct aux questions des auditeurs
Mardi 27 décembre de 18 h 30 à 19 h 30
Tél. : 241-89-00

Lisez le Monde de l'Éducation

Italie

Le pape a donné l'accolade à Ali Agca lors de sa visite aux prisonniers

Le pape a rencontré, ce mardi 27 décembre, le terroriste turc Ali Agca pendant une vingtaine de minutes, dans une salle isolée de la prison romaine de Rebibbia. Jean-Paul II est entré dans la prison deux fois en son temps, qui avait tenté de l'assassiner. Au cours de l'entretien, Ali Agca, qui avait les mains liées, était assis sur une chaise face au pape et tout proche de lui. La conversation s'est déroulée en italien. Selon le porte-parole du Vatican, les deux hommes étaient « visiblement émus et l'atmosphère était celle d'un confessionnal d'où toute colère ou haine étaient exclues ». Alors que Jean-Paul II s'apprêtait à le quitter, l'entretien terminé, Ali Agca s'est agenouillé et a baisé la main du Saint-Père. « J'ai parlé à un de mes frères en qui j'ai une confiance totale », a-t-il dit le pape après la conversation. — (A.F.P.-Reuter.)

De notre correspondant

Rome. — Jean-Paul II face à face avec Mehmet Ali Agca, le terroriste turc, âgé d'à peine vingt-cinq ans, qui, le 13 mai 1981, tenta de l'assassiner place Saint-Pierre : cette image, chargée de symboles, donne une résonance particulière à la visite pastorale que le souverain pontife, en tant qu'évêque de Rome, a rendu, ce mardi 27 décembre, aux mille cinq cents détenus de la prison de Rebibbia. Dans le quartier de haute sécurité de cet établissement ultra-moderne sont incarcérés de nombreux détenus, parmi les plus importants des groupes terroristes et du milieu. Le pape a célébré une « liturgie de la Parole », c'est-à-dire un ensemble de prières et de lectures bibliques, dans la chapelle où n'avaient pu prendre place que sept cents détenus, les autres étant massés dans les couloirs. Les prisonniers ont un comportement exemplaire, dit le pape, et ont accepté avec une humilité, en notre solitude, sur laquelle on peut lire : « En notre humilité, en notre solitude, en souvenir d'un jour heureux ».

La rencontre avec Ali Agca a eu lieu dans une pièce à l'écart, fermée aux journalistes. Seul Arturo Mari, le photographe habituel du

souverain pontife, a été autorisé à immortaliser ce face-à-face. Le pape pardonna aussitôt après l'attentat à l'homme qui tenta de l'assassiner. Ali Agca lui-même s'affirme désormais « repentant » et collabore depuis près de deux ans avec la justice italienne, par de longues dépositions qui sont à l'origine de l'enquête sur la « filière bulgare ». Dans une lettre envoyée, l'an dernier, à Mgr Casaroli, secrétaire d'Etat au Vatican, le jeune terroriste turc écrivait : « Je suis reconnaissant au Saint-Père pour le fait qu'il m'ait pardonné tout de suite ».

La visite du pape à Rebibbia a cependant une valeur beaucoup plus générale, comme le soulignait, le 26 décembre, une note de la radio vaticane : « Le pape entrera ainsi symboliquement dans les prisons de la terre entière, dans les camps de concentration, dans les camps de rééducation, qu'ils soient très connus, peu connus ou ignorés, quelles que soient les latitudes où ils se situent, dans les déserts glacés du Nord ou dans les luxuriantes forêts équatoriales dont les marécages exhalent la mort ». — (Interim.)

Espagne

« Nous voulions négocier avec l'ETA la libération du capitaine Barrios » affirme l'un des policiers espagnols arrêtés en France

Madrid (A.F.P.). — « Nous allions négocier avec l'ETA pour tenter de sauver la vie du capitaine Martin Barrios », a déclaré lundi 26 décembre au quotidien *Diario 16* l'inspecteur Jesus Gutierrez Arguñales, l'un des quatre policiers qui avaient été arrêtés le 20 octobre à Hendaye, le lendemain de l'assassinat du capitaine. La mort de ce dernier avait provoqué en Espagne une vive émotion et des manifestations massives contre le terrorisme et l'ETA.

Les G.O. — pour — espagnols (groupes spéciaux d'opération) avaient été accusés d'avoir tenté d'enlever à Hendaye un responsable de l'ETA, M. Laretxa. Incarcérés à Paris, ils avaient été libérés le 8 décembre. M. Gutierrez Arguñales, membre de la brigade anti-hold-up de Barcelone, affirme que les quatre policiers menaient en France une « mission humanitaire » (sauver la vie du capitaine Martin Barrios). « Nous souhaitions négocier sa libération mais pas au moyen d'un échange », a-t-il ajouté, rejetant la version selon laquelle ils voulaient enlever le dirigeant basque pour l'échanger contre le militaire séquestré, qui a finalement été assassiné par l'ETA.

Interrogé sur ses conditions de détention, l'inspecteur a déclaré que lui-même et ses trois collègues avaient dormi « à même le sol pendant trois jours avec une seule couverture », dans le commissariat où ils avaient été interrogés. « Ils (les policiers français) ont interdit toute visite, nous ont pas permis de téléphoner à nos chefs, ni à nos familles. Nous avions deux sandwiches par jour : un à midi et un à

6 heures du soir. Le lendemain [de l'arrestation] nous avons eu droit à du café ».

« A la prison de Paris, le directeur nous a reçus gentiment et nous a dit qu'il regretterait beaucoup que nous soyons ici et qu'il allait faire tout son possible pour éviter les problèmes », a-t-il ajouté.

Yougoslavie PRÈS DE 3 000 RÉFUGÉS DES PAYS DE L'EST EN 1983

Des centaines de ressortissants des pays de l'Est avaient demandé l'asile à la Yougoslavie au cours des deux dernières années, selon des responsables yougoslaves et des représentants des Nations unies, que cite le *Herald Tribune*.

Sur les 2 919 personnes qui ont cherché refuge dans ce pays au cours de l'année écoulée, 1 532 sont des Roumains qui, pour le plus part, ont fui leur pays en traversant le Danube. La police roumaine des frontières aurait d'ailleurs fait récemment des incursions en territoire yougoslave, à la poursuite des fuyards, ce qui a provoqué des protestations de Belgrade.

La Yougoslavie n'a accordé le statut de résident permanent qu'à un petit nombre de réfugiés. Les autres sont hébergés dans des camps de transit ou des hôtels de la capitale avant de partir pour d'autres pays.

En plus de cet afflux de Roumains, embarrassant pour les autorités yougoslaves, 180 Tchécoslovaques et Slovaques ont demandé l'asile à Belgrade au cours des six premiers mois de cette année contre 763 pour l'ensemble de 1982 ; 168 Polonais, 67 Hongrois, 39 Allemands, 30 Autrichiens de l'Est, 14 Suédois et 6 Allemands ont fait de même l'an dernier. Hormis les Allemands et les Hongrois qui passent le plus souvent la frontière, les réfugiés des autres pays de l'Est profitent généralement de séjours touristiques en Yougoslavie pour « choisir la liberté ».

LE GRAND CHINOIS
6 Av. de New York 95
723 98 21 (seul lundi)
"LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS"
AM. FRANCE - ITALIE
L'OFFICINE CRISTOFORO DE' MEMLI

Dans l'annonce publiée dans le Monde daté samedi 24 décembre, en page 4, pour KAROL MODZELEWSKI, un certain nombre de signatures ont été omises.

Il s'agit de :
M. et Mme Gérard Leblanc; Monique Leblanc, prof. lettres; Jean-Claude Leblanc, prof.; Jean Lora, prof. I.E.P.; Guy Lora, prof. hist. géo.; Ariane Lora, prof. 3^e cycle I.E.P.; Constance Le Grip, prof. 3^e cycle I.E.P.; Louis Leclerc-Silvère, de l'Académie française et de l'Académie des sciences; Claire Lereche, prof.; Patrick Leroux, prof. univ. Paris-X; Jeanne Lereche, prof.; M^{lle} K. Lesage, prof. allemand; Félix Lévy, architecte; Patrice Long, prof.; Marie-Louise Lorenz; Michèle Lorenz, prof. à Paris; Catherine Meille-Fréd, prof. hist.; Blaise Meille, prof. ag. hist.; Marc Merin, prof. univ. Paris-X; Yvanick Massé; Henri Mazaud, de l'Institut; Cécile de Modéras, prof. 3^e cycle I.E.P.; Dominique Mennin, prof. 3^e cycle I.E.P.; André Robert Mennin, chargé conf. univ. Paris-IV; Robert Miraval, prof. univ. Paris-IV; Henri Mongé, maître es. univ. Tours; André Monod, académicien chirurgien; Bruno Morin, stud.; Monique Moser, collab. C.N.R.S.

COMITÉ DE SOUTIEN A KAROL MODZELEWSKI
c/o M. SCHMEIER, 71, rue de Versailles, 92410 VILLE-D'AVRAY

Changements au service des cadres

Une autre promotion intéressante est celle de M. Ligatchev, qui devient secrétaire du comité central tout en gardant très vraisemblablement la direction du service de l'organisation du parti, à laquelle il avait accédé en avril dernier. Tout

comme les autres nouveaux promus, M. Ligatchev a une carrière stagnante sous Brejnev, restant exilé comme chef du parti dans la région sibérienne de Tomsk pendant dix-huit ans. Pourtant il avait déjà travaillé au comité central à Moscou au début des années 60, d'abord à la propagande puis à la section des cadres, probablement sous les auspices de Kozlov et de M. Kirilenko, un ancien rival de M. Tchernenko, éliminé l'an dernier. Son accession au rang de secrétaire devrait diminuer considérablement les pouvoirs de l'homme qui avait dirigé ce service-clé de l'organisation du parti pendant toutes les années brejnéviennes : M. Kapitonov reste certes lui aussi, mais il devra sans doute superviser un autre secteur. Le premier chef adjoint du même département, M. Petrovitchev, en poste depuis quinze ans, a été également remplacé cette année.

Or il y aura fort à faire en matière d'« organisation » au cours des mois qui viennent : les « assemblées de comptes rendus et d'élections » décidées cet été ont commencé en décembre à tous les niveaux du parti, de la région. Elles ont déjà abouti à un certain nombre de remplacements ; les élections au Soviet suprême, fixées au 4-mars prochain, seront l'occasion d'autres remplacements en prévision du XXVII^e congrès du parti au début de 1985, lequel élira un nouveau comité central. Des organismes politiques ont été nouvellement créés au sein du ministère de l'Intérieur (M.V.D.), complétant, après le départ du ministre Tchitchelkov, autre brejnévien dépeint pour corruption, le réseau de la sécurité. Il y a un an déjà dans ce secteur.

D'une manière générale, le spectacle de la vie politique confirme en partie ce qui est dit de source officielle, à savoir que M. Andropov, après un « passage à vide » au début de sa maladie, en septembre et en octobre, a repris malgré son état de santé, les rênes du pouvoir. Les mouvements de cadres, notamment les mises à la retraite d'office de septuagénaires étaient assez nombreux au premier semestre, ils sont nettement « repartis » en décembre, après une pause. A ce jour, une vingtaine de premiers secrétaires de région ont été remplacés depuis la mort de Brejnev, soit 13 % du total, neuf des vingt-trois départements du comité central (le gouvernement du parti et en fait du pays) ont changé de chef. Parmi ces départements, signalons le « service général », qui a été géré par M. Tchernenko, et la « gestion des affaires » du comité central, un autre carrefour de l'état-major du parti, qui a été confié à un ancien collaborateur de M. Gorbatchev, l'« homme qui monte » parmi les « jeunes » du Politburo.

Autre paradoxe en effet : tandis que l'absence de M. Andropov, comme on l'a vu notamment le 7 novembre, semble laisser le monopole

20120152A

AFRIQUE

Angola

SELON LES AUTORITÉS

L'armée sud-africaine a occupé la ville de Cassinga

Contrairement à ce qu'affirmaient, vendredi 23 décembre, le général Constant Viljoen, chef des forces de défense sud-africaines, il semble bien qu'une opération militaire d'envergure ait été engagée dans le sud de l'Angola, contre les nationalistes namibiens de la SWAPO (Organisation de peuple du Sud-Ouest africain). Le général Viljoen avait en effet déclaré que les forces sud-africaines étaient engagées dans « une opération limitée de poursuite » (le Monde daté 25-26 décembre).

M. Venancio de Moura, vice-ministre des relations extérieures de l'Angola, a annoncé, selon l'agence

Angop, que l'armée sud-africaine avait occupé, jeudi 22 décembre, la ville de Cassinga dans la province de Huila, dans le sud de l'Angola. Selon M. de Moura, « la force d'invasion comprenait trois brigades motorisées, quatre unités d'artillerie et une escadron de cent avions qui n'ont cessé de survoler et de bombarder les objectifs économiques, écoles et villages ». M. de Moura a également déclaré que « les forces armées angolaises avaient repoussé une attaque contre Cuito Cuanavale (province de Cuando-Cubango), tuant six soldats - trois Noirs et trois Blancs - abattant un Mirage et s'emparant d'importantes quantités d'armes ».

DIPLOMATIE

LA FRANCE A DEMANDÉ AUX ÉTATS-UNIS DE NE PAS QUITTER L'UNESCO

La France a récemment effectué une démarche diplomatique auprès des États-Unis pour tenter de les convaincre de ne pas quitter l'UNESCO, a-t-on appris lundi 26 décembre à Paris. Cette démarche est motivée, indique-t-on au Quai d'Orsay, par l'attachement français à l'œuvre de l'organisation, mais aussi au principe d'universalité des organismes liés aux Nations unies, principe qui se trouverait gravement remis en question si Washington se retirait de l'UNESCO.

Cette démarche est consécutive à la déclaration d'un responsable du département d'État selon laquelle les États-Unis annonceraient, le 31 décembre prochain, leur retrait de l'organisation, décision qui prendrait statutairement effet au plus tard (le Monde du 27 décembre).

De retour d'une tournée de quatre jours dans la zone de la frontière angolo-namibienne, le général Viljoen a déclaré, lundi 26 décembre à Pretoria, que « les forces sud-africaines resteront en Angola jusqu'à ce qu'elles aient réussi à stopper d'importantes concentrations de la SWAPO, qui s'apprêtent à s'infiltrer dans l'Ovamboland (nord de la Namibie) ». Le général a indiqué qu'une unité sud-africaine s'était heurtée lundi à quelque deux cents guérilleros de la SWAPO près de la ville de Cahama, à une centaine de kilomètres au nord de la frontière namibienne. Il a ajouté : « Nous déployons les effectifs nécessaires, car nous avons l'intention de combattre la SWAPO aussi loin au Nord que possible ».

L'opération en cours pourrait être de la même envergure que celle lancée par Pretoria en 1981 sous le nom de code d'opération « Protea », à une époque où la SWAPO passe généralement à l'offensive, profitant de la saison des pluies.

D'autre part, le président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, est arrivé lundi à Alger. Il s'est félicité du retrait de la France du « groupe de contact » sur la Namibie, « qui, de toute façon, était condamné à se désintégrer ». — (A.F.P., Reuters.)

ASIE

Chine

BIEN QUE L'ACCENT AIT ÉTÉ MIS SUR LE CARACTÈRE COLLECTIF DE LA DIRECTION

Le quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance de Mao Zedong a été célébré avec éclat

De notre correspondant

Pékin. — Décidément, la tradition du culte des morts ne se perd pas en Chine. Lundi 26 décembre, à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance de Mao Zedong, tout le pays a vécu, de nouveau, dans l'ombre de l'ancien président. Impossible d'ouvrir le poste de radio sans tomber sur une émission consacrée au « grand marxiste et grand révolutionnaire prolétarien, au stratège et théoricien » que fut « Mao zhuï », le « président Mao ».

Le soir, les programmes de la télévision offraient le choix entre un documentaire sur la Longue Marche et un film de guerre à la gloire de l'armée de Mao.

A Nanjing, capitale de la province méridionale du Guangxi, des milliers de jeunes gens et de jeunes filles, drapeaux rouges en tête, se sont jetés, par 15°C de température extérieure, dans les flots de la rivière Yang en souvenir du bain qu'avait pris, dans ces mêmes eaux, en 1958, le grand timonier. A Shaoshan, le village natal de Mao, cinq mille personnes, dont plusieurs cousins, se sont réunies pour honorer la mémoire de l'enfant du pays. En trente-cinq ans, c'est-à-dire depuis la fondation de la République populaire, cette modeste bourgade du Hunan a accueilli, apprend-on, vingt et un millions de visiteurs. Deux cent soixante mille ont fait le pèlerinage depuis le début de l'année.

La mausolée de Mao, dans la capitale, n'a pas encore atteint un tel chiffre, encore que sa fréquentation soit loin d'être négligeable. Depuis son ouverture, le 9 septembre 1977, sur une décision de M. Hua Guo-

feng, successeur de Mao, le mémorial a vu défiler près de dix millions de personnes. Plusieurs milliers d'autres se sont ajoutées à ce nombre, lundi, avec l'hommage solennel rendu à l'ancien président par la direction du parti et toute une série de délégations des « masses travailleuses ».

En dehors de quelques personnalités d'un âge canonique et de santé fragile, comme le maréchal Ye Jiaoping, le Tout-Pékin était là, y compris, indigne-t-on, M. Hua Guofeng et M. Wang Dongxing, l'ancien chef de la garde présoviétique de Mao, relégué, aujourd'hui, à l'arrière ban des dignitaires du régime.

Après s'être inclinés devant la dépouille mortelle de l'ancien président, les dirigeants, M. Deng Xiaoping en tête, ont inauguré de nouvelles salles, consacrées, à côté de Mao, à trois autres révolutionnaires : Zhou Enlai, le compagnon de tous les jours, Liu Shaoqi, le rival abattu, et Zhu De, le frère d'armes.

Par une coïncidence qui ne doit rien au hasard, la parti avait, en effet, décidé — voilà déjà un an, dit-on aujourd'hui — de profiter du quatre-vingt-dixième anniversaire pour présenter un mausolée réaménagé. Le culte d'un seul s'efface désormais devant l'hommage rendu à une direction collective, « garante importante de la victoire de la cause du parti ». Un film, montré à la fin de la visite, assure que les quatre personnages, dont le souvenir est ainsi rassemblé dans la mausolée,

ont « établi » la « pensée Mao Zedong ». La presse reconnaît toutefois que, dans cette création, la part prépondérante revient à Mao lui-même.

Lin Biao, Kang Sheng... Dans un article publié, lundi, par le Quotidien du peuple, M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C., qualifiait Mao de « personnalité la plus grande et la plus éminente » de son époque, en Chine. Mais Mao, fait comprendre le parti, avait à ses côtés des camarades qui ont apporté leur pierre à l'œuvre commune. Certains sont, aujourd'hui, des pestiférés, mais ils ont en, apparemment, leurs mérites en leur temps, qui justifient leur présence — modeste — dans le panthéon révolutionnaire. Ainsi, une photo, prise en 1938, montre Lin Biao, assis au côté de Mao, tandis qu'un autre cliché, de la même année, révèle la présence, dans un groupe de dirigeants, de Kang Sheng, l'ancien chef des services de sécurité, exclu du parti à titre posthume après la mort de Mao. Les noms de Lin Biao et de Kang Sheng, ainsi que celui de Chen Boda, ancien secrétaire du président, tous qualifiés de « contre-révolutionnaires », apparaissent, d'autre part, dans un recueil de lettres de Mao, mis en vente lundi. L'ouvrage comprend une lettre adressée par Mao à Lin Biao en 1936 et une autre envoyée à Chen Boda en 1939. Ce dernier a été condamné, en 1981, lors du procès

contre « les cliques de Lin Biao et de Jiang Qing », à dix-huit ans de prison. Il a été depuis lors libéré pour raisons de santé.

A une ou deux exceptions près, sans importance, les documents exposés au mausolée sont antérieurs à la révolution culturelle. L'année, à ce sujet, est quasi totale. Son seul rappel figure sans doute dans la biographie de l'ancien président Liu Shaoqi. Il y est indiqué, à la date de 1966, qu'il fut « torturé, persécuté et critiqué », méfaits mis au compte, évidemment, de Lin Biao et de Jiang Qing. A la suite de quoi, le texte poursuit tranquillement en mentionnant que Liu est mort en 1969 de « maladie ».

A noter aussi une photo représentant Mao avec Staline en 1949, à Moscou, et le cliché-souvenir de la signature par Zhou Enlai, en 1950, du traité d'alliance avec l'U.R.S.S. Le sujet n'est donc plus tabou. En revanche, le tome V des œuvres choisies de Mao continue à sentir le soufre. Publié sous la direction de M. Hua Guofeng, il a été, depuis lors, condamné. Il ne figurait pas parmi les ouvrages en vente dans un magasin aménagé à l'intérieur même du mausolée. Les amateurs pouvaient, en revanche, s'y procurer un produit nouveau : du thé du mémorial du président Mao. On assure, toutefois, que ce petit négoce, installé à la barbe d'un Mao désacralisé, n'a été ouvert qu'à titre provisoire.

MANUEL LUCBERT.

Japon

EN DÉPIT DES PROMESSES DE M. NAKASONE

La composition du gouvernement consacre la primauté du « clan Tanaka »

De notre correspondant

Tokyo. — Pour ceux qui prennent la démocratie japonaise au pied de la lettre, c'est-à-dire comme une supercherie, mais pour les autres, ce n'est pas vraiment une surprise : la constitution du second cabinet de M. Nakasone consacre, une fois de plus, la primauté du « clan Tanaka » dans les affaires du Japon et confirme du même coup la forte dépendance du premier ministre à l'égard de cet ancien chef de gouvernement que sa récente condamnation pour corruption n'empêche pas de demeurer l'émence grise de la politique japonaise.

Ni les diatribes moralisatrices, ni les velléités de ses adversaires, ni même le verdict de la justice ou celui — supposé — de l'électorat ne modifient au fond cette donnée essentielle de la réalité japonaise : M. Tanaka reste le plus fort et il impose sa loi. Malgré leur aversion, ses adversaires et même ses alliés conservateurs, s'ils veulent participer avec lui au festin lucratif du pouvoir, doivent s'accommoder, bon gré mal gré, de la collaboration avec sa faction, ce qu'ils finissent toujours par faire après toutes sortes de simagrées et de justifications plus ou moins hypocrites, pour sauver la face.

C'est à nouveau le cas aujourd'hui où l'on vient de voir les ennemis les plus acharnés de M. Tanaka au sein de la majorité (MM. Fukuda et Komoto) marchander les portefeuilles afin de participer à un cabinet toujours dominé par sa faction et, toute honte bue, ravaler leurs appels à une moralisation des mœurs politiques dont ils assourdissaient les électeurs depuis des semaines.

Dans ce registre, où le pragmatisme et les revirements tactiques sont de rigueur, où les principes démocratiques ne sont le plus souvent que des arguments circonstanciels, et où la fin justifie toujours les moyens, la palme revient sans conteste à M. Nakasone, qui, afin d'obtenir le soutien des dirigeants de son parti pour son maintien au pouvoir, s'était engagé, il y a quarante-huit heures, à tout faire pour réduire l'influence de M. Tanaka sur le parti et sur le gouvernement... De même, lundi, le Club néo-libéral qui avait fait campagne avec l'opposition pour évincer M. Tanaka de la vie politique, s'est rallié à la majorité. Son président, M. Tagawa, est ministre de l'Intérieur dans un cabinet sur lequel pèse fortement l'ombre d'un homme honni par les néo-libéraux. Tout cela tient un peu du théâtre kabuki par le côté formel et rituel,

mais aussi de l'opéra-comique et du théâtre de marionnettes par bien d'autres aspects. C'est la rançon de l'hybridation politique Est-Occident.

Le dosage de la nouvelle équipe gouvernementale apparaît bien plutôt comme un succès de M. Tanaka que comme un progrès réel et durable des factions conservatrices qui prétendaient l'abattre.

En effet, malgré le revers électoral subi la semaine dernière par la majorité et attribué aux pratiques corruptrices de l'ancien premier ministre, malgré l'engagement pris par M. Nakasone lui-même de réduire son influence, la faction Tanaka se taille, une fois de plus, la part du lion dans le gouvernement dont la composition a été annoncée lundi soir 26 décembre après d'ultimes tractations. Cela peut étonner après une consultation qui avait été présentée comme un plébiscite anti-

et permettre au premier ministre de résoudre sur les fronts intérieur et extérieur les problèmes importants du déficit des finances de l'État, des réformes administratives et fiscales, du commerce extérieur, de l'ouverture du marché japonais ou encore du développement de la coopération militaire avec Washington ? Ce sont les questions sur lesquelles on commence seulement à s'interroger, de même que sur le comportement que va adopter une opposition renforcée mais divisée. On devrait y voir plus clair très prochainement, à l'occasion du premier grand affrontement parlementaire : la bataille budgétaire.

R.-P. PARINGAUX.

LE NOUVEAU CABINET

Voici la composition du nouveau gouvernement japonais :

Premier ministre : M. Yasuhiro Nakasone

Justice : M. Eisaku Sato

Affaires étrangères : M. Shintaro Abe (*)

Finances : M. Noboru Takeshita (*)

Éducation : M. Yasuhiro Mori

Santé et bien-être : M. Kozo Watanabe

Agriculture, forêt et pêche : M. Shigeo Yamamura

Commerce international et industrie : M. Hirokazu Uto Ozono

Transports : M. Kichizo Hosoda

Postes et télécommunications : M. Mitsuji Sakamoto

Construction : M. Kiyoshi Mizuno

Intérieur : M. Seiichi Tagawa

Ministres d'État :

Secrétaire général du gouvernement : M. Takao Fujimori

Directeur du cabinet du premier ministre : M. Ichiro Nakasone

Agence de gestion administrative : M. Masaharu Gotoda (*)

Agence nationale de défense : M. Yoko Kuruma

Agence de planification économique : M. Toshio Komoto

Agence pour les sciences et la technologie : M. Michiyuki Isenaga

Agence pour l'environnement : M. Minoru Ueda

Agence des domaines : M. Sakomichi Inamura

(*) Conserve ses fonctions.

(**) Occupait d'autres fonctions dans le précédent cabinet.

De savants dosages

Grâce à de savants dosages, le nouveau gouvernement et la nouvelle direction du parti libéral démocrate (P.L.D.) relèvent mieux que les précédentes équipes l'équilibre des forces entre les diverses factions de la majorité. Les factions minoritaires de MM. Fukuda et Komoto, les plus critiques à l'égard de M. Tanaka, obtiennent, à elles deux, six portefeuilles. Mais les postes-clés restent aux mains des trois autres factions (Tanaka, Suzuki et Nakasone), qui font généralement cause commune.

Les minoritaires ont sans doute obtenu plus que dans le gouvernement précédent. Reste à savoir si cela est dû à leur force de persuasion et à leur capacité de marchandage, ou bien à la magnanimité tactique et provisoire de MM. Tanaka et Nakasone. Reste à voir également s'ils sauront profiter de leur position pour accroître leur influence et diminuer celle de leurs adversaires-partenaires, ou si ceux-ci ont intégré MM. Fukuda et Komoto pour mieux les neutraliser.

Cet assemblage hétérogène, traversé de rivalités et d'inimitiés personnelles, pourra-t-il fonctionner comme un véritable gouvernement

animalia

international



PANORAMA UNIVERSEL DU MONDE ANIMAL

CHACQUE MOIS EN VENTE PARTOUT 20F

pour vous abonner

REMPLEZ-VOUS OU RECOPIEZ LE BON CI-DESSOUS

Je désire recevoir pendant un an 12 numéros de la revue animalia international au prix de 200 F t.t.c. (au lieu de 240 F) pour la France et les départements d'Outre-Mer ou 265 F pour l'étranger.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

Ci-joint un chèque bancaire ou CCP (3 volets) au nom d'animalia international,

29, rue de Lübeck 75116 PARIS



VOIR TOUS LES HALOGENES

DES LAMPADAIRES QUI ÉCLAIRENT TOUTE UNE PIÈCE. INTENSITÉ VARIABLE.

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE

38-40 RUE JACOB

75006 PARIS

Tél. : 260.28.01

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à nos lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande

ASIE

L'an V de la Djihad afghane

(Suite de la première page.)

La promenade promise relevait d'autant plus du suicide collectif que, si le Sheikh Rizwan contrôlait, au son de la Shura, les entrées nord de la ville, les moudjahidins traditionnels du parti Harakat e Enqelab, eux, étaient à l'est et ceux du Hezbi Islami de M. Helmatyar, des radicaux, au sud. Un combattant du groupe confirma que si les trois « armées » lancées parfois des opérations communes de harcèlement, il arrive souvent qu'un groupe prenne en solo l'initiative d'une attaque. En clair, il était impossible de savoir si un branle-bas général n'allait pas être déclenché chez les « assiégés » par des tirs à l'est tandis que nous tentions d'avancer, en silence, par le nord. L'insécurité légendaire de la résistance risquait, si l'on peut dire, de nous sauter aux yeux.

Dans la région de Jaghori, au Hazarajat, le bazar de Sang-e-Musha bruisait encore de l'attente vécue à la mi-novembre par un groupe de cent cinquante moudjahidins affiliés à la Shura. Alors que la troupe s'engageait dans un étroit défilé, un mouvement de résistance opposé, plus fondamentaliste et radical, le Nasr, avait attaqué, tuant le chef de l'équipe et volant toutes les armes. Dix jours plus tôt, des affrontements violents avaient eu lieu entre les mêmes au bazar de Siarak. On avait relevé une dizaine de morts. Une hécatombe de même ampleur, et plus

inutile encore, risquait de se produire aujourd'hui devant Ghazni.

« Peut-être serait-il plus prudent d'attendre la nuit, proposa quelqu'un. On peut se faufiler entre les projecteurs, je l'ai déjà fait. » Nos monnes restaient dubitatifs. Le chef du commando, un jeune homme de vingt-trois ans, dit le Juge parce qu'il avait étudié le droit islamique deux ans à Kaboul, eut une autre idée. « En nous approchant encore un peu, dit-il, on peut ouvrir le feu et vous prendre des photos. O.K. ? » Traditionnellement offerte aux journalistes en mal de poudre, la perspective ne nous enchanterait guère. Nous étions maintenant une cinquantaine à épier la ville de derrière un rideau de peupliers. Des grappes de vieillards et d'enfants en loques — les seuls avec les femmes à pouvoir entrer et sortir du bazar pour ravitailler les guerriers — étaient accrochés aux basques des maquisards. Deux hélicoptères soviétiques tournoyaient très haut de nos têtes. Le manège, en bas, commençait de toute évidence à les intriguer.

À la première rafale de Kalachnikov, ces oiseaux de malheur n'allaient-ils pas larguer quelques roquettes bien senties sur le faubourg ? Le Juge en convint. Il était prêt à en prendre le risque, nous pas. À la déception réelle de la troupe, nous battîmes en retraite. Le harcèlement de Ghazni reprendrait sûrement la nuit, sans témoins, et, on pouvait l'espérer, sans risques inutiles pour la petite bourgeoisie.

UNE NOUVELLE RADIO POUR LA RÉISTANCE

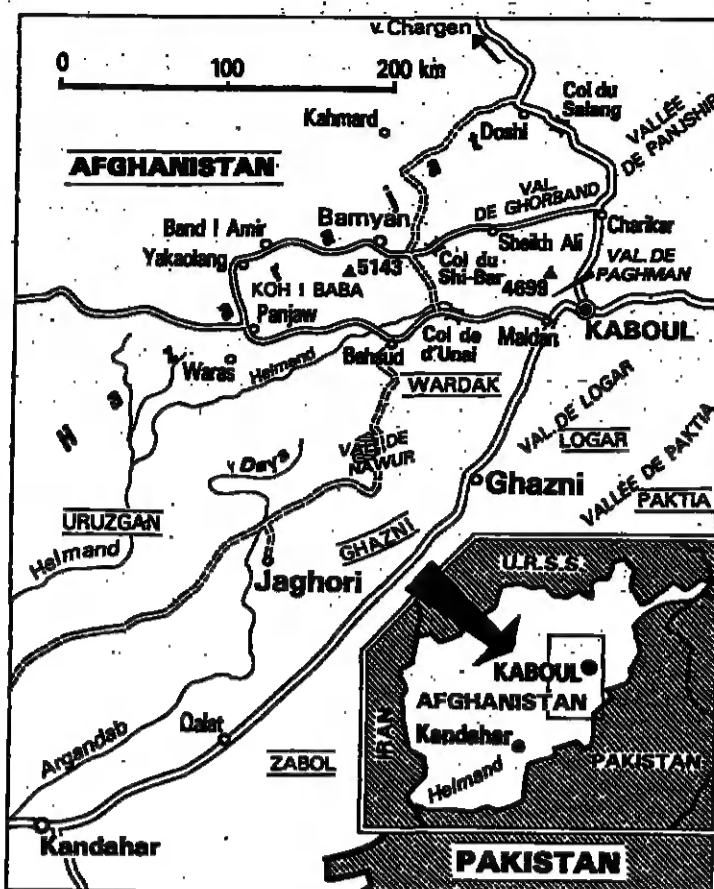
La résistance afghane dispose à nouveau d'une radio. Après l'expérience de Radio-Kaboul libre qui émettait depuis l'été 1982 en modulation de fréquence, Radio moudjahidin libre a commencé à diffuser des programmes le dimanche 25 décembre au soir. Émettant sur ondes courtes du sommet d'une montagne haute de 3 000 mètres dans l'est du pays, elle couvre la plus grande partie de l'Afghanistan. Son émission d'une demi-heure, précédée d'une invocation religieuse, a lieu en d'art et en prose (les deux langues nationales) entre les programmes officiels de la R.S.C., très écoutés, et ceux de la radio officielle, Radio-Kaboul.

Le lancement de cette radio, d'une puissance de 500 watts, a été rendu possible grâce à la collaboration bénévole d'un technicien français d'une radio libre et d'un membre de l'Association des amis de l'Afghanistan qui se sont rendus sur place. L'émetteur, protégé par une unité de résistants, sera chargé de pièces quotidiennement pour éviter d'être détruit. Les programmes sont composés dans un studio clandestin de Peshawar, au Pakistan, utilisé en commun par les principaux mouvements de résistance, à l'exception du Hezbi Islami de M. Gulbuddin Helmatyar. — (A.F.P.)

Une D.C.A. rétive

Dans les environs de la ville, tant d'autres de ces hameaux avaient été totalement ou partiellement détruits par des bombes russes, ou incendies, comme l'école de Bakaoul, par les gouvernements. La veille, du haut d'un pic, chacun d'entre nous avait pu se faire une idée de la puissance de feu des envahisseurs. Une demi-heure durant, quatre ou cinq hélicoptères Mi-24 de l'armée rouge s'élevaient à l'altitude de deux ou trois mille mètres, à raison de deux ou trois toutes les trois minutes, les abords de la piste poudreuse qui va de Ghazni à Band-e-Sard. Encore ne s'agissait-il pas d'une offensive, mais simplement d'ouvrir le chemin pour un convoi de quelques dizaines de blindés, appartenant en mouvement pour une nouvelle affectation.

Les appareils qui le précédaient nettoyaient placidement la vallée à l'explosif, sans souci d'économie et comme par routine. On confirma d'ailleurs que telle était bien la pratique habituelle. Tactique efficace sans doute, puisqu'il n'y eut ce jour-là aucune attaque contre les troupes, mais probablement ruineuse pour le contribuable soviétique. Non loin de là, à Kalandar, petit bourg rural en ruine désert par ses survivants terrifiés (on aurait compté là deux cent trente morts un matin de 1980), les moudjahidins avaient démantelé une « bombe rouge » non explosée. Deux cent cinquante kilos



de mort concentrés dans un haut cylindre. Si les oiseaux d'acier, à en face, larguaient en ce moment le même type de projectiles, pas étonnant que les tornades de poussière qui traquent leur machabré sillage sur la steppe paraissent aussi hautes que les montagnes à l'horizon.

En attendant, la très coûteuse colonne blindée avait pu traverser le terrain à découvert sans encombre majeur. Émissionnée dans le pays traditionnel, ce grand chah de laine qu'ils utilisent à la fois comme fragile rempart contre le froid, comme nappes pour les maigres repas, comme tapis de prière et comme bachelon, les moudjahidins n'avaient pas pipé mot.

Le devoir de lyrisme

L'unique paire de jumelles, empruntée à l'un des deux servants de l'antique pièce ar-russe plantée sur ce sommet, retrouva le cou de son propriétaire. Puis la parole reprit ses droits. Il s'agissait maintenant de compenser la frustration qui s'était emparée des combattants, spectateurs impuissants du pillage et de la « balade » soviétique.

Il fallait au moins faire entendre au visiteur le bruit du canon et lui faire sentir l'odeur de la poudre. Restait à choisir une cible. Quelqu'un suggéra un gros rocher blanc sur le piton voisin mais mal lui en prit. Le chef l'invectiva vertement et l'on comprit qu'une autre « batterie » de D.C.A. était embus-

quée là-haut. Il y en aurait une trentaine au total, disséminées dans l'encerclement montagneux de Ghazni, ainsi qu'un nombre à peu près égal de lance-roquettes anti-chars, très efficaces, paraît-il, quand les hélicoptères ennemis s'approchent trop près des hauteurs. La casemate des deux servants est d'ailleurs entourée des débris d'un Mi-24 abattu à la roquette. L'appareil a été touché l'hiver dernier, mais on affirme que d'autres — « plusieurs dizaines » — ont été descendus avant et après cette époque par des canons du type de celui autour duquel s'affairaient présentement les hommes.

Pour l'heure, le vieux tube semble bien incapable d'effrayer même un corbeau. Une fois, deux fois, dix fois, les assistants portèrent consciencieusement leurs index aux oreilles en prévision d'une détonation de démonstration qui, finalement, ne vint assourdir les sommets qu'au moment où, tous un peu confus, nous redescendîmes silencieusement dans la vallée. Des rires de soulagement s'échappèrent en rafales des poitrines oppressées par les cartouchières portées à la mexicaine. L'atmosphère se redressa. Dans des circonstances plus pressantes, la catastrophe eût été inévitable. Mais, le soir, le commandant serait informé « d'un simple canot technique réparé ».

Dans cette guérilla impossible, où des milliers de jeunes gens fracassent quotidiennement leur courage, leur foi et leur inconscience sur les têtes blindées d'une superpuissance,

le moral des troupes est sacré. Au-delà de la coutume afghane de l'épave, c'est l'entraide de cette indécible croyance en la victoire qui motive et justifie la chanson de geste des moudjahidins. Les accrochages mineurs, les embuscades limitées, les escarmouches brèves et les harcèlements sans grande efficacité — mais qui deviennent par le verbe autant d'épopées sanglantes et de batailles héroïques — sont à ce titre indispensables.

Le lyrisme est un devoir vital. Il tient souvent lieu de logistique, il cimenter l'ardeur au combat et permet de surmonter la peur. Un peu comme les enfants les plus téméraires sifflaient le soir à la traversée d'un bois.

« Les Afghans sont d'excellents guerriers, surtout quand ils se battent entre eux, à armes égales », nous confiait, un peu désemparé, M. Habibullah Karzai, ancien diplomate de l'ex-roi Zahir Shah et chef de la tribu pashtoune dite des Popelzai. « Pour autant, ajoutait-il de son exil pakistanais, contre une armée moderne, c'est une autre affaire. » Autre affaire en effet que cette armée soviétique qui ne cherche visiblement pas la victoire totale — hors de portée de toute façon, sauf à quintupler, pour le moins, le corps expéditionnaire — et qui paraît s'accommoder, vaillamment, des attaques d'un ennemi irrédoublable et multiple, certes, mais mal équipé — c'est un euphémisme — mal entraîné et mal commandé.

Cette armée, début décembre, préparait tranquillement ses quartiers pour un cinquième hiver dans la steppe afghane. Deux jeunes et trois semaines de captivité ils n'ont assisté à aucune attaque de moudjahidin. Tout cela ne signifie pas forcément que les dents de la résistance ont été limées partout. Mais l'envoyé spécial de l'ancien roi, rencontré à Quetta, au Pakistan, ne se montre pas très optimiste. Pour cet homme distingué, chargé de réaliser une improbable unité générale derrière le souverain déchu, « la phase triomphante de la résistance est terminée. Le temps joue contre elle ».

Dans les hautes montagnes de l'Hazarajat pourtant, des milliers de paysans serviables leur avaient échangé leurs uniformes gênants contre un peu de nourriture, des turbans et des frusques de pâtres hazaras.

Originairement de Majmana, dans le nord-ouest du pays — à 30 kilomètres de la frontière soviétique, — les deux conscrits récalcitrants repoussèrent, en forçant sur les chiffres comme il se doit, leur enlèvement. « Les Shouravis et les Khalqis (1) sont arrivés un matin très tôt. Ils ont campé la nuit. Il y avait au moins mille blindés, six avions Mig et dix hélicoptères. Ils ont forcé chaque maison et emmené tous les hommes valides. » La plupart des jeunes ayant déjà pris le maquis, Abdul et Mohamed furent transportés, avec une petite trentaine de leurs camarades, à Kaboul.

Après quelques jours de prison pour leur apprendre à vivre, on les expédia à Band-e-Sard, à quinze

jours de marche de chez eux (2). Là, en guise de fusils, on leur confia des truelles et des pelles. Plus décimée par les désertions que les combats, l'armée afghane, réduite à moins de 30 000 hommes aujourd'hui contre 80 000 en 1978, ne veut plus, dit-on, voir passer ses maigres troupes à l'ennemi avec armes et bagages. Seuls les soldats de confiance sont désormais pourvus de l'attirail du trouper et, à ce croire certains transfuges, même les officiers seraient suspects et constamment surveillés par les Shouravis.

Les autres, comme Abdul et ses camarades, sont affectés à des travaux divers : fabrication de briques, construction de nouveaux baraques pour les officiers, entretien du camp (...). Le tout de 4 heures du matin à 19 heures, pour deux assiettes de soupe à l'huile et une galette de pain noir sans levain. Repas moins frugal que celui souvent avalé en catastrophe par le moudjahidin moyen. Des bains prolongés en plein air, dans des fûts remplis d'eau usagée et glaciale, étaient réservés aux fortes têtes. Selon les deux insomnies, en route pour d'un des mouvements de résistance de leur ethnicité, leur ancienne garnison comprendrait environ trois mille hommes, dont un quart de Russes.

Les uns et les autres vivent séparément ; mais, d'après Mohamed, seuls les officiers shouravis repoussent de temps à autre la visite de « dames non-afghanes ». Malgré ce confort relatif, les soldats, nerveux et constamment sur leurs gardes, « couraient dans tous les sens au moindre bruit suspect ». Pourtant, les deux fuyards sont formés, en trois semaines de captivité ils n'ont assisté à aucune attaque de moudjahidin. Tout cela ne signifie pas forcément que les dents de la résistance ont été limées partout. Mais l'envoyé spécial de l'ancien roi, rencontré à Quetta, au Pakistan, ne se montre pas très optimiste. Pour cet homme distingué, chargé de réaliser une improbable unité générale derrière le souverain déchu, « la phase triomphante de la résistance est terminée. Le temps joue contre elle ».

Dans les hautes montagnes de l'Hazarajat pourtant, des milliers de paysans serviables leur avaient échangé leurs uniformes gênants contre un peu de nourriture, des turbans et des frusques de pâtres hazaras.

Originairement de Majmana, dans le nord-ouest du pays — à 30 kilomètres de la frontière soviétique, — les deux conscrits récalcitrants repoussèrent, en forçant sur les chiffres comme il se doit, leur enlèvement. « Les Shouravis et les Khalqis (1) sont arrivés un matin très tôt. Ils ont campé la nuit. Il y avait au moins mille blindés, six avions Mig et dix hélicoptères. Ils ont forcé chaque maison et emmené tous les hommes valides. » La plupart des jeunes ayant déjà pris le maquis, Abdul et Mohamed furent transportés, avec une petite trentaine de leurs camarades, à Kaboul.

Après quelques jours de prison pour leur apprendre à vivre, on les expédia à Band-e-Sard, à quinze

PATRICE CLAUDE.

Prochain article :

L'OBSTINATION DE NIKOLAI

(1) Du Khalq, d'une des deux factions, avec le Parcham du parti communiste au pouvoir à Kaboul.

(2) Le même technique est employé pour les conscrits hazaras ou pashtounes, expédiés à des centaines de kilomètres de leurs villages pour encaiser les désertions.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE GÉNÉRAL BIGNONE NE DOIT PAS QUITTER LE PAYS. — Le général Reynaldo Bignone, ancien président argentin, a reçu dimanche 25 décembre l'interdiction de quitter le pays, pour être à la disposition de la justice dans l'enquête sur la disparition de plusieurs milliers de civils sous le régime militaire. Une vingtaine d'officiers de l'armée et de la police ont été frappés de la même interdiction par le juge Luis Cordoba, qui instruit l'enquête sur la disparition d'un technicien de l'Institut national de technologie industrielle. Le général Bignone a été impliqué dans cette affaire, car, à l'époque, il faisait partie des services de renseignements de l'armée.

Selon les mouvements de défense des droits de l'homme, près

de trente mille personnes ont disparu dans les années 70 en Argentine. — (Reuters.)

Bangladesh

NOUVELLES EXPULSIONS DE DIPLOMATES SOVIÉTIQUES. — Pour la troisième fois en un mois, le Bangladesh a décidé d'expulser des diplomates soviétiques. Au moment où cinq des six diplomates expulsés le 21 décembre prenaient l'avion pour Moscou, le quotidien New Nation annonçait ce mardi 27 que neuf de leurs collègues devaient également quitter bientôt le Bangladesh. Les cinq fonctionnaires qui sont restés à Moscou sont deux conseillers, dont un responsable des affaires culturelles, un premier secrétaire (culture), un attaché adjoint et le consul général en poste dans le port de Chittagong. — (A.F.P.)

Costa-Rica

M. GUTIERREZ SUCCEDE A M. VOGLIO AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Un avocat âgé de cinquante-six ans, M. Carlos José Gutierrez, a été nommé lundi au poste de ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Fernando Voglio, qui a donné sa démission le 13 novembre. M. Gutierrez était ministre de la justice. Il sera remplacé à ce poste par M. Hugo Muniz, procureur de la république. M. Voglio a démissionné car il désapprouvait la décision du président Monge de proclamer l'état de « neutralité active, perpétuelle et désarmée » du Costa-Rica. — (A.F.P.)

Nicaragua

L'OPPOSITION RÉCLAME UNE AMNISTIE ET DES ÉLECTIONS EN JANVIER 1985. — L'opposition nicaraguayenne a demandé lundi 26 dé-

cembre aux autorités sandinistes la promulgation d'une amnistie, l'ouverture d'un dialogue avec les groupes armés et la convocation d'élections générales en janvier 1985, indique le quotidien La Prensa. Cette pétition a été présentée par la Centrale des travailleurs du Nicaragua, la Confédération d'unification syndicale, les partis conservateur, social-chrétien, social-démocrate et populaire social-chrétien authentique, ainsi que par le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). Seul le parti libéral constitutionnaliste, membre de la Coordination démocratique (opposition), n'a pas souscrit à cette pétition. — (A.F.P.)

Malaisie

VISITE EN FRANCE DU PREMIER MINISTRE. — M. Mahathir Mohamed, premier ministre malaisien, quittera Kuala-Lumpur le 11 janvier pour se rendre en visite officielle au Canada, aux États-Unis, en

France et en Suisse. Il rencontrera M. Mauroy à Paris le 23 janvier. — (A.F.P.)

Pérou

ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADE DE CHINE. — Deux commandos terroristes ont lancé, lundi 26 décembre, des bombes contre l'ambassade de Chine et un restaurant de luxe de la capitale. L'autre attentat n'a pas non plus fait de victimes, mais a causé d'importants dégâts. On rappelle que le Sentier lumineux s'est déclaré opposé à l'actuelle direction chinoise. — (A.F.P.)

Uruguay

RETOUR DE 154 ENFANTS DE PRISONNIERS POLITIQUES. — Des dizaines de milliers de personnes sont venues, lundi 26 décembre, saluer le retour de cent cinquante-quatre enfants de prisonniers politiques, qui vivent en exil dans différents pays européens. La foule nombreuse, massée le long de la route

de l'aéroport à Montevideo, scandait des slogans hostiles au gouvernement militaire et acclamait les enfants à leur passage. Ces derniers visiteront leur famille pendant une quinzaine de jours avant de retourner dans leur pays d'adoption. Leurs parents figurent parmi les neuf cents prisonniers politiques détenus en Uruguay, certains depuis dix ans. — (Reuters.)

Zimbabwe

ASSASSINAT DE FERMILIERS BLANCS. — Les quatre membres d'une famille de fermiers blancs ont été tués, vendredi soir 23 décembre, par des rebelles à Kezi, dans le Matabeleland (ouest du pays). Des voisins ont entendu, les premiers, la fusillade et sont intervenus, tuant l'un des assaillants. Le Matabeleland est parcouru par des bandes armées de « dissidents » de l'ancienne guérilla de M. Nkomo, chef de l'opposition. — (A.F.P., Reuters.)

Eléments en VRAI BOIS

Tous styles.
Tous bois.
Nombreuses
combinaisons.
Toutes les
dimensions.

CREDIT
FACILE

CAPÉLOU 37 Av. de la République - PARIS 11 -
Métro Pershing - Tél. 357.46.35

PATIO DU GRAND HOTEL

LE RENDEZ-VOUS DES AFFAIRES PLACE DE L'OPÉRA.

Menu 165 F. vins, taxes et service compris

LE GRAND HOTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. 268.12.13

البحر الأحمر

SCIENTIFICES ET TECHNIQUES

L'OR : MYTHE, SYMBOLE, PARURE ET MATÉRIAU

« L'or est de toutes les matières de globe la plus précieuse, la plus inaltérable, la plus tendre, la plus extensible; et c'est par la réunion de ces caractères précieux que, dans tous les temps, l'or a été regardé comme le métal le plus parfait et le plus précieux. » Quelques écrits au dix-huitième siècle par Buffon, cette définition de l'or est encore exacte, à ceci près que ce métal, de densité 19,3, est seulement l'un des éléments les plus lourds et non pas le plus lourd.

L'or a effectivement des qualités uniques. Il est inaltérable : dans les conditions naturelles, il est inoxydable. A la température ambiante, il est dissous par la seule eau régale (mélange d'acide chlorhydrique et d'acide azotique) et il se combine uniquement au mercure. Dans des conditions particulières de température et de pression, il se combine à quelques rares éléments (brome, chlore, iode notamment).

Il est le plus malléable et le plus ductile des métaux. Il peut donc facilement se travailler à froid, et donner aussi bien des feuilles épaisses d'un dixième de

micron que des fils dont le diamètre ne dépasse pas le dixième de millimètre. Il est très bon conducteur de l'électricité et de la chaleur. Mélangé à de petites quantités d'autres métaux (argent, cuivre, nickel, platine, palladium, etc.), il acquiert une dureté remarquable. Il est parfaitement toléré par les organismes humains et il ne provoque jamais de réactions allergiques.

Toutes ces qualités physiques et chimiques expliquent que l'or a été le premier métal à être utilisé quatre ou cinq millénaires avant notre ère, avant même le cuivre. Ses petits grains ou paillettes - du métal formé par le tri des sables - ont été les premiers à être utilisés par les hommes. Ils pouvaient être agglomérés et fondus par martelage, fondus (l'or fond à 1 063°C) et coulés. Les objets d'or ne s'oxydaient jamais et étaient toujours éclatants et ne se corrodant pas, semblant indestructibles.

Avec son éclat et sa permanence, l'or est devenu très tôt le symbole du Soleil, source de toute vie, de la richesse et de la puissance, de la pureté de l'âme et des

sentiments. L'or a été ainsi largement utilisé, entre autres, dans les rites funéraires égyptiens - le seul petit tombeau du Toutoukhanon en contenait de 1,5 à 2 tonnes - et, pour leur malheur, par les civilisations précolombiennes d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. On estime à 200 tonnes l'or américain rapporté en Espagne pendant le seizième siècle, alors que, de l'an 1000 à l'an 1500, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la France et l'Angleterre n'avaient produit à eux tous que 20 tonnes d'or.

Très tôt aussi, l'or a facilité le commerce : le roi Crésus de Lydie (au sixième siècle avant notre ère) semble avoir été le premier, dans le bassin méditerranéen, à frapper des monnaies d'or dont sa marque garantissait le poids et, donc, la valeur. De 3815 à 1914, le système monétaire international a été fondé uniquement sur l'étalon-or. Et même actuellement l'or est toujours considéré comme la valeur-refuge par excellence. La théaurisation en or est forcément très difficile à connaître avec précision, mais on estime qu'en France les « bouts de laie » en circulation sont de 4 000 tonnes, alors que les caves de la Banque de France n'en abritent que de 2 200 à 2 300 tonnes (la

réserve d'or des États-Unis est d'environ 8 200 tonnes).

De tout temps, l'attrait de l'or a été irrésistible sans lui comment expliquer les ruées vers l'or de Californie (1848), d'Australie (1851), du Transvaal (Afrique du Sud, 1886), du Klondike (Alaska, 1896) : aventuriers de tout poil, déserteurs, pères en rupture de famille, bravaient le désert ou le froid arctique, la misère et la violence, dans le fol espoir d'amasser le fabuleux métal qui les enrichirait rapidement. Sans l'attrait de l'or, comment expliquer aussi l'acharnement des alchimistes, qui ont cherché pendant des siècles la pierre philosophale capable de transformer les métaux en or, et ont ainsi été à l'origine de la chimie.

Toutes les qualités attribuées à l'or se retrouvent dans d'innombrables expressions proverbiales : un cœur d'or, franc comme l'or, couvrir d'or, faire un pont d'or, la poule aux œufs d'or, le silence est d'or, une affaire d'or, valoir son pesant d'or, rouler sur l'or, être coulé d'or...

YVONNE REBEYROL.

Quelques grammes par tonne de minerai

Les gisements d'or sont le résultat de phénomènes hydrothermaux qui se sont produits au cours des âges géologiques dans des roches magmatiques venues du manteau supérieur. Ces roches sont montées à la surface de la Terre soit sans donner lieu à des effusions, soit en s'écoulant en laves volcaniques, soit en remplissant des fissures ouvertes dans une autre roche et formant ainsi des filons.

Lorsque le minerai est fait de roches en place, on parle d'or primaire. On a affaire à l'or secondaire lorsque le minerai est trouvé dans des placers qui sont des sables issus de la désagrégation par l'érosion de minerais aurifères transportés par les cours d'eau. Lorsque le débit de ceux-ci se ralentit pour une raison quelconque, les alluvions se déposent et, sur une longue durée de temps, s'accumulent sur des épaisseurs considérables.

Le processus de formation des placers - transport d'alluvions aurifères par les cours d'eau - explique que l'or a d'abord été cherché et trouvé dans le sable de nombreux cours d'eau, dont le Pactole, petite rivière de la Turquie occidentale, est le plus célèbre. Ayant été exploité pendant des millénaires, les ressources en or des cours d'eau se sont rarifiées. Les chercheurs d'or ont tout naturellement remonté peu à peu les rivières et ont ainsi d'abord découvert les affleurements de minerais aurifères, puis y ont creusé des galeries.

Les grosses pépites sont rares

Les placers se sont formés depuis des temps immémoriaux. Ainsi le Rand sud-africain, le plus riche mineur d'or du monde, est-il un gigantesque placier qui s'est formé en plusieurs épisodes, entre -2,7 milliards et -2,5 milliards d'années, dans un vaste lac. L'histoire géologique ultérieure de la région fait qu'aujourd'hui, les couches aurifères du Rand se sont creusées en cuvette : elles affluent à la périphérie mais s'enfoncent au centre jusqu'à plus de 3 500 mètres de profondeur.

Avec le temps, les alluvions aurifères du Rand se sont compactées,

au point d'être maintenant un ciment siliceux, extrêmement dur qui enrobe des galets de tailles variées. En outre, à la période lointaine de formation des placers du Rand, l'atmosphère terrestre était dépourvue d'oxygène libre. Le minerai du Rand contient donc de l'uranium et des sulfures qui n'existent pas dans les placers récents dont le milieu est oxydant.

Dans tous les minerais, l'or est mélangé naturellement avec d'autres métaux (à partir de 20 % d'argent, cet alliage natif est appelé électrum), parfois au cuivre, plus rarement au bismuth, à l'antimoine, au platine, au palladium, au rhénium, à l'iridium, au tellure.

C'est que, soit le minerai, la teneur en or est toujours très faible : 4 à 15 grammes d'or par tonne de minerai en général, 30 grammes et plus par tonne caractérisant les minerais dits très riches. Les pépites, qui font rêver, sont rares. Dans toutes les publications spécialisées, les mêmes exemples de records, reviennent : 95 et 72 kilogrammes pour deux monstres découverts en Australie. L'étymologie fait, de toute façon, tomber définitivement les illusions : pépite vient de l'espagnol *pepita* = pépin !

De la gravité à l'électrolyse

Lorsque le placier est encore mou, on peut commencer à récupérer l'or par simple effet de gravité : la densité de l'or est, rappelés-le, de 19,3, celle du sable, de 2,5 en moyenne. C'est l'effet de gravité qui a été et est encore utilisé par les orpailleurs, ces chasseurs d'or qui se consacrent à l'exploitation des alluvions fluviales, qui les espèrent aurifères, dans leurs bédons, sortes de récipients peu profonds et remplis d'eau.

Avec les minerais durs, il faut d'abord un broyage poussé. Les Égyptiens y recouraient déjà. Et la complémentation du traitement par une coupellation : le minerai broyé était chauffé à 1 000°C. Les autres métaux s'oxydaient, et l'or récupéré était alors d'une pureté acceptable. Très tôt aussi, la métallurgie par différence des températures de fusion

Deux seules mines en France

La production d'or - non comprise celle du bloc communiste, dont les chiffres ne sont jamais publiés - varie sensiblement d'année en année. En 1982, elle a été de 1 012,8 tonnes, mais, en 1972, elle avait atteint 1 177,1 tonnes et était descendue à 945,3 tonnes en 1975.

Depuis le début du siècle, l'Afrique du Sud est, de loin, le premier producteur mondial d'or : en 1982, 864,3 tonnes. Viennent ensuite le Canada avec 62,5 tonnes, les États-Unis avec 43,5 tonnes, le Brésil avec 34,8 tonnes, l'Australie avec 27,4 tonnes, les Philippines avec 26 tonnes, toujours en 1982.

La France exploite les deux seules mines d'or d'Europe occidentale : à Salsigne (Aude), dont la mine a été ouverte en 1908 et qui a produit en tout 70 tonnes d'or, dont 1,6 tonne en 1982 ; au Bourneix (Haute-Vienne), où le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) a mis en évidence, en 1978, un nouveau gisement ; cette mine est exploitée depuis 1980 par un syndicat regroupant la B.G.R.M., les Mines de Salsigne et Pannoy ; sa production annuelle est de l'ordre de 500 kilogrammes.

L'U.R.S.S. et aussi les autres pays du bloc communiste sont sûrement de gros producteurs d'or sans que l'on puisse en avoir une idée plus précise. Selon les estimations de l'International Gold Corporation (Intergold) et de la Consolidated Gold Fields Limited, l'U.R.S.S. et ses satellites auraient produit - secrètement - en 1982 54 tonnes d'or en 1971, plus de 400 tonnes en 1976, 1977 et 1978, 230 tonnes en 1980, 207 tonnes en 1982, l'évolution de ces ventes reflétant les difficultés économiques soviétiques.

A cet or « neuf » vient s'ajouter l'or récupéré et recyclé : 214,5 tonnes de récupérations « identifiées » en 1982 dans le monde et on ne sait combien de tonnes de récupération « non identifiées ».

On estime que, depuis la préhistoire, l'homme a extrait 150 000 tonnes d'or métal, dont 50 000 tonnes ont été perdues par usure, étouffement, etc., 40 000 à 50 000 tonnes sont dans les bijoux et autres objets et 40 000 à 50 000 tonnes sont thésaurisées par les États et les particuliers.

En toute logique

Des litres et des vases

Problème n° 255

Pour revenir à ces problèmes de vases et de liquides, imaginez que vous possédiez trois récipients de contenance 9, 7 et 4 litres. Le plus grand est plein d'eau, liquide sans autre importance que celle d'être le seul fluide disponible pour aboutir à exactement un litre dans chacun des deux plus petits récipients et rien dans le grand.

Atteignez-vous ce résultat en 6 opérations ?

(Solution dans « Le Monde des sciences et des techniques » du 11 janvier 1984.)

Solution du problème n° 254

Dans le carré central de 18 nombres.

Les produits des nombres des lignes des colonnes et des diagonales sont identiques : 401 393 664.

Les nombres du carré central peuvent être écrits à l'envers sans supprimer la nouvelle magie, le produit devenant : 4 723 906 824.

PIERRE BERLOQUIN.

La pureté d'un bijou

Le mot « bijou » est apparu dans la langue française, selon la Grand Robert, vers 1460. Il vient du breton « bieu », anneau pour le doigt (le biez = doigt). Cette origine traduit bien une des valeurs symboliques de l'or, celle de l'attachement et de l'amour.

Le Bureau de Paris d'Intergold a fait faire, en 1983, trois études « sur le comportement, les motivations, les attitudes des Français à l'égard de l'or et des bijoux en or ». Pour 79,6 % de personnes interrogées, l'or évoque l'amour plutôt que la haine (elles n'étaient que 66,1 % en 1973), et pour 87,9 % d'entre elles il est associé à l'idée de pureté.

Pourtant l'or des bijoux n'est pas pur. En France, il contient au moins 750 parties d'or pour 1 000. Depuis fort longtemps, l'or est mélangé à d'autres métaux, qui lui donnent du relief et des couleurs variées. Ainsi, entre autres, l'or jaune contient-il 125 parties pour 1 000 de cuivre et autant d'argent ; l'or gris (bleu), 125 parties pour 1 000 d'argent et autant de nickel ; l'or rose, 200 parties pour 1 000 de cuivre et 50 d'argent, etc. A notre connaissance, un seul bijoutier, Chaumet, est revenu cette année à l'or pur. Ses « pierres d'or » sont faites d'or à

999,99 parties pour 1 000. Malheureusement, ces pierres d'or sont sorties comme de grosses pierres précieuses dans des montures en platine ou en or classique de bijouterie, agrémentées ou non de pierres. Là, ce ne sont plus les pierres mais l'or pur qui est mis en valeur par la monture.

La notion d'attachement est liée aussi au travail des orfèvres. Sans amour du métier, comment pourrait-on passer des heures, la loupe rivée à l'œil, à faire une série d'opérations extrêmement précises et minutieuses. Chez les grands bijoutiers, en effet, tout est fait à la main : le laminage, le forçage, les soudures minuscules, les anneaux des chaînes, les chatons, les fermoirs, l'adaptation de chaque griffe de chaque chaton à chaque pierre, le cisailage, le martelage, la polissage. Cette dernière opération, qui donne au bijou son éclat, peut être fort longue. Une baguette, certes, se polir vite sur des tours de feutre enduit d'abrasifs extrêmement doux. Mais les chaînes ! Un ruban spécial est enfilé successivement dans chaque mailillon où deux mains expertes le font passer et repasser jusqu'à obtenir la perfection de l'éclat.

Moins de dents moins de monnaies

Les alliages d'or sont les matériaux idéaux pour réparer ou remplacer les dents. Ils sont suffisamment résistants pour supporter la pression de la mastication ; ils sont inaltérables, et ils ne provoquent pas de réaction de l'organisme. La composition varie suivant leur destination et la couleur désirée : la proportion d'or va de 50 % à 80 % ; les principaux métaux entrant dans les alliages sont le palladium (de 2 % à 26 %), l'argent (de 2,5 % à 25 %), le platine (jusqu'à 12 %), et aussi parfois de faibles quantités d'étain, d'indium, de plomb, de cuivre, de nickel.

En France, la consommation d'or dentaire a baissé depuis dix ans : 3 tonnes en 1972, 1,3 tonne en 1982. Aux États-Unis, la tendance est encore plus marquée : 23,3 tonnes en 1972, 12,7 tonnes en 1982. Quant à l'Allemagne fédérale, elle est depuis 1977 le premier utilisateur d'or dentaire : 11 tonnes en 1972, 28 tonnes en 1979, 20 tonnes en 1982, alors que sa population est d'environ 82 millions d'habitants et que celle de la France est approximativement de 54,4 millions d'habitants.

Mais il y a les piéforts. Les piéforts sont des pièces identiques aux pièces françaises qui ont cours légal, à ceci près qu'elles sont en or à 990 millièmes d'or fin, que leur épaisseur est double de celle des pièces « vulgaires » et qu'elles sont frappées à très peu d'exemplaires (250 pour chaque type en 1982) : c'est ainsi que le piéfort fait à l'image de la modeste pièce de 1 centime pèse 7,5 grammes et coûte 1 912 francs et que le piéfort identique à la rare pièce de 100 francs pèse 53,7 grammes et coûte 10 884 francs. Les piéforts ont deux avantages : à condition qu'ils soient en parfait état, leur cours monte régulièrement et, comme ils ne sont pas cotés en bourse, leur achat et leur vente sont anonymes.

La fabrication des piéforts est extrêmement soignée. Les pièces sont frappées une par une à l'aide de chaque coup ne dépasse 20 tonnes. Plans et matrices sont constamment nettoyés au chiffon doux et à l'air comprimé : la moindre poussière altérerait définitivement la matrice et sa trace ferait perdre au piéfort la plus grande partie de sa valeur. Dès qu'il est terminé et vérifié, chaque piéfort est enfermé sous des réactions que cet alliage peut provoquer ; en conséquence, les tra-

vaux dentaires en or sont ram-boués.

Comme les dentistes, l'administration des monnaies et médailles française utilise de moins en moins d'or : 700 kilogrammes d'or fin en 1980, 277 kilogrammes en 1981, 124 kilogrammes en 1982, seules se maintenant les médailles religieuses en or. La plupart des médailles dites commémoratives sont en bronze doré (parfois en argent doré). La frappe de monnaies d'or françaises est interdite puisque les pièces d'or n'ont plus cours légal. Cependant on en a encore frappé en 1982. Mais on frappe de temps à autre de la monnaie d'or pour l'étranger, surtout pour les pays en voie de développement qui font de substantiels bénéfices en vendant ces monnaies exceptionnelles à des collectionneurs.

1 centime = 1912 francs

On a recours de plus en plus, en France, à l'acier, au nickel-chrome et aux alliages allégés (2 % à 25 % d'or, 15 % à 20 % de palladium, plus de 50 % d'argent). Certes, le prix de l'or a beaucoup monté, mais le poids de l'or utilisé en or dentaire est toujours très minime (3 grammes pour une couronne sur une molaire, 1,5 gramme pour une dent céramo-métallique). Le gramme d'or est environ à 150 francs. Une grande partie du prix d'une prothèse vient du travail, une couronne en acier coûte un peu plus de 1 000 francs, une couronne en or, au moins le double, une couronne céramo-métallique, la triple, alors que la rembourssure de la Sécurité sociale est inamoviblement de 459,38 francs. Notons qu'en Allemagne fédérale, et aussi en Suède, le nickel-chrome est interdit par le ministère de la santé, en raison des réactions que cet alliage peut provoquer ; en conséquence, les tra-

De la reliure d'art à la « puce » électronique

La reliure d'art et l'industrie électronique n'ont, à première vue, aucun point commun. Pourtant, toutes deux utilisent l'or en couches ultra-minces dont l'épaisseur est de l'ordre du dixième de micron.

A l'atelier de restauration de la Bibliothèque nationale, pas un soufflet ne remue l'air de la salle où sont faites, comme autrefois, les dorures qui donneront aux reliures neuves ou réparées l'aspect des livres anciens. Le doreur Jean René Bonif prend un petit morceau de feuille d'or avec le bout du doigt et l'applique sur le dos de l'un des innombrables volumes de la *Chronologie historique et militaire*, publiée en 1753.

Les feuilles à dorure sont en or à 24 carats. Elles ont 88 à 110 millièmes de côté et environ un dixième de micron d'épaisseur. Cette extrême finesse est obtenue par battage répété, fait manuellement au marteau. Les feuilles sont tellement fines que mille d'entre elles ne pèsent à elles toutes que 11,5 grammes ! 11 844 feuilles superposées donneraient une « pile » d'un millimètre de hauteur, mais, posées les unes à côté des autres, elles couvriraient une surface de presque 91 720 mètres carrés (pour les feuilles de 88 mm de côté).

Avant usage, les feuilles sont rassemblées dans de petits carnets de vingt-cinq feuilles séparées l'une de l'autre par une page de papier de soie saupoudré de poudre de terre

d'Arménie sur laquelle l'or s'adhère pas.

La feuille d'or est fine au point que, regardée à contre-jour, elle est translucide et verdâtre. Pourtant, posée sur le cuir tapissé légèrement avec de l'huile d'amande douce, puis appuyée doucement avec un coton et, enfin, « estampée » par un fer en bronze à la bonne température - trop chaud, le fer brûlerait le cuir, pas assez chaud, l'or ne serait pas fixé - portant en relief le motif désiré, la feuille collée solidement sur le cuir, les volutes, les fleurettes, les filets, les lettres et autres ornements délicats qui font les belles reliures. Le collage sera si solide que le doreur pourra enlever le surplus d'or avec un chiffon, et, au besoin, vieillir l'impression en or au bitume de Judée.

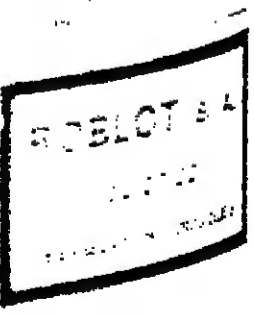
3,9 milliardièmes d'atmosphère

Tout diffère est le procédé de dorure utilisé par I.B.M. dans son usine de composants électroniques de Corbeil. Les sept cents circuits logiques inclus dans chaque micro-plaquette (ou puce) doivent forcément communiquer entre eux et avec ceux des puces voisines. Il faut donc aménager cent vingt « sorties » sur chaque micro-plaquette (dont la surface est de l'ordre de 0,25 cm² à

1 cm²). Les zones actives - de minuscules sillons creusés dans le silicium - sont recouvertes d'aluminium sur lequel seront posés des microscopiques plots de contact.

Le cuivre, excellent conducteur, constitue l'âme de chacun de ces contacts. Mais il ne peut pas être « collé » directement sur l'aluminium : il faut interposer entre les deux métaux une couche de chrome. Enfin le cuivre pourrait s'oxyder, ce qui mettrait en grave danger la fiabilité des contacts. Il est donc recouvert d'or, bon conducteur lui aussi, et surtout inaltérable.

Bien entendu, les couches de chacun des trois métaux sont extrêmement minces : 0,1 à 0,2 micron pour le chrome et l'or, 0,5 à 1 micron pour le cuivre. Elles sont obtenues par vaporisation sous vide de chrome, puis du cuivre, puis de l'or qui sont chauffés l'un après l'autre à la température nécessaire. Groupés par 28 ou 55 sur des rondelles, les puces sont enfermées, avec les fragments de métaux et les systèmes de chauffage, dans une enceinte où la pression est réduite à 3,9 milliardièmes de celle de l'atmosphère. Le point d'ébullition s'abaisse, en effet, avec la diminution de la pression. Dans ce quasi-vide, l'or « bout » ainsi vers 1 100°C, alors que son point d'ébullition normal est de 2 970°C. En huit minutes de vaporisation, en général, la couche d'or atteint l'épaisseur voulue mesurée par des contrôles automatiques extrêmement précis.



avec sécury-film

BLINDEZ VOS VITRES

Invisible, très efficace et peu onéreux.

* POLYPROTEC Importateur exclusif
8, place de la Madeleine 75008 Paris

TÉL. 261.58.59

Aux Trois Quartiers

SOLDES

Dans tous les rayons

et jusqu'à épuisement des stocks

Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

TELEX PARTAGE

ETRAVESERVICE TELEX • 347.21.32

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente s/Publications Judiciaires au Palais de Justice de VERSAILLES
3, place André-Mignot le Mercredi 11 Janvier 1984 à 10 h

TERRAIN A BATIR

d'une surface de 10 a 4 ca

CHAVIGNY-BAILLEUL

(Eure)

Mise à prix : 50 000 FRANCS
avec possibilité de baisse immédiate
S'adresser : M. X. SALON, avocat à VERSAILLES, 19, rue St-Sophie. Tél. : 950-01-69.
M. SCHMITT, Syndic à la liquidation de biens de la Sûr TRADIMAISSON, dem. à VERSAILLES, 44, rue Carnot. Téléphone : 950-46-56.

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER :
7, rue St-Arne
75001 PARIS
261.51.52

UN APPARTEMENT

comp. 2 P. princ. au 6^e ét. Bât D-CAVE

à LA GARENNE-COLOMBES (92)
12, avenue Joseph-François
MISE A PRIX : 35 000 FRANCS
S'adresser : M. X. SALON, avocat à VERSAILLES, 19, rue St-Sophie. Tél. : 950-01-69.
M. SCHMITT, Syndic à la liquidation de biens de la Sûr TRADIMAISSON, dem. à VERSAILLES, 44, rue Carnot. Téléphone : 950-46-56.

Vente sur licitation au Palais de Justice à Créteil, jeudi 19 janvier 1984, à 9 h 30
PAVILLON CHOISY-LE-ROI (94)
7, VILLA REITHOVEN
de quatre pièces - Terrain
MISE A PRIX : 400.000 FRANCS - S'adresser : M. TH. MAGLO, avocat à Paris, 18, rue de Lisbonne, tél. 387-18-90.

VENTE sur base de mise à prix au PAL. DE JUSTICE DE VERSAILLES, 3, place A.-Mignot, mercredi 11 Janvier 1984, à 10 heures, en un seul lot
PROPRIÉTÉ A CHEVREUSE (78)
Cadast. section A n° 1731 sur 6 hectares 5 ares 85 centiares (compr. un bâtiment, cour, jardin, bois et talus)
Lieu-dit : le Bois-Saint-Martin
MISE A PRIX : 200.000 FRANCS
Pour tous renseignements s'adresser à M. Xavier SALON, avocat, 19, rue St-Sophie, 78000 Versailles, tél. 950-01-69 ; M. SCHMITT, Syndic à la liquidation des biens de la Société d'Équitation de Chevreuse, 44, rue Carnot, Versailles.

VENTE après liquidation de biens au PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE JEUDI 12 JANVIER 1984, à 14 heures
UNE USINE à THIERS (Puy-de-D.)
21, Les Molles, avenue des Pimpliers
Compr. atelier, bureaux et dépendances, sur terrain de 9.954 m²
MISE A PRIX : 500.000 FRANCS
S'adresser : M. Bernard MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma, Paris (16^e), tél. 723-73-70 ; M. GOURDAIN, syndic, 174, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e) ; M. GUILLEMONAT, syndic, 43, rue de Richelieu, Paris (1^{er}) ; et à tous avoc. près les T.G.J. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice à PARIS, JEUDI 12 JANVIER 1984, à 14 heures
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT
de 4 pièces, au 4^e étage, Bât. A, escalier 1, et CAVE, au sous-sol, dans un ensemble immod.
1 à 3, ALLEE DES FOUGÈRES - LE RAINCY (93)
et 18 à 22, allée Charles-Hildebert.
M. A PRIX 120.000 F. S'adresser : M. Marcel BRAZIER, avocat, 178, boulevard Haussmann, PARIS (8^e), tél. 562-35-03.

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A EVRY (91), le samedi 10 janvier 1984, à 14 heures
UN APPARTEMENT A GRIGNY II
Esquisse
de cinq pièces principales avec cave et parking, Bâtiment Y 2, 3^e étage
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
Consignation indisponible pour enchérir. Renseignements : M. AKOUN et TRUXILLO, avocats associés, 4, boulevard de l'Europe à EVRY, tél. 079-39-43.

VENTE SUR PUBLICATIONS JUDICIAIRES AU PALAIS DE JUSTICE A VERSAILLES, 3, place André-Mignot, le mercredi 11 Janvier 1984, à 10 h
En un seul lot
UNE MAISON D'HABITATION
avec dépendances et parc d'une contenance totale de 1 hectare 99 ares 94 centiares, commune de
SAINT-LAURENT-DES-BOIS (27)
MISE A PRIX : 1.000.000 DE FRANCS
S'adresser pour tous renseignements au Cabinet de M. X. SALON, avocat à Versailles, 19, rue St-Sophie, tél. 950-01-69 ; M. SCHMITT, Syndic à la liquidation des biens de la Société TRADIMAISSON, demeurant 44, rue Carnot à Versailles, tél. 950-46-56.

DERRIÈRE L'ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE

Un système informatique d'une grande complexité

UNE centaine de milliers de Français actuellement, trois millions en 1986, ont accès à la télématique domestique. A côté de leur poste téléphonique, un terminal Minitel leur fournit sur demande toutes sortes de renseignements. En principe, il est là pour remplacer l'annuaire du téléphone. Mais la simple substitution de l'électronique au papier ne suffit pas à justifier l'investissement nécessaire. Le Minitel - 600 000 commandes à l'heure (groupe C.G.E.), Metra et T.T.T. - est un terminal vidéo, un anglo-espagnol à la communication écrite par voie téléphonique comme le combiné l'est à la communication orale. Les P.T.T. en espèrent un accroissement notable du trafic, au fur et à mesure que divers prestataires offriront des services aux abonnés.

Quels services ? Informations générales et spécialisées, horaires des transports collectifs, achats par correspondance, consultation de relevés bancaires et transactions financières, location de places de spectacle... Les idées ne manquent pas, et la décision prise en 1978 de remplacer progressivement l'annuaire imprimé par l'annuaire électronique, même si elle peut se justifier par des raisons propres à l'économie de papier, meilleur service - et surtout - essentiellement pour but de fournir un support à ces nouveaux services.

Mais comme ceux-ci sont encore embryonnaires, c'est sur la fonction d'annuaire que sera jugé le Minitel. Aussi était-il important que ce service soit bien accepté, que la consultation soit aisée et rapide. D'où de nombreuses études préalables à la mise en service et à la création d'un système très complexe pour gérer l'annuaire électronique. Pour être

certain que ce système serait opérationnel et prêt à temps, la direction générale des télécommunications avait passé deux marchés, l'un à la SESA, l'autre à Cap-Gemini-Sogeti. Le système construit par la SESA, desservant l'Île-de-France et, provisoirement, la Picardie, l'autre est en service en Bretagne. Les deux sociétés se sont associées pour la réalisation des centres qui équipent progressivement les autres régions.

Pour consulter l'annuaire électronique, l'abonné compose un numéro d'appel - le 11 - et son appel aboutit à un concentrateur de terminaux annuaires qui joue un rôle d'interface entre le réseau téléphonique et le réseau informatique propre à l'annuaire. Ce concentrateur est un commutateur E-10 de CIT-Alcatel - avait un logiciel spécifique, il vérifie l'appel, identifie le terminal de l'appel et établit la liaison avec un centre d'interrogation qui sera par la suite le « correspondant » de l'abonné. Le concentrateur n'intervient plus que sous contrôle de ce dernier, par exemple pour déclencher une taxation si la demande de renseignement ne concerne pas le département de résidence de l'appel.

La sortie des classes

Les P.T.T. ont choisi de maintenir un strict parallélisme entre l'annuaire électronique et l'annuaire imprimé. L'abonné reçoit normalement l'annuaire de son département ; donc, toute consultation électronique à l'intérieur de celui-ci est gratuite. L'abonné peut aussi acheter les annuaires des autres départements, ou appeler les renseignements qu'il veut connaître des numéros de

radio, Marcel Laporte, alias « Radiolo » de Radio-Paris. Chaque heure, chaque minute et chaque seconde - à l'exception de celle des cinquante secondes - étaient enregistrées, puis reconstituées ensuite au moment de l'appel.

Pas de femme

Dès la mise en service de cette horloge parlante - la première au monde - le succès fut immédiat. Cent quarante mille demandes furent enregistrées, mais vingt mille seulement furent satisfaites en raison de la saturation des lignes téléphoniques prévues pour l'occasion. Curiosité certes, mais intérêt réel du public qui ira grandissant et nécessitera bientôt l'installation de dix lignes supplémentaires, prouvant, une fois n'est pas coutume, que l'organe peut parfois créer la fonction. Trente-deux ans durant donc, Marcel Laporte sera, jour et nuit, fidèle au poste.

A une exception près cependant. Lorsqu'il fut décidé de remplacer sa voix par celle de la comédienne Hélène Garaud, qui ne put tenir le rôle que vingt-quatre heures et dut s'effacer devant les protestations indignées des usagers, on timbra la voix n'était pas en cause, mais le procédé d'enregistrement utilisé, couplé à la qualité médiocre des récepteurs téléphoniques du moment, ne permettait pas de diffu-

ser quelque chose d'harmonieux. Les signaux ne passaient pas.

Apparut alors une nouvelle voix d'homme, celle que nous connaissons aujourd'hui. Celle, toujours anonyme, de cet agent des P.T.T., membre d'une troupe de théâtre amateur, que l'on a préalablement filtré pour de multiples raisons. Depuis cette époque, aux alentours de 1965, deux autres horloges parlantes, dont le top est « commandé » par des horloges atomiques au cadium, sont venues s'ajouter, rallongeant au mur de l'horloge d'Éclançon - utilisée de temps en temps jusqu'en 1970 - et la voix de celui qui la personnalisait. Une troisième machine, plus moderne encore, accompagnée depuis 1975 les deux horloges en fonctionnement. Toujours fidèles, elles donnent au dix-millième de seconde (1) leur fameux « au quatrième top, témoin de cette agitation fébrile des civilisations modernes où, comme l'écrivait, en mars 1933, Ernest Esclançon, la vie s'écoule dans une hâte continuelle, dans un état de tension aiguë et sans répit ».

Rien n'a changé depuis. Bien au contraire. Sauf pour le Jour de l'An peut-être.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

* Horloge parlante : 699-84-00.

(1) Avec le « retard » de six lignes téléphoniques, la précision n'est en fait que de cinquantièmes de seconde.

Un parfum du passé

A l'heure où la synthèse de la parole par les moyens électroniques envahit le monde des jouets et celui de l'industrie automobile, le système de reconstitution de la voix auquel l'horloge parlante fait appel a de quoi surprendre. Pour les « purs et durs » de la technologie, il paraît dépassé et archaïque, alors que les nostalgiques des débuts du cinéma parlant y trouveront comme un parfum du passé.

De fait, sans les progrès accomplis à cette époque par le septième art, l'horloge parlante n'aurait peut-être pas vu le jour sous la forme qu'elle a encore actuellement. Le procédé retenu, utilise, en effet, les bandes-son qui bordent les pellicules des films pour permettre la reproduction à l'écran des voix des acteurs et de la musique d'accompagnement. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, cette technique ne fait pas appel à un enregistrement magnétique (1) de la parole analogue à ceux que l'on fait avec les magnétophones et les lecteurs de cassettes, mais à un enregistrement optique sur un support film, où la voix « apparaît » sous la forme de plages plus ou moins sombres. Il ne s'agit donc pas à proprement parler de synthèse de la parole mais, plus simplement, d'un procédé de lecture optique.

Chez les mots - heures, minutes et secondes - ou membre de phrase - « au quatrième top, il sera exactement... » - est en-

registré sur une bande-son de quelques millimètres de large qui n'est autre qu'un fin morceau de film enroulé sur un cylindre tournant. A chaque heure correspond donc une bande, soit vingt-quatre au total pour décrire l'ensemble de la journée ; à chaque minute, une autre, soit soixante-dix-huit bandes supplémentaires ; et ainsi de suite pour les dizaines de secondes ; dix, vingt, trente et quarante secondes, les deux dernières bandes étant réservées à la phrase « au quatrième top... ». Au total quatre-vingt-dix bandes, ou plutôt quatre-vingt-dix pistes, « décryptées » par un système de lecture optique.

Les messages que portent ces pistes sont lus par un fin réseau de lumière, fourni par une lampe spéciale, qui traverse le film qui lui est présenté. La lumière recueillie, dont l'intensité change en fonction des variations d'opacité du film, est ensuite renvoyée sur une cellule photoélectrique par un miroir. Celle-ci transforme alors l'émission lumineuse qu'elle reçoit en un courant dont les variations suivent fidèlement les modulations d'intensité lumineuse engendrées par le film, variations de courant que n'importe quel haut-parleur peut alors restituer.

(1) En raison des nombreux appels reçus, l'horloge parlante utilise une bande magnétique s'usant trop rapidement.

n'est pas impliqué dans les consultations, mais assure la mise à jour des fichiers. Alors que l'annuaire imprimé est annuel, et que bon nombre des informations qu'il contient sont déjà périmées lors de sa distribution, l'annuaire électronique devrait suivre l'évolution des données des abonnés avec un retard d'une quinzaine de jours seulement.

Un dernier élément du réseau est le centre de gestion nationale. C'est l'organe de contrôle : il tient la statistique des appels, celle des échecs, observe le comportement des abonnés aux fins d'amélioration de l'annuaire. Pour prendre un exemple, on peut actuellement indiquer à la rubrique profession le mot « médecin », et recevoir la liste des médecins de la localité. Un tel substitut au mot médecin est-il utile ou reste-t-il inemployé ? Plus généralement, le vocabulaire compris par le système correspond-il bien à celui qui est employé spontanément par les abonnés ? Ce sera au centre de gestion nationale de le dire.

On le voit, le service d'annuaire électronique repose sur un réseau informatique complexe, qui sera rapidement, si ce n'est déjà fait, le premier au monde par le nombre d'utilisateurs. La logique qu'il met en œuvre n'est pas moins complexe et comporte quatre cent cinquante mille instructions. La principale difficulté à résoudre était que les utilisateurs ne sont pas des informaticiens, pas même des habitués du clavier de la machine à écrire. C'est pourquoi, il existe deux types de Minitel : certains ont un clavier « azerty » standard en dactylographie ; sur d'autres, les lettres sont rangées dans l'ordre alphabétique, ce qui les rend plus aisées à trouver pour ceux qui n'ont jamais tapé à la machine.

Mais l'obstacle du clavier n'était pas le seul. La présentation des questions a aussi exigé de nombreuses études. Habitué au formulaire administratif, le Français a tendance à répondre de manière détaillée à toutes les questions. Pour être bien sûr que leur question soit prise en compte, certains indiqueraient volontiers le nom, le prénom - ou les prénoms - la profession, l'adresse détaillée, voire donneraient des renseignements qu'on ne leur demande pas. Or une telle accumulation d'informations est nuisible. Outre qu'elle allonge beaucoup le temps de consultation, elle risque d'empêcher le système de répondre. Ainsi, recevant un nom exact et une adresse erronée, le système repérera la contradiction, mais n'aura aucun moyen de choisir, alors qu'il aurait facilement fourni la bonne réponse : on lui avait indiqué le bon nom.

Poids lourd et pèse-bébé

La difficulté principale était cependant celle du langage. Pas question d'obliger les abonnés à s'exprimer dans un de ces langages symboliques où chaque caractère a une signification précise, pas non plus question de leur demander si le correspondant dont ils recherchent le numéro s'appelle Dupont ou Dupond. Le système doit être capable de remplir les blancs, d'interpréter les indications fournies par l'abonné, il doit se comporter en interlocuteur intelligent et non en « machine stupide » dont l'abonné réclamerait rapidement le remplacement par « ce bon vieux annuaire ».

L'option retenue a donc été une analyse phonétique des indications fournies par l'abonné. Le système commence par interpréter textuellement ce qui est écrit. S'il ne trouve pas de réponse, ou s'il détecte la possibilité d'homonymie vocale ou de faute d'orthographe, il propose à l'abonné d'élargir la recherche. En sens inverse, il donne plus de vingt réponses, il donne leur nombre, et demande si l'on veut toute la liste ou si l'on peut fournir quelques renseignements supplémentaires qui affineront le tri. Il y a plus de deux mille abonnés parisiens dont le patronyme est Martin.

Les noms de sociétés posent d'autres problèmes. Longtemps, la S.N.C.F. n'a pas figuré dans l'annuaire, ni la S.N.C.F. ni la Société nationale des chemins de fer français. Il fallait chercher à la lettre C, chemins de fer. L'annuaire électronique apporte plus de souplesse, on trouvera S.N.C.F. quelle que soit la graphie d'appel. A la limite, il suffit d'écrire Société - mais il y aura évidemment beaucoup de réponses.

Encore plus difficile à maîtriser que la recherche par nom est la recherche professionnelle, correspondant à la consultation des pages jaunes de l'annuaire. Déjà elle n'est pas aisée dans l'annuaire imprimé. Les noms des professions n'y sont pas toujours édictés. Mais on a au moins la ressource de feuilleter les pages. Pour l'annuaire électronique, il a fallu créer un thésaurus de termes renvoyant à telle ou telle profession. Sans pouvoir éviter tous les problèmes : au cours d'une expérimentation, il avait été constaté que « pèse-bébé » renvoyait à « passages pour poids lourds » ou « bébé » n'était pas reconnu et « pèse » était assimilé à « poids ».

MAURICE ARVONNY.

261.51.52

CONCERTS

Radio France
Nouvel Orchestre Philharmonique
Dir. Uri SEGAL
Arleen Auger, soprano
R. STRAUSS - MAHLER

Musique au présent
Radio France
Grand Auditorium
Samedi 31 janvier
20 h 30
Dir. David EPSTEIN

Orchestre National de France
Dir. Emmanuel KRIVINE
Youri Egorov, piano
BRAHMS - BEETHOVEN
TCHAIKOVSKY

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

ESPACE MARAIS
Réservation : 584-09-31
LES FANES AMÈRES
D'ANTOINE-AUGUSTE PARMETIER
Par le Carquois d'Amiens
Cabaret Théâtre Burlesque

DERNIÈRES
Théâtre de la Bastille
357-42-14
HELENE DELAVALL
au piano : Claude LAVOIX
"TANGO STUPÉFIANT"
12 Soirées EXCEPTIONNELLES
du 15 au 31 Décembre 1983

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

FISCHER-DIESKAU
Daniel BARENBOIM
SCHUMANN

MAISON DES CULTURES DU MONDE
100-543-0142

MUSIQUES ET CHANTS
DU 26 AU 30 DECEMBRE
20H30
DE L'OURAL
ALA SIBIRIE
DE L'ASIE
CENTRALE
AU CAUCASE
60F et 40F

THEATRE DE LA VILLE
10150 RASPAIL - TEL. 357-42-14

THEATRE DE LA VILLE
874-42-52 et 47-38

PLACES DISPONIBLES POUR
TOUTES LES REPRESENTATIONS

DELPHINE GEORGES SEYRIG WILSON
SARAH
★ EN ALTERNANCE ★
RAYMOND GEROME
L'EXTRAVAGANT MISTER WILDE

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-58), 19 h 30 : Don Quichotte.
COMEDIE-FRANCAISE (236-10-30), 20 h 30 : Fédra.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (19-43), 20 h 30 : Supplément au Dictionnaire.
THEATRE DE LA VILLE (742-57-58), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
CARRE SILVIA-MONFORT (331-28-34), 20 h 30 : Le Dîner de Cons (J.-P. Fauré).

Les autres salles

A. DEJAZET (742-57-58), 19 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
ANTOINE (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
ARISTIDE (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
ATELIER (666-49-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
ATTRENE (742-57-58), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BOULEVARD (742-57-58), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
CALYPSO (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
CAUCASIE (742-57-58), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
COMEDIE-CALMARTIN (742-57-58), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (742-57-58), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
COMEDIE ITALIENNE (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
COMEDIE DE PARIS (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
CONSTANCE (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
DAUNOU (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
EDOUARD-VE (742-57-58), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
ELDORADO (742-57-58), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATION SPECTACLES »
201-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 27 décembre

RECALME (331-28-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
RECALME (331-28-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
RECALME (331-28-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
RECALME (331-28-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
RECALME (331-28-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
RECALME (331-28-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
RECALME (331-28-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
RECALME (331-28-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
RECALME (331-28-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
RECALME (331-28-34), 21 h : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).

cinéma

LES DEUX SONT TOMBES SUR LA (Régis, v.a.) : Impérial Paris, 19 h 30.
DEVA (Fr.) : Rive, 19 h 30.
EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Dancourt, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.

20 h 15 : Yvonne ; 21 h 30 : Apocalypse Naïve ; 22 h 30 : Le Cimetière des Enfants.
TROIS SUR QUATRE (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
VILLE GELIE (742-57-58), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).

Le music-hall

ALLIANCE (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BOBINO (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BOBINO (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BOBINO (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BOBINO (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BOBINO (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BOBINO (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BOBINO (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BOBINO (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BOBINO (331-28-34), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (236-10-30)
Théâtre de Paris (236-10-30) : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
Théâtre de Paris (236-10-30) : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
Théâtre de Paris (236-10-30) : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
Théâtre de Paris (236-10-30) : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
Théâtre de Paris (236-10-30) : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
Théâtre de Paris (236-10-30) : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
Théâtre de Paris (236-10-30) : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
Théâtre de Paris (236-10-30) : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
Théâtre de Paris (236-10-30) : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
Théâtre de Paris (236-10-30) : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).

CASINO DE PARIS
PROLONGATION L'INATTENDU CHAQUE SOIR JUSQU'AU 14 JANVIER

LES CAFE-THEATRES
AUBREY (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BEAUBOURGEOIS (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BEAUBOURGEOIS (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BEAUBOURGEOIS (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BEAUBOURGEOIS (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BEAUBOURGEOIS (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BEAUBOURGEOIS (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BEAUBOURGEOIS (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BEAUBOURGEOIS (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).
BEAUBOURGEOIS (236-10-30), 20 h 30 : Les Femmes d'Alger (Ouvrier et Patron).

LES DEUX SONT TOMBES SUR LA (Régis, v.a.) : Impérial Paris, 19 h 30.
DEVA (Fr.) : Rive, 19 h 30.
EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Dancourt, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.
ERENDIRA (Franco-Mex.) : Forum, 19 h 30.

Orlando
OPERA DE
HAENDEL

L'OLYMPIA
BRUNO esente
avec **RTL**
YVES DUTEIL

357-42-14

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

TV 5 : Un programme francophone à vocation distractive

Variétés, théâtre, sports, musique, cinéma... mais aussi des magazines d'information : TV 5, « la télévision francophone par satellite (1) », se présente comme une sixième chaîne à vocation distractive. En lever de rideau, pour l'inauguration, lundi 2 janvier, Michel Drucker et son «Champs-Élysées». La télévision suisse romande emboîte le pas le lendemain avec «Studio 4» (Christian Marlin), puis TF 1, le mercredi, avec «Numéro 1», et la R.T.B.F. avec une sélection des meilleurs vidéoclips de l'année 1983. Vidéo-gam, le samedi.

De 19 heures à 22 heures (heure de Paris), les réseaux câblés d'Europe et d'Afrique du Nord, équipés de l'antenne de réception adéquate, pourront capter ce nouveau programme fait de sélections des cinq chaînes francophones (Le Monde du 19 octobre). Pour l'heure, la Belgique, les Pays-Bas, trois réseaux irlandais, le secteur nord de Berlin, deux hôtels à Casablanca et à Londres, des réseaux suisses et la Tunisie pourront profiter des premières diffusions.

En France, l'hôtel Méridien à Paris (équipé pour recevoir la chaîne britannique Satellite TV), le réseau câblé expérimental de Biarritz et la mairie du XIII^e arrondissement de Paris - où aura lieu en janvier une démonstration de programmes télévisés pour le câble - devraient recevoir les premiers programmes de TV 5. Les réseaux de Nice, de Metz, de Grenoble, de Munster... pourraient ensuite être équipés pour la réception.

(1) TV 5, 21, rue Jean-Goujon 75008 Paris, tél. 299-41-25. Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche, 11 h 15, 17 h, 19 h, 21 h, 23 h.

Mardi 27 décembre

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**
- 17 h 35 Variétés : Salut les Miquels. Avec J. Birkin, M. Galabru, L. Voulzy, K. Cheryl.
 - 21 h 40 Entrainez-vous.
 - 21 h 45 Série : Ludwig... ou le crépuscule des dieux. En cinq épisodes, l'intégralité de l'œuvre de Visconti.
 - 22 h 30 Documentaire : Gustave Doré.
 - 22 h 55 Divertissement : Est-ce ainsi que les hommes vivent ?
 - 23 h 10 Journal.
 - 23 h 25 Vivre en poésie.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A 8**
- 20 h 40 Film : La Ruée vers l'or. Film américain de C. Chaplin (1925). En 16 mm, Charles, prospecteur solitaire, vient de l'or en Alaska. Burlesque et bouleversant.
 - 22 h 00 Mardi-cinéma spécial. Avec Valérie Mairesse, Rose Boule, Rosy Varte, Mocha Méri.
 - 23 h 10 Journal.
- TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**
- 20 h 35 Film : Les 55 jours de Pékin. Film américain de N. Ray (1963), avec C. Heston, A. Gardner, D. Niven (rediffusion).
 - 21 h 00, 15, 30, 45, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100, 105, 110, 115, 120, 125, 130, 135, 140, 145, 150, 155, 160, 165, 170, 175, 180, 185, 190, 195, 200, 205, 210, 215, 220, 225, 230, 235, 240, 245, 250, 255, 260, 265, 270, 275, 280, 285, 290, 295, 300, 305, 310, 315, 320, 325, 330, 335, 340, 345, 350, 355, 360, 365, 370, 375, 380, 385, 390, 395, 400, 405, 410, 415, 420, 425, 430, 435, 440, 445, 450, 455, 460, 465, 470, 475, 480, 485, 490, 495, 500, 505, 510, 515, 520, 525, 530, 535, 540, 545, 550, 555, 560, 565, 570, 575, 580, 585, 590, 595, 600, 605, 610, 615, 620, 625, 630, 635, 640, 645, 650, 655, 660, 665, 670, 675, 680, 685, 690, 695, 700, 705, 710, 715, 720, 725, 730, 735, 740, 745, 750, 755, 760, 765, 770, 775, 780, 785, 790, 795, 800, 805, 810, 815, 820, 825, 830, 835, 840, 845, 850, 855, 860, 865, 870, 875, 880, 885, 890, 895, 900, 905, 910, 915, 920, 925, 930, 935, 940, 945, 950, 955, 960, 965, 970, 975, 980, 985, 990, 995, 1000.

Mercredi 28 décembre

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**
- 17 h 30 Vision plus.
 - 18 h 30 Dix sur dix.
 - 19 h 30 Atout cœur.
 - 20 h 30 Journal.
 - 21 h 45 La petite maison dans la prairie.
 - 22 h 30 Destination Noël.
 - 23 h 15 Microdix.
 - 23 h 30 Bonjour les fêtes (et à 18 h).
- DEUXIÈME CHAÎNE : A 8**
- 17 h 30 Vision plus.
 - 18 h 30 Dix sur dix.
 - 19 h 30 Atout cœur.
 - 20 h 30 Journal.
 - 21 h 45 La petite maison dans la prairie.
 - 22 h 30 Destination Noël.
 - 23 h 15 Microdix.
 - 23 h 30 Bonjour les fêtes (et à 18 h).
- TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**
- 20 h 35 Film : Les 55 jours de Pékin. Film américain de N. Ray (1963), avec C. Heston, A. Gardner, D. Niven (rediffusion).
 - 21 h 00, 15, 30, 45, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100, 105, 110, 115, 120, 125, 130, 135, 140, 145, 150, 155, 160, 165, 170, 175, 180, 185, 190, 195, 200, 205, 210, 215, 220, 225, 230, 235, 240, 245, 250, 255, 260, 265, 270, 275, 280, 285, 290, 295, 300, 305, 310, 315, 320, 325, 330, 335, 340, 345, 350, 355, 360, 365, 370, 375, 380, 385, 390, 395, 400, 405, 410, 415, 420, 425, 430, 435, 440, 445, 450, 455, 460, 465, 470, 475, 480, 485, 490, 495, 500, 505, 510, 515, 520, 525, 530, 535, 540, 545, 550, 555, 560, 565, 570, 575, 580, 585, 590, 595, 600, 605, 610, 615, 620, 625, 630, 635, 640, 645, 650, 655, 660, 665, 670, 675, 680, 685, 690, 695, 700, 705, 710, 715, 720, 725, 730, 735, 740, 745, 750, 755, 760, 765, 770, 775, 780, 785, 790, 795, 800, 805, 810, 815, 820, 825, 830, 835, 840, 845, 850, 855, 860, 865, 870, 875, 880, 885, 890, 895, 900, 905, 910, 915, 920, 925, 930, 935, 940, 945, 950, 955, 960, 965, 970, 975, 980, 985, 990, 995, 1000.

- LES FILMS NOUVEAUX**
- LE BAL, film franco-italien d'Ettore Scola : Gaumont-Hall, 1^{er} (297-40-70) ; Vendôme, 2^e (742-91-52) ; Studio de la Harpe, 3^e (634-25-52) ; Hanteville, 4^e (633-79-38) ; Paquet, 5^e (705-12-15) ; Gaumont-Champs-Élysées, 6^e (359-04-57) ; Cinéma, 7^e (770-33-88) ; Olympia, 8^e (359-33-38) ; Montparnasse, 9^e (359-33-38) ; P.L.M., 10^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 11^e (359-33-38) ; P.L.M., 12^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 13^e (359-33-38) ; P.L.M., 14^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 15^e (359-33-38) ; P.L.M., 16^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 17^e (359-33-38) ; P.L.M., 18^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 19^e (359-33-38) ; P.L.M., 20^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 21^e (359-33-38) ; P.L.M., 22^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 23^e (359-33-38) ; P.L.M., 24^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 25^e (359-33-38) ; P.L.M., 26^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 27^e (359-33-38) ; P.L.M., 28^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 29^e (359-33-38) ; P.L.M., 30^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 31^e (359-33-38) ; P.L.M., 32^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 33^e (359-33-38) ; P.L.M., 34^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 35^e (359-33-38) ; P.L.M., 36^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 37^e (359-33-38) ; P.L.M., 38^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 39^e (359-33-38) ; P.L.M., 40^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 41^e (359-33-38) ; P.L.M., 42^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 43^e (359-33-38) ; P.L.M., 44^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 45^e (359-33-38) ; P.L.M., 46^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 47^e (359-33-38) ; P.L.M., 48^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 49^e (359-33-38) ; P.L.M., 50^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 51^e (359-33-38) ; P.L.M., 52^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 53^e (359-33-38) ; P.L.M., 54^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 55^e (359-33-38) ; P.L.M., 56^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 57^e (359-33-38) ; P.L.M., 58^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 59^e (359-33-38) ; P.L.M., 60^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 61^e (359-33-38) ; P.L.M., 62^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 63^e (359-33-38) ; P.L.M., 64^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 65^e (359-33-38) ; P.L.M., 66^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 67^e (359-33-38) ; P.L.M., 68^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 69^e (359-33-38) ; P.L.M., 70^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 71^e (359-33-38) ; P.L.M., 72^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 73^e (359-33-38) ; P.L.M., 74^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 75^e (359-33-38) ; P.L.M., 76^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 77^e (359-33-38) ; P.L.M., 78^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 79^e (359-33-38) ; P.L.M., 80^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 81^e (359-33-38) ; P.L.M., 82^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 83^e (359-33-38) ; P.L.M., 84^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 85^e (359-33-38) ; P.L.M., 86^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 87^e (359-33-38) ; P.L.M., 88^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 89^e (359-33-38) ; P.L.M., 90^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 91^e (359-33-38) ; P.L.M., 92^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 93^e (359-33-38) ; P.L.M., 94^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 95^e (359-33-38) ; P.L.M., 96^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 97^e (359-33-38) ; P.L.M., 98^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 99^e (359-33-38) ; P.L.M., 100^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 101^e (359-33-38) ; P.L.M., 102^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 103^e (359-33-38) ; P.L.M., 104^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 105^e (359-33-38) ; P.L.M., 106^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 107^e (359-33-38) ; P.L.M., 108^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 109^e (359-33-38) ; P.L.M., 110^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 111^e (359-33-38) ; P.L.M., 112^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 113^e (359-33-38) ; P.L.M., 114^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 115^e (359-33-38) ; P.L.M., 116^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 117^e (359-33-38) ; P.L.M., 118^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 119^e (359-33-38) ; P.L.M., 120^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 121^e (359-33-38) ; P.L.M., 122^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 123^e (359-33-38) ; P.L.M., 124^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 125^e (359-33-38) ; P.L.M., 126^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 127^e (359-33-38) ; P.L.M., 128^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 129^e (359-33-38) ; P.L.M., 130^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 131^e (359-33-38) ; P.L.M., 132^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 133^e (359-33-38) ; P.L.M., 134^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 135^e (359-33-38) ; P.L.M., 136^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 137^e (359-33-38) ; P.L.M., 138^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 139^e (359-33-38) ; P.L.M., 140^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 141^e (359-33-38) ; P.L.M., 142^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 143^e (359-33-38) ; P.L.M., 144^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 145^e (359-33-38) ; P.L.M., 146^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 147^e (359-33-38) ; P.L.M., 148^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 149^e (359-33-38) ; P.L.M., 150^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 151^e (359-33-38) ; P.L.M., 152^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 153^e (359-33-38) ; P.L.M., 154^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 155^e (359-33-38) ; P.L.M., 156^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 157^e (359-33-38) ; P.L.M., 158^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 159^e (359-33-38) ; P.L.M., 160^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 161^e (359-33-38) ; P.L.M., 162^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 163^e (359-33-38) ; P.L.M., 164^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 165^e (359-33-38) ; P.L.M., 166^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 167^e (359-33-38) ; P.L.M., 168^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 169^e (359-33-38) ; P.L.M., 170^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 171^e (359-33-38) ; P.L.M., 172^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 173^e (359-33-38) ; P.L.M., 174^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 175^e (359-33-38) ; P.L.M., 176^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 177^e (359-33-38) ; P.L.M., 178^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 179^e (359-33-38) ; P.L.M., 180^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 181^e (359-33-38) ; P.L.M., 182^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 183^e (359-33-38) ; P.L.M., 184^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 185^e (359-33-38) ; P.L.M., 186^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 187^e (359-33-38) ; P.L.M., 188^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 189^e (359-33-38) ; P.L.M., 190^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 191^e (359-33-38) ; P.L.M., 192^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 193^e (359-33-38) ; P.L.M., 194^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 195^e (359-33-38) ; P.L.M., 196^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 197^e (359-33-38) ; P.L.M., 198^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 199^e (359-33-38) ; P.L.M., 200^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 201^e (359-33-38) ; P.L.M., 202^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 203^e (359-33-38) ; P.L.M., 204^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 205^e (359-33-38) ; P.L.M., 206^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 207^e (359-33-38) ; P.L.M., 208^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 209^e (359-33-38) ; P.L.M., 210^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 211^e (359-33-38) ; P.L.M., 212^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 213^e (359-33-38) ; P.L.M., 214^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 215^e (359-33-38) ; P.L.M., 216^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 217^e (359-33-38) ; P.L.M., 218^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 219^e (359-33-38) ; P.L.M., 220^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 221^e (359-33-38) ; P.L.M., 222^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 223^e (359-33-38) ; P.L.M., 224^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 225^e (359-33-38) ; P.L.M., 226^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 227^e (359-33-38) ; P.L.M., 228^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 229^e (359-33-38) ; P.L.M., 230^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 231^e (359-33-38) ; P.L.M., 232^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 233^e (359-33-38) ; P.L.M., 234^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 235^e (359-33-38) ; P.L.M., 236^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 237^e (359-33-38) ; P.L.M., 238^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 239^e (359-33-38) ; P.L.M., 240^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 241^e (359-33-38) ; P.L.M., 242^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 243^e (359-33-38) ; P.L.M., 244^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 245^e (359-33-38) ; P.L.M., 246^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 247^e (359-33-38) ; P.L.M., 248^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 249^e (359-33-38) ; P.L.M., 250^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 251^e (359-33-38) ; P.L.M., 252^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 253^e (359-33-38) ; P.L.M., 254^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 255^e (359-33-38) ; P.L.M., 256^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 257^e (359-33-38) ; P.L.M., 258^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 259^e (359-33-38) ; P.L.M., 260^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 261^e (359-33-38) ; P.L.M., 262^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 263^e (359-33-38) ; P.L.M., 264^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 265^e (359-33-38) ; P.L.M., 266^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 267^e (359-33-38) ; P.L.M., 268^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 269^e (359-33-38) ; P.L.M., 270^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 271^e (359-33-38) ; P.L.M., 272^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 273^e (359-33-38) ; P.L.M., 274^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 275^e (359-33-38) ; P.L.M., 276^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 277^e (359-33-38) ; P.L.M., 278^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 279^e (359-33-38) ; P.L.M., 280^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 281^e (359-33-38) ; P.L.M., 282^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 283^e (359-33-38) ; P.L.M., 284^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 285^e (359-33-38) ; P.L.M., 286^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 287^e (359-33-38) ; P.L.M., 288^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 289^e (359-33-38) ; P.L.M., 290^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 291^e (359-33-38) ; P.L.M., 292^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 293^e (359-33-38) ; P.L.M., 294^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 295^e (359-33-38) ; P.L.M., 296^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 297^e (359-33-38) ; P.L.M., 298^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 299^e (359-33-38) ; P.L.M., 300^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 301^e (359-33-38) ; P.L.M., 302^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 303^e (359-33-38) ; P.L.M., 304^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 305^e (359-33-38) ; P.L.M., 306^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 307^e (359-33-38) ; P.L.M., 308^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 309^e (359-33-38) ; P.L.M., 310^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 311^e (359-33-38) ; P.L.M., 312^e (359-33-38) ; Biscuit-Montparnasse, 313^e

OFFRES D'EMPLOI	83,00	83,00
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	25,00
IMMOBILIER	56,00	56,42
AUTOMOBILES	56,00	56,42
AGENDA	56,00	56,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	184,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70



DIRECTIONS . DIRECTIONS

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques - clés en main - 115 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 117 millions de chiffre d'affaires en 1982 dont 50% à l'exportation.

Nous recherchons pour plusieurs de nos chantiers à l'étranger.

directeurs de chantier

MISSION : organiser, diriger, gérer et mener à leur terme jusqu'à la mise en service, les chantiers clés en main à l'exportation.

PROFIL : les candidats devront justifier d'une bonne connaissance des affaires, d'une expérience des chantiers exportation et de connaissances techniques se rapprochant de nos domaines d'activité : distribution de l'énergie électrique et installations industrielles. La fonction exige une excellente connaissance de la langue anglaise. Les candidats seront appréciés pour leur qualité de manager, de gestionnaire et de négociateur.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions, en précisant la réf. CF 218 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres MERLIN GERIN 38050 GRENOBLE CEDEX.

Directeur des comptabilités

BANQUE recherche pour PARIS son Directeur des Comptabilités. Environ 35 ans, DECS ou équivalent exigé. Expérience bancaire souhaitée. Bonnes connaissances en informatique et fiscalité. Sans éprouvé de l'organisation et du commandement.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous réf. 47064 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre en toute discrétion.

1 DIRECTEUR

DES SERVICES ADMINISTRATIFS
Responsable des secteurs :
a) aux attachés commerciaux principaux (sans condition d'ancienneté) ;
b) aux secrétaires de Mairie de + de 5.000 habitants ayant au moins 2 ans d'ancienneté dans le grade ;
c) aux secrétaires généraux adjoints, ayant au moins 2 ans d'ancienneté ;
d) aux chefs de bureau adjoints, ayant au moins 2 ans d'ancienneté ;
e) aux chefs de bureau, ayant au moins 9 ans d'ancienneté au grade de rédacteur, ou 3 ans d'ancienneté au grade de chef de bureau. Ecr. n° 7 289 le Monde P.B. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.



emploi régionaux

Département des Bouches-du-Rhône

1. - DEUX INGÉNIEURS CONFIRMÉS en informatique et en organisation

chargés de la mise en œuvre d'importantes applications de gestion administrative.
- L'un sur mini-ordinateur ;
- L'autre sur ordinateur I.B.M. 4341 D.O.S./V.S.E.
Expérience souhaitée : 5 ans minimum de MERISE, bases de données, traitement.
Rémunération brute mensuelle : 180 000 F.

2. - UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

Chargé du développement et de la maintenance d'applications de gestion administrative sur mini-ordinateur.
Expérience souhaitée : 5 ans minimum de MERISE, bases de données sur mini-système.
Rémunération brute mensuelle : 125 000 F.

Adresser C.V. à :
Monsieur le Président du Conseil général
Service du personnel, Hôtel du Département
Place Félix-Berret, 13006 MARSEILLE.

TIOXIDE FRANCE - CALAIS

FILIALE DE TIOXIDE GROUP PLC (G.B.)
1^{er} producteur européen d'oxyde de titane

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

POUR SON SERVICE ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS (effectif 165 personnes)

- Homme de terrain, assisté de 4 agents de maîtrise, il assurera des équipes d'atelier et d'intervention en usine.
- Homme d'organisation et de réflexion, assisté de 2 agents de planning, il orientera la planification des tâches du service et participera à différents projets d'optimisation des équipements, tant au niveau de l'étude que de la réalisation.
Ce poste, qui peut offrir de réelles possibilités d'évolution à un candidat de valeur, correspondrait à un généraliste (AM - IDN...) ayant si possible quelques années d'expérience industrielle.
La pratique de l'Anglais est souhaitable.
Candidature manuscrite avec C.V. et prétentions à TIOXIDE FRANCE
Direction du Personnel BP 89 - 62102 CALAIS.

F.O.L. DROMI
recrute un
Animateur Professionnel
pour animation travailleurs
et familles, niveau DUT
ASSE - DESA - DECEP ou
solide expérience animation.
Permis de conduire.
Renseignements F.O.L. DROMI
B.P. 123 - 28001 VALENCE.
Téléphone : 42-19-61.
Dépôt de candidature avant
le 15 janvier 1984.

FIDUCIAIRE DE FRANCE
JURIDIQUE ET FISCALE
recherche pour faire face à son
développement à DUNKERQUE :
- 1^{er} Conseil fiscal expérimenté.
- 1^{er} Conseil fiscal débutant.
Bureau Fiduciaire de FRANCE
juridique et fiscale, 700, boulevard de la République,
59240 DUNKERQUE.



emploi internationaux

BUREAU D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

recherche pour missions en séjour
AFRIQUE DE L'OUEST
(analyse macro-économique, planification, programmation)

ENSAE

Débutant ou équivalent
(DEA sciences-éco.)
SALAIRE 120.000 BASE FRANCE
Ecrire curriculum vitae détaillé à
REGIE-PRESSE sous n° To 117/111
85 bis, rue Réaumur - 75001 PARIS.

MACIF

(Mutuelle d'assurance et Industriels de France) recherche pour son centre de gestion d'Andrézieux-Bouthéon (42)

RÉDACTEURS (TRICES) CONTENTIEUX CONFIRMÉS CONNAISSANCES EN R.C. PROFESSIONNELLE APPRÉCIÉE PROFIL DE CARRIÈRE INTÉRESSANT

Adresser candidatures manuscrites avec C.V. détaillé et prétentions à MACIF (Service des Ressources) B.P. 57 - 42165 ANDRÉZIEUX-BOUTHEON CEDEX.

annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 296-15-01

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Société récente forte expansion recherche pour son siège parisien (Etoile) un Responsable administratif et comptable

- Mise en place de procédures ; l'interface les services informatiques et commercial.
- Constitution et supervision des équipes comptables et administratives.
- Organisation et gestion des centres de démonstration.
- 5 ans d'expérience minimum en gestion de personnel ou audit.

Envoyer lettre + CV + prétentions sous référence 1583M à

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

HEC, ESSEC, SUP de Co... VOUS AIMEZ LES DEPLACEMENTS dans notre groupe de Sociétés qui développe sa structure à l'étranger

DEVEENEZ SECRETAIRE GENERAL (E) DE L'INTERNATIONAL

Directement rattaché (e) au PDG de la Société mère, vous le seconderez dans toutes les missions effectuées aux Etats-Unis et assurerez l'interface entre les services du Groupe. L'activité sera variée : audit financier, conseil, suivi de dossiers juridiques et financiers ; participation aux mises en place des procédures ; cela dans un esprit groupe développé.

Vous avez choisi l'option finance, vous parlez obligatoirement anglais, si possible allemand. Votre expérience de 5 ans au moins dans un service financier d'un groupe international vous permettra de vous adapter rapidement.

Pour un (e) candidat (e) motivé (e) ayant un bon esprit d'équipe, d'excellentes facultés de contact humain et l'envie de bouger (vous passerez plus de 50 % de votre temps à l'étranger), un salaire intéressant et de larges perspectives d'avenir seront offertes.

Merci d'écrire sous référence 346 M à A.L. CONSEIL, 102 Bd Malesherbes - 75017 - PARIS, chargée de cette mission de recherche, qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

calma filiale de GENERAL ELECTRIC un des leaders mondiaux en CFAO

USINE DU FUTUR

Ingénieurs d'application CFAO (Mécanique et Micro-Electronique)

en AVANT-VENTE
L'usine du futur : Prise en charge technique complète des projets retenus : - Analyse détaillée des besoins du prospect, - Définition avec les prospects de présentations adaptées, - Préparation et mise en œuvre des démonstrations correspondantes. (RM. 32.24/PM/588)

en APRES-VENTE
L'usine du futur : Faire un succès de chaque nouvelle implantation CALMA : - Superviser la formation des clients, - Définir avec les clients des procédures de travail optimales, - Fournir des conseils et des services de formation, - Assurer la maintenance et l'entretien des machines et des logiciels. (RM. 32.24/PE/111)

Le profil exigé est celui d'ingénieur diplômé, diplômé Grande École (Arts et Métiers, INSA de Lyon, etc.), ayant une expérience réussie d'au moins 3 ans en bureau d'études ou de fabrication, mécanique ou micro-électronique.

Longues possibilités d'évolution à l'intérieur de la Société et du Groupe GENERAL ELECTRIC. Salaires très intéressants. Primes d'incitation, volume de travail. Pour tous ces postes, une bonne pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Adresser C.V., photo et lettre actualisée sous référence respective à ADELATION, 62/64, avenue Emile Zola, 75015 Paris.

POUR UNE FUTURE ASSOCIATION UN CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

L'ADJOINT DE SON PDG

Paris 8ème 250000 +
Rattaché directement au Président Directeur Général de ce cabinet (9 personnes) il sera dans un premier temps responsable d'une partie de la clientèle et assurera des missions de commissariat aux comptes, de contrôle, d'expertise comptable, de bilans, de conseil.

Dans un deuxième temps - et le plus rapidement possible - il développera ses activités et le domaine de ses responsabilités pour devenir l'associé solide et efficace sur lequel le PDG pourra véritablement compter.

De formation expert comptable, le candidat retenu aura 7 à 8 ans d'expérience dont la moitié au moins en cabinet. Il aura des connaissances précises en fiscalité et en droit des sociétés.

Merci d'écrire sous réf. 347 à A.L. CONSEIL 102, Bd Malesherbes 75017 PARIS qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

INGENIERIE PARIS

INGENIEUR SPECIALISTE TUYAUTERIE

Connaissances précises dynamiques, flexibilité, adresse. Bonne pratique code ASME III et calculs INFORMATIQUES. Connaissances C.A.D. appréciées. Ecr. n° 22-581 sur enveloppe JEAN REGNIER PUBLISSE 39, r. de l'Arcade, Paris-8^e qui transmettra.

Recherche emploi Animateur (travail de rue, BAF) obtenu au cours du stage de formation professionnelle préparant aux métiers de l'Animation - Coordonné par la ville de CORBEIL-ESSONNES et les C.E.M.E.A.

Téléphone : 27-69. M.J.C. de Corbeil-Essonnes, qui transmettra.

LYCEE TECHNIQUE PRIVE sous contrat d'association rech. pour un remplacement PROFESSEUR DE BIOLOGIE (du 4 janvier au 30 juin) Ecrire seulement à : L.F.P. 65, rue Voltaire 93100 MONTREUIL.

PERKIN-ELMER

Leader mondial en instruments analytiques Recherche pour son service informatique (gestion commerciale et comptable) un

OPERATEUR INFORMATIQUE

Connaissances langage programmation cobol, fortran. Travail sur mini-ordinateurs. Perkin-Elmer O.S. 32 Expérience 2 à 3 ans. Anglais indispensable. Libre rapidement.

Adr. C.V. manuscrit, photo et prêt. à : PERKIN ELMER, division Instruments M.J. 11, rue Franklin, B.P. 78381 Bois-d'Arcy Cedex.

INFORMATIS-TELECOM

PARIS-PROVINCE Pour l'élaboration de projets TELECOM 1, VIDEOTEX, de systèmes de réseaux de télécom au niveau national.

INGENIEURS-SYSTEMES

Bonne expérience en logiciel des transmissions par paquets. L'exp. des protocoles X.25, SDLC, TRANSLCD est appréciée.

INGENIEURS-SYSTEMES

PROCESSEUS SOLAP-METRA-PDP-MICRO INGENIEURS-TELEPHONE

AYANT BONNE EXPERIENCE EN TELEPHONE TEMPORELLE

Projets exceptionnels par leurs échelles. 26, r. Dardennes-5, 937-96-22.

Une ad. document. technique proche Masey-Paleisau (B.I.).

réf. A : URGENT REDACTEUR TELECOMMUNICATION (télécoms hertziens)

N° 8 : REDACTEUR ELECTRONIEN (logique/analogique) Connaissances approfondies systèmes, analyse matérielle et logicienne, maintenance d'installations (diagnostic, réparation). - Anglaise souhaitée. - Solde 57500 à 63.000 en suivant qualification. TEL : (01) 448-31-40.

Cabinet d'expertise comptable

AIDE COMPTABLE DACTYLO

pour travaux journaliers comptables (sachet-vente-banque). Ecr. C.V. + lettre manuscrite à ADELION, 16, r. Fédéral-David 75018 Paris.

formation professionnelle

Formation complète ANALYSTE PROGRAMMEUR Stage APR 8401.08. Filière BTS à mi-temps. Langue-anglais obligatoire du 13 janv. 84 au 15 déc. 84. TEL. 208-24-63, N° EDON.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois scolaires, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandes une documentation sur la revue spécialisée FRANCES-CAPIRES (C.I.B.) B.P. 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demander une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (I.M.) B.P. 281.09 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

JF 30 a. Lb. présent, 10 a. expérience, recherche place de SECRETAIRE DE DIRECTION ou ATTACHE COMMERCIALE. Ecr. n° 8577 le Monde P.B. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Jeune cadre suisse licenciée sciences, économiques, avec expérience, cherche emploi. Etude toutes propositions. Ecrire EUROSID AVIGNON N° 22388 - 84000 AVIGNON.

Jh. 23 ans, Lb. présent, diplôme, permis de cond. cherche emploi temps part. de préférence lettres, arts, spectacles. Haras ind. Ecr. prof. administrateur-comptable de 2 ans dans maison d'édition. Tel. 907-701-68.

Femme 34 ans, DECS + Cert. sup. juridique, exp. prof. ch. poste COMPTABLE stable, région Versailles. Ecr. Quentin-en-V. Libre. 1 mole. 902-31-80.

Remise en cause d'un contrat de solidarité en Seine-et-Marne

De notre correspondant

M. **Camille Eymard-Duvernay** : « Ce réajustement des horaires du personnel dans le cadre d'une opération générale destinée à privilégier les investissements sur le long terme. Pour réduire les dépenses, on demande un effort à tout le monde. » Les députés n'ont pas compris ce qu'en période

■ ■ ■ ■ ■ représentants de la minorité de gauche au conseil municipal se sont prononcés contre la décision du maire. Une « illégale », ■ ■ ■ ■ ■ le responsable local du parti communiste, M. Ruiz, qui déclare avoir ■ ■ ■ ■ ■ les préfectoraux et le ministère de l'emploi.

Les Monteralais, eux, ne se plaignent pas. Les services de la mairie ■ ■ ■ ■ ■ ouverts une heure de plus chaque jour (jusqu'à ■ ■ ■ ■ ■ heures, ■ ■ ■ ■ ■ lundi au jeudi), et on leur dit que le personnel communal va être utilisé dans des tâches de nettoyage. Premier objetif de la nouvelle politique : le quart H.L.M. de Surveillance, dont une partie de l'entretien sera ■ ■ ■ ■ ■ confiée à des entreprises privées. Quand on leur annonce des économies sur les frais de fonctionnement, les électeurs ■ ■ ■ ■ ■ même ■ ■ ■ ■ ■ ne ■ ■ ■ ■ ■ par une ■ ■ ■ ■ ■ en cause des ■ ■ ■ ■ ■ acquis ■ ■ ■ ■ ■ d'autres.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

Au cours d'une conférence de presse dans l'après-midi, deux délé-

Le C.G.T. avait accusé ces immigrés de ne pas être déjà enrôlés dans le parti dans une interview à Libération, d'« être manipulés » et de « diviser » les travailleurs. Selon M. Yves Bongiorno, secrétaire adjoint du syndicat C.G.T. de l'entre-prise, plusieurs centaines de travailleurs immigrés accepteraient de rentrer au pays dans de bonnes conditions, « mais une partie d'entre eux ne sont ni professionnels ni syndiqués », ce qui explique que les premiers précédemment lors de la conférence de presse, leur représentativité est réelle, mais on fait toujours l'erreur de leur attribuer au C.G.T. qu'il existe deux cent quarante délégués de chaîne C.G.T. dans l'usine de Poissy, dont une trentaine d'élus titulaires ou suppléants.

Tout cela nécessite du temps et, dans cette affaire, c'est ce qui manque le plus. La C.G.T., qui depuis la déclaration de ses quatre délégués parlant au nom des immigrés semble avoir intérêt l'aide en votant dans

avoir intégré l'avis du retour can.

Cette perspective peu encourageante, allée à la suppression de la prime à la bilan, à la réforme vraisemblable des statuts et aux craintes que suscite la « banalisation » des syndicats, a conduit le ministre de la Santé à déclarer que le conflit latent entre une direction « poigne » et des syndicats cramponnés à une situation privilégiée au regard d'une concurrence accrue qui obligera tôt ou tard à une remise en cause.

SERGE MARTI

appartements ventes

14^e arrdt

SAINT-MANDÉ PRÈS BOIS.
* ét. calme, soleil, très beau
4 p., tt cft, 95 m² bon état.
SÉCOND - 874-06-45.

LAMARCK-CALAINCOURT
td studio tt cft. 2° ét., b
mm. pierre de t. 62.000 cft

BMW OCCASIONS
518, 520i, 525i, 528i
83/84, peu roulé, garantie
Auto Paris-XV. 533-89-85.
33, rue Desnouettes, Paris-15

chissement accusé le moi
e premier depuis août
germe de nouvelles ba
ieuses. Les revenus
fournir indices

certificat
nel (C.T.
direction
non plus.
signé l.

unique profession-
nel. Selon eux, la
avait respecté.
protocole d'accord
novembre 1981, un

poigne » et des synds
imposés à une situation
régulée au regard d'un
expérience accrue qui oblige
tard à une remise en

•

...ents à l'usine Talbot de Poissy

Le monde à l'envers

NOUVELLE DÉCÉLÉRATION DES DÉPENSES DE SANTÉ EN NOVEMBRE

La décélération des dépenses de santé, qui s'était arrêtée en octobre, a repris en novembre 1983, selon les chiffres provisoires de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (C.N.A.M.T.S.), les dépenses s'assurant-maladie avaient augmenté de 11,4 % en moyenne annuelle, contre 12,6 % en octobre, 12 % en septembre et 18 % fin novembre 1982. Cette évolution est due surtout aux dépenses hospitalières, dont l'augmentation a été de 9,9 % en octobre et de 10,7 % en septembre (et 20 % en novembre 1982). La décélération est aussi sensible pour les prescriptions médicales (+ 11,6 % contre + 12,1 % fin octobre). L'accroissement des honoraires aux praticiens, qui avait paru s'accroître fin octobre, est resté pratiquement stable (+ 16,5 % contre + 16,6 % fin octobre), de même que les indemnités journalières sont en légère décroissance (+ 6,9 % contre 7,2 %).

AFFAIRES

La très forte hausse du coton brut inquiète les professionnels

La très forte hausse des cours du coton brut en 1983 - pour la deuxième année consécutive - et la difficulté pour les industriels de la répercuter dans le coût des produits finis, inquiètent les responsables de l'industrie cotonnière française. Cette hausse est due certes à la hausse du cours du dollar (+ 47 % en deux ans). Mais elle est aussi la conséquence en premier lieu de l'interruption depuis avril dernier des ventes de coton brut par l'Union soviétique (l'un des principaux producteurs du monde), où la dernière récolte a été catastrophique, en second lieu de la réduction, encouragée par le gouvernement américain, des surfaces cultivées en coton. La répercussion de ces relèvements de cours pose à la profession, note le Syndicat national de l'industrie cotonnière, de graves problèmes aux industriels transformateurs - d'abord, qui n'ont pas tenu compte de l'ampleur et de la durée des mouvements des cours de la matière première. Plus généralement, la répercussion de ces hausses a entraîné des frais très lourds pour financer les stocks (dont la valeur a été relevée de moitié) et aussi les charges de couverture à terme, en devises. Selon l'organisation patronale, les cotonniers français se trouvent en position de concurrence - très défavorable - par rapport à leurs collègues étrangers, qui bénéficient de taux bancaires moins onéreux et de meilleures possibilités d'achats de devises, à terme. En 1983, l'activité industrielle s'est stabilisée dans le filature et a régressé de 4 % environ dans le tissage. Les ordres en carnet (+ 2,3 % pour le tissage, + 4 % pour la filature à la fin d'octobre) devraient permettre au cours du premier semestre prochain de maintenir l'activité industrielle au niveau atteint pendant la même période de 1982. Les programmes d'investissements augmentent (525 millions contre 399 millions de francs en 1982). Enfin, le déficit de la balance commerciale de la profession (- 1,3 million de francs pour les dix premiers mois de cette année) s'est un peu allégé en raison de la diminution des importations (- 2,3 % en volume) et de l'amélioration des exportations (+ 2,9 % en volume). Dans les industries transformatrices (habillement), en revanche, les importations se sont accrues et le déficit de la balance commerciale s'est aggravé. Accord Matra-Datapoint. - Matra et la firme américaine de mini-informatique Datapoint viennent de conclure un accord industriel prévoyant la fabrication, en France, d'équipements informatiques par Matra. Cette association, qui reste soumise à l'approbation des pouvoirs publics français et à une ratification des conseils d'administration des deux sociétés, prévoit la fabrication dès 1984 de postes de travail multifonctions (saisies de données informatisées) dans l'usine de Colmar (Alsace) de Matra.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS				
	+ les + huit	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -				
SE-IL	8,4325	8,4375	+ 125	+ 155	+ 265	+ 310	+ 798	+ 910
Sma	6,7687	6,7755	+ 122	+ 163	+ 245	+ 298	+ 727	+ 841
Yen (100)	3,6180	3,6104	+ 106	+ 177	+ 206	+ 346	+ 300	+ 1857
DM	3,8564	3,8615	+ 149	+ 166	+ 382	+ 325	+ 873	+ 931
Mark	2,7175	2,7289	+ 138	+ 152	+ 272	+ 292	+ 795	+ 845
F. (100)	14,9938	15,0007	+ 182	+ 226	+ 364	+ 438	+ 761	+ 1188
F.S.	3,5299	3,5475	+ 245	+ 269	+ 583	+ 533	+ 1495	+ 1575
L. (1 000)	5,6238	5,6296	+ 231	+ 184	+ 443	+ 386	+ 1357	+ 1254
F. franc	12,0458	12,0656	+ 297	+ 357	+ 565	+ 643	+ 1537	+ 1753

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/8	9 1/2	10	10 1/8	10 1/4	10 3/8	10 1/2	10 5/8	10 3/4
SE-IL	5 1/4	5 3/4	6	6 1/8	6 1/4	6 3/8	6 1/2	6 5/8	6 3/4
DM	5 1/2	5 3/4	6	6 1/8	6 1/4	6 3/8	6 1/2	6 5/8	6 3/4
Mark	5 1/2	5 3/4	6	6 1/8	6 1/4	6 3/8	6 1/2	6 5/8	6 3/4
F. (100)	1	1 1/2	1 1/4	1 1/8	1 1/4	1 1/2	1 1/4	1 1/2	1 1/4
L. (1 000)	8 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 3/8	9 1/2	9 5/8	9 1/4
F. franc									

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SELON LE F.N.B.

L'activité du bâtiment a baissé de 8,1 % de janvier à octobre

Au cours des dix premiers mois de l'année, l'activité dans le bâtiment (nombre d'heures travaillées) a baissé de 8,1 % par rapport aux dix premiers mois de 1982, selon la dernière note de conjoncture de la Fédération nationale du bâtiment (F.N.B.). Le niveau de l'emploi, pour la même période, a décliné de 6,2 %.

Quant aux entreprises ayant disparu (règlements judiciaires, liquidations de biens et faillites dans le B.T.P.), leur nombre a augmenté de 7,6 % (3 857 de janvier à octobre 1983 contre 3 585 en 1982).

Comment une fabrique danoise de téléviseurs réussit au Japon

Copenhague. - La firme danoise B. & O. (Bang et Olufsen) s'est installée l'an dernier dans des locaux que le système de contrôle des douanes françaises à Poitiers avait causés à ses magnétoscopes le Monde du 23 août 1983. Est-ce pour relever le défi ou pour trouver des compensations à ses difficultés ? Cette même firme décidait alors d'affronter le Japon sur son propre terrain et ouvrir une succursale à Tokyo - essentiellement pour assurer ses ventes, ainsi que des opérations d'entretien et de réparation de tous ses appareils (toutes les magnétoscopes, les chaînes hi-fi, les téléviseurs, les haut-parleurs).

La Danois, par ailleurs, envisageait de concurrencer les Japonais sur un autre secteur qui était jusqu'à présent leur spécialité : la pêche. Les 117 millions de Japonais sont d'importants consommateurs des produits de la mer ; leurs propres pêcheurs n'arrivent plus aujourd'hui à les approvisionner complètement. C'est pourquoi, au Danemark, les exportateurs étudient la possibilité de leur vendre des conserves de hareng et aussi - c'est là un autre oratoire à conquérir - des plats de poisson tout cuisinés en surgelés, dont le mode se répand actuellement au Japon.

● Hausse de la production industrielle. - La production industrielle a augmenté au Japon de 2,1 % en novembre par rapport à octobre. Cette progression, qui

confirme les signes de reprise économique, concerne tous les grands secteurs industriels, à l'exception du pétrole, du charbon et du ciment. (A.F.P.)

CONJONCTURE

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF Au 15-12-1983

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	380 839
Or	280 738
Disponibilités à vue à l'étranger	28 887
ECU	79 103
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 099
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	11 909
Concours au Trésor public	11 909
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	204 476
Effets escomptés	86 344
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FECON	76 903
5) DIVERS	7 139
Total	881 272

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION	185 628
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 473
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	14 879
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	66 202
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution des réserves	78 478
5) ECU A LIVRER AU FECON	308 114
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	13 136
Total	881 272

THE FINANCIAL SOURCE

Manufacturers Hanover
Donne Une Nouvelle
Dimension à S.W.I.F.T.



Comment Vous Pouvez Disposer, Via S.W.I.F.T., Des Informations Indispensables, En Un Temps Record. Grâce au système MHT de relevé de transactions en temps réel S.W.I.F.T., vous disposez, dès 7 heures du matin, de toutes vos données de trésorerie jusqu'à 15 lignes de transactions détaillées, plus 45 jours d'historique. Résultat: vous pouvez commencer la vérification et l'exploitation de vos comptes plus tôt, avec plus de données. C'est encore une preuve d'innovation des services d'information de MHT.

Manufacturers Hanover sait combien une information détaillée sur les transactions est vitale. C'est pourquoi nous avons créé le système S.W.I.F.T. de relevé de transactions en temps réel: combinant les facilités bien connues qu'offre S.W.I.F.T. et le système bancaire électronique TRANSEND®, ce nouveau service vous informe de toutes les transactions sur votre compte avant même leur comptabilisation. Sur vos terminaux S.W.I.F.T. actuels, et avec le maximum de précision: jusqu'à 15 lignes de descriptif par transaction.

Plus de données plus vite. Le relevé de transactions en temps réel S.W.I.F.T. vous fait gagner un temps précieux: il vous fournit le détail des transferts de fonds, des remboursements de lettres de crédit, des dépôts et remises, et même un historique des transactions sur 1 mois 1/2. Aucune autre banque de New York ne vous en offre autant. De plus, grâce à notre message S.W.I.F.T. 950, vos transactions enregistrées vous parviennent encore plus vite: chaque matin vous avez l'état de toutes les transactions

opérées la veille sur vos comptes MHT New York.

Parmi les tout premiers. Ce développement des applications de S.W.I.F.T., vous pouvez vous y attendre de la part de Manufacturers Hanover. Après tout, nous sommes au premier rang du transfert de fonds automatisé, avec liaison directe de S.W.I.F.T. aux systèmes CHIPS et Fed Wire - pour des transferts rapides et sans autre manipulation de données. Et, tous les jours, ce sont plus de 7000 messages que MHT transmet par S.W.I.F.T. Nous connaissons aussi vos besoins de souplesse: c'est pourquoi nous pourrions enregistrer vos ordres de paiement S.W.I.F.T. jusqu'à 15H30, heure de New York. Technologie de pointe et leadership opérationnel. Cet enrichissement que nous apportons au potentiel de S.W.I.F.T. illustre notre objectif: être votre partenaire quotidien, aujourd'hui et demain. Dans le monde entier. Pour savoir ce que nous pouvons vous apporter, contactez John Stafford, 20 Rue de la Ville, L'Éveque, 75008 Paris, France. Tel: (1) 286 90 36.

MANUFACTURERS HANOVER

S.W.I.F.T. est la raison sociale de Society For Worldwide Interbank Financial Telecommunications. TRANSEND® est une marque déposée de Manufacturers Hanover Trust.

Membre FDIC

RÉGIONS

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE VA ÊTRE DISSOUS

Villeneuve-d'Ascq veut devenir une commune comme les autres

Villeneuve-d'Ascq. — Beaucoup d'effervescence à quelques kilomètres à l'est de Lille : une ville va disparaître ! Qu'on se rassure, aucun cataclysme n'est prévu. Plus simplement, la ville nouvelle, baptisée peu joignant par l'administration Lille-Est, est désormais achevée. L'Etat s'apprête à abandonner ses prérogatives d'aménageur pour rendre leurs droits entiers aux élus de Villeneuve-d'Ascq, née en 1970 de la fusion de trois bourgs et qui forme aujourd'hui l'ex-ville nouvelle.

Pour la première fois, une ville nouvelle française est née à son terme. Et l'événement n'est pas mince : il suppose le départ des représentants de l'Etat regroupés au sein de l'établissement public d'aménagement, l'achèvement de travaux en cours, la liquidation des comptes, l'affectation des terrains pas encore utilisés. Les habitants de toutes les villes nouvelles, plusieurs centaines de milliers de personnes, et les fonctionnaires qui suivent leur construction, plusieurs centaines de salariés, étaient très curieux de connaître les solutions qui seraient inventées pour Villeneuve-d'Ascq.

Vastes opérations d'urbanisme destinées à déconcentrer les agglomérations et à mieux maîtriser le développement anarchique des banlieues, les villes nouvelles ont été conçues au début des années 60 dans le secret des bureaux de l'administration, sous la houlette de M. Paul Delouvrier, alors délégué général au district de la région de Paris. Neuf projets ont vu le jour au début des années 70 parmi lesquels Lille-Est, aujourd'hui Villeneuve-d'Ascq.

Un pôle résistant face à Lille

A cette époque-là, trois communes formaient ce qui allait devenir la ville nouvelle : Ascq, Fiers et Annappes. Elles comptaient vingt-cinq mille habitants environ. Peu satisfait des projets de syndicats communaux destinés par l'administration pour gérer les villes nouvelles, le directeur de l'établissement public d'aménagement de Lille-Est (EPALE), M. Jean-Claude Rallie, convaincu le préfet de région, M. Dumont, de tout recroquer en œuvre pour obtenir la fusion des trois communes concernées par la ville nouvelle. « Comp de bluff » auprès des élus locaux en leur faisant miroiter des pouvoirs accrus, estimant certains, ou tout de force et

De notre envoyé spécial de diplomatie, Ascq, Fiers et Annappes fusionnent le 25 février 1970.

C'est peut-être là la grande originalité de Villeneuve-d'Ascq : l'agglomération nouvelle se bâtit sur le sol d'une même commune — et sa grande force : la fusion a évité l'atomisation de la ville nouvelle, ce qui n'est pas le cas partout, et elle a permis de créer un pôle fort et résistant face à Lille qui, sinon, l'aurait certainement avalée.

Seconde originalité qui marque fortement la ville : elle abrite l'essentiel des universités du Nord-Pas-de-Calais, à l'exception de la médecine et d'une partie de la faculté de droit. 30 000 étudiants sont ainsi inscrits à Villeneuve-d'Ascq, trois mille d'entre eux habitent ici sur les 62 000 habitants que compte la ville aujourd'hui.

C'est la création de la ville nouvelle qui a permis de « sauver » cette université où les étudiants refusaient de venir travailler. Rien n'était plus triste que ce campus planté au milieu des champs. On a même été jusqu'à baptiser cette faculté d'« université du suicide » après les suicides effrétés de quelques étudiants. Lille se souvient encore des mouvements de grève contre les transferts et s'alarme aujourd'hui de la grève des étudiants de l'unité transports contre le transfert à... Lille.

Pourtant, tout n'est pas parfait. Et M. Arthur Notebart, président socialiste de la communauté urbaine de Lille et membre du conseil d'administration de l'EPALE, « Tuteur » comme tout le monde l'appelle ici, ancien ouvrier devenu à la force du poignet figure marquante du Nord — à tel point que M. Pierre Mauroy et lui se détestent cordialement, au sens propre, — « Tuteur » doc est très franc sur l'histoire de Villeneuve-d'Ascq : « La ville a été inventée sur les ordres de Pisani après qu'il eut survolté la région et décidé qu'il fallait la construire là et pas ailleurs. Un curieux procédé. Puis il y a eu l'affaire Rallie et la fusion discutée. Il y a eu aussi les aménageurs qui ont fait de drôles de choses. Par exemple, le centre actuel de Villeneuve-d'Ascq est tout ce qu'on voudrait sauf un centre, à tel point qu'il faudra ouvrir des mairies annexes pour corriger cela. »

Le président Notebart se montre pourtant très satisfait maintenant de

la création de la ville nouvelle : « Elle continuera car elle est devenue un pôle d'attraction de notre région. Elle a permis la réalisation de nombreux espaces verts, d'installations sportives, de lieux associatifs. C'est grâce à elle qu'on a pu créer le métro de Lille, le « p'tit zinzin » dont nous profitons aujourd'hui, la réalisation plus rapide de l'autoroute A1 Lille, Gand et Amers. Aurait-on pu créer un musée d'art moderne et recevoir la magnifique donation Manurel sans elle ? Aurait-on obtenu la création de l'institut de recherche sur les transports ? Certainement pas. »

On pourrait ajouter encore à ce palmarès les surfaces commerciales ouvertes à Villeneuve-d'Ascq, les activités nouvelles installées et celles que la communauté urbaine a pu conserver. La ville compte 11 200 logements et 12 500 emplois. A terme, d'ici à 1986, 70 000 personnes y vivront.

Car Villeneuve-d'Ascq a décidé de mettre un terme à sa croissance. Pas tellement pour des raisons de gigantisme ou de cadre de vie. Plus simplement pour des raisons d'ordre financier. La gestion d'une telle cité coûte cher, très cher. Les équipements sont nombreux, souvent, et à raison, luxueux, et il faut bien assumer les charges. « D'autre part », explique M. Gérard Caudron, maire socialiste de Villeneuve-d'Ascq, « choquant habitant nouveau coûte trois fois plus cher à la commune que ce qu'il rapporte en taxe d'habitation. »

Alors, en mai 1982, le conseil d'administration de l'EPALE décidait que la ville nouvelle arrivait à son terme et que l'établissement public disparaîtrait le 31 décembre 1983. La date est arrivée et la décision est prise.

Un héritage de 900 hectares

Un décret paraîtra le 29 décembre prochain au Journal officiel, qui met fin à l'EPALE. Un liquidateur des comptes sera nommé auprès du président de la communauté urbaine pour deux ans. Un compte définitif de clôture sera soumis aux ministères de tutelle des villes nouvelles — urbanisme et logement, finances et intérieur — le 31 décembre 1985 au plus tard.

La communauté urbaine de Lille héritera des 900 hectares non encore urbanisés de la ville nouvelle. Pendant un an, la commune de Villeneuve-d'Ascq sera prioritaire pour l'achat de ces terrains — à prix coûtant. Dès 1985, la communauté urbaine pourra les céder sans formalité à tout acheteur éventuel — au prix du marché.

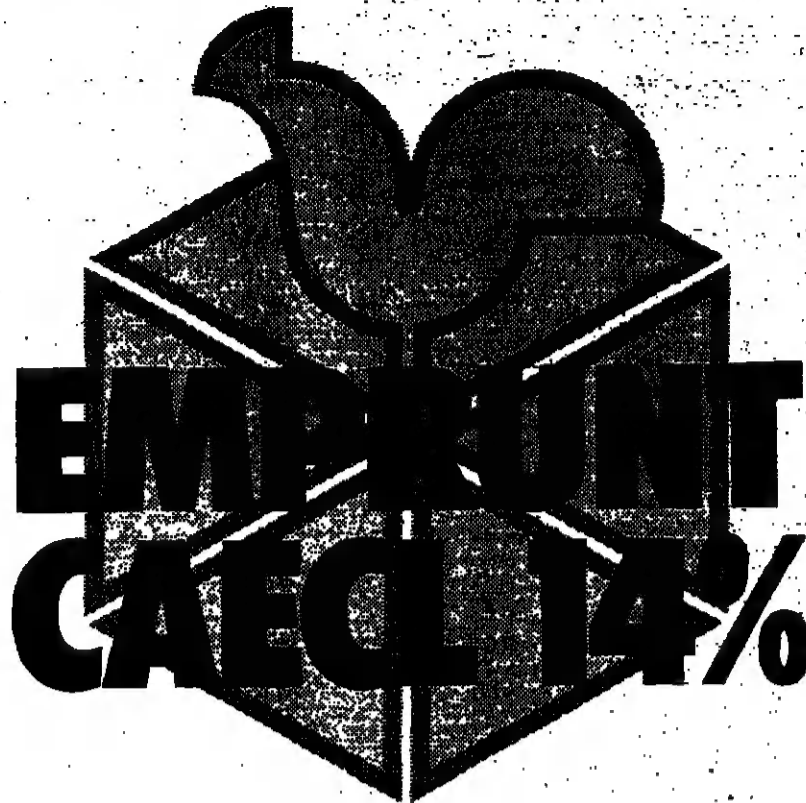
La communauté, qui fait ici une très bonne affaire, doit cependant reprendre à son compte la totalité du bilan de l'EPALE : son actif est de 190 millions de francs et son passif de 140 millions de francs. Elle devra rembourser à l'Etat ses nouvelles dettes sur quinze ans, avec un taux d'intérêt annuel de 7,5 %.

Le personnel de l'EPALE a été en quasi-totalité recasé. « Reste neuf personnes sur le carreau, ce que j'engage à embaucher si elles le souhaitent », indique M. Notebart. L'équipe d'une centaine de personnes de l'établissement, composée d'architectes, d'urbanistes, de géomaticiens, etc., est pourtant très déçue qu'on l'ait dissoute au lieu de se servir ailleurs de ses compétences. L'Etat, par l'intermédiaire du groupe central des villes nouvelles, n'avait pas jusqu'alors beaucoup réfléchi au problème. L'EPALE a essuyé les pilules, et il semble qu'on posera un peu plus la réflexion sur la dissolution des établissements publics des autres villes nouvelles.

Villeneuve-d'Ascq, devenue la quatrième commune en importance de la communauté urbaine de Lille, se retrouve désormais seule face à ses affaires. Avec des équipements fantastiques pour une commune de sa taille et quelques inquiétudes pour ses finances. « Le budget de 1984 sera très difficile, commente M. Caudron, mais je le bouclerai. J'ai demandé à l'Etat, qui en a accepté le principe, une convention de finition des travaux et de leur financement. » Les contribuables ne devraient pas trop se ressentir de cette autonomie toute neuve. Et Villeneuve-d'Ascq entend bien maintenant devenir une ville tout court.

OLIVIER SCHMITT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Montant 2 milliards de francs représentés par 400.000 obligations de 5 000 francs nominal.
Taux actuariel brut au règlement : 14,03 %
Prix d'émission : 4 892,00 francs.
Date de jouissance et de règlement : 10 janvier 1984.
Durée : 10 ans.
Amortissement en fine avec fonds de rechat.
Une fiche d'information (visa CDB n° 83-232 du 04.08.83) est disponible sans frais à la CAECL - 56, rue de Lille - 75356 Paris.

CAECL
DE L'ARGENT BIEN UTILISÉ, DE L'ARGENT BIEN PLACÉ.

ELECTRO BANQUE

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 21 décembre 1983, a approuvé l'apport de titre effectué par la Compagnie Immobilière Méditerranéenne et portant sur 135.000 actions de la Compagnie Electro-Financière.

Le capital social d'Electro Banque a ainsi été augmenté de 12.326.100 F par la création de 246.522 actions nouvelles de 50 F nominal qui ont été attribuées à la Compagnie Immobilière Méditerranéenne en rémunération de son apport.

Cette opération, qui s'ajoute à l'augmentation de capital en numéraire réalisée en mars-avril 1983, vise à renforcer les fonds propres de la banque pour lui permettre de poursuivre le développement de ses activités bancaires au service du groupe C.G.E.

Dans son allocution, le président, Monsieur Jean-Pierre Brunet, a donné des indications sur l'évolution de l'activité de la banque au cours de l'exercice qui se termine. Le volume des crédits distribués devrait progresser d'environ 13 % cette année ; principalement en raison du développement des crédits en francs et en devises pour le financement des investissements et des ventes du groupe à l'étranger. De leur côté, les activités financières de la banque ont connu une nouvelle expansion.

En ce qui concerne les résultats, le président a indiqué que, en dépit de la nécessité de constituer des provisions et de prendre en charge les frais liés aux diverses opérations financières de l'exercice, ils seraient en progrès sur ceux de l'an dernier.

CERABATI

L'assemblée générale extraordinaire a approuvé l'apport à la société « Céramique de Bischwiller » des divers actifs de la branche sanitaire s'élevant à 91.139.756,55 F et la prise en charge par la société bénéficiaire d'un passif de la même branche s'élevant à 24.349.244,53 F.

En rémunération de ses apports nets, Cerabati recevra 500.000 actions de 100 F chacune entièrement libérées de la société « Céramique de Bischwiller » à créer à titre d'augmentation de capital avec une prime d'apport de 16.790.512,02 F.

Cet apport deviendra définitif qu'après son approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société « Céramique de Bischwiller » bénéficiaire des apports.

Lisez
LE MONDE
diplomatique



SÉLECTION MOBILIÈRE DIVERSIFIÉE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 21 décembre 1983 sous la présidence de M. Philippe Denis, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1983.

Les revenus à distribuer pour l'exercice s'élèvent à F 10 447 872,00, ce qui permet la distribution d'un dividende de F 12,00 par action assorti d'un crédit d'impôt de F 1,38, soit un revenu global de F 13,38 au lieu de F 11,23 (10,25 + 0,98 de crédit d'impôt) pour l'exercice précédent.

L'assemblée générale a fixé au 30 décembre la mise en paiement du dividende qui sera matérialisée par le coupon n° 29.

Il est rappelé que les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société en franchise totale des frais de souscription jusqu'au 30 mars 1984.

CREUSOT LOIRE

Assemblées générales ordinaire et extraordinaire et Conseil d'administration de Creusot-Loire

L'Assemblée générale ordinaire, dont la convocation avait été retardée jusqu'à la conclusion des accords concernant le plan de redressement de Creusot-Loire, s'est tenue le 21 décembre, sous la présidence de M. Didier Finaud-Valenciennes.

Les actionnaires ont pris connaissance des dispositions industrielles, financières et sociales du plan de redressement.

L'Assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1982, qui font apparaître une perte de 463 millions de francs et un actif net négatif, après affectation de cette perte, de 62 millions de francs.

Elle a renouvelé les mandats d'administration de M. Pierre Collet et de M. Didier Finaud-Valenciennes et ratifié

GRAND METROPOLITAN PLC

COMMUNIQUÉ PRÉLIMINAIRE DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 1983

Le bénéfice avant impôt du groupe Grand Métropolitain pour l'exercice clos le 30 septembre 1983 s'est élevé à 295,2 millions de livres contre 220,2 millions pour l'exercice précédent. Le taux effectif de l'impôt s'est élevé à environ 30,4 % et le bénéfice par action, calculé sur la base du bénéfice attribuable aux actions ordinaires s'élève à environ 33,4 p contre 27,3 p l'an dernier.

La progression du bénéfice d'exploitation du groupe par rapport à l'exercice précédent est due en particulier aux secteurs Ets-Unis et International. Le groupe est maintenant solidement implanté sur les marchés internationaux et ses activités à l'étranger représentent 44 % du bénéfice d'exploitation de l'exercice.

Le conseil d'administration a décidé de proposer un dividende final de 5,75 p par action. Si celui-ci est approuvé, le dividende total de l'exercice s'élèvera à 9,625 p par action, soit une augmentation de 14,9 %.

Si l'est approuvé par l'assemblée des actionnaires, le dividende final ordinaire sera mis en paiement le 9 avril 1984 aux actionnaires inscrits sur les registres au 2 mars 1984. Après déduction du dividende, le montant du bénéfice porté aux réserves est estimé à environ 149,8 millions de livres.

Le conseil d'administration a l'intention de proposer, pour l'approbation des actionnaires en assemblée générale extraordinaire, qui suivra immédiatement l'assemblée générale annuelle, une augmentation de capital par attribution gratuite d'une action pour cinq actions détenues. Ces actions nouvellement émises ne donneront pas droit au dividende final indiqué ci-dessus.

Le palmarès de la richesse

Pour la première fois l'INSEE vient de publier des statistiques sur la répartition régionale du produit intérieur brut (PIB) et du revenu des ménages. Il apparaît que cette répartition est très inégale puisque l'Ile-de-France contribue pour plus de 25 % au PIB national suivie par Rhône-Alpes (9 %) tandis que le Limousin avec 1 % est en fin de liste.

Quand on prend en compte le critère du produit régional par habitant, l'Ile-de-France reste en tête à un niveau qui atteint presque le double de celui des régions les moins riches, Limousin et Languedoc-Roussillon.

Si l'Ile-de-France est, de très loin, le principal pôle industriel français, sa vocation est d'abord tertiaire (bureaux, recherche, laboratoires) puisque ce secteur contribue pour plus de 60 % au PIB régional ; elle est compara-

ble en cela à la Provence-Côte d'Azur-Corse (on regroupe Corse et Provence pour des raisons de fiabilité statistique). Les régions agricoles peuvent aussi être industrielles, comme la Champagne-Ardenne ou les Pyrénées, comme le Languedoc-Roussillon. Les régions où le secteur secondaire est le plus développé sont soit les vieilles régions industrielles du Nord-Est, soit des régions de décentralisation des établissements parisiens (la Haute-Normandie, le Centre, la Picardie), soit des régions ayant un appareil productif dominé par une activité essentielle (la Franche-Comté avec le caoutchouc).

En prenant le critère des revenus par habitant, l'Ile-de-France est à 71.095 F et le Nord-Pas de Calais à 47.978 F.

REVENU ANNUEL PAR HABITANT (*)

RÉGIONS	1978	1981
ILE-DE-FRANCE	47 866	71 095
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR		
CORSE	35 561	54 543
ALSACE	36 011	54 218
RHÔNE-ALPES	38 248	52 697
CHAMPAGNE-ARDENNE	35 659	52 305
CENTRE	34 931	51 219
HAUTE-NORMANDIE	34 734	51 015
LORRAINE	33 995	50 729
BOURGOGNE	34 382	50 366
AQUITAINE	33 662	50 348
LIMOUSIN	33 381	50 319
AUVERGNE	33 498	49 764
BASSE-NORMANDIE	33 085	49 379
MIDI-PYRÉNÉES	32 556	49 332
FRANCHE-COMTÉ	33 573	49 326
BRETAGNE	32 411	49 213
PICARDIE	33 338	48 789
LANGUEDOC-ROUSSILLON	32 688	48 666
PAYS DE LA LOIRE	32 737	48 627
POITOU-CHARENTES	32 150	48 147
NORD-PAS DE CALAIS	32 144	47 978

(*) Exprimé en francs courants.

1984 10 15 20

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

27 décembre

Léger repli

« Une journée sans grand changement. » Tel est le constat que dressent les professionnels à l'issue de cette séance de mardi, rappelant la clôture des marchés londoniens au lendemain de trois jours de fermeture consécutifs.

Dans l'ensemble, les écarts sont restés limités dans les deux sens. L'indice perdant 0,1 % seulement à l'approche du son de cloche final. Parmi les écarts en baisse les plus significatifs figurent Mumm, Maisons Phénix, C.F.D.E., Ciments Français et Crédit National avec des baisses de 4,5 % à 6,5 %.

Suivant leur exemple, Béghin-Say, Géophysique et Althom-Atlantique (au plus bas de l'année) perdent 3 %.

En hausse, par contre, les valeurs pétrolières. Esso a été initialement « réservée » en raison de l'abondance des ordres d'achat. Le titre a finalement gagné 8,1 %, suivi, à quelque distance, par B.H.V. (+ 7 %), Roussel-Uclaf (+ 5 %), Midland B.K. et Penarroya (+ 3,5 % environ).

Privé des indications du marché londonien, le lingot est inchangé, à 102 600 F, de même que le napoléon, à 653 F. De son côté, le dollar-titre est en léger retrait, à 10,58/61. F. contre 10,62/66 F. le vendredi précédent, alors que la monnaie américaine se négocie à 8,44 F en séance officielle.

La Chambre syndicale des agents de change a fait savoir qu'elle avait décidé de suspendre la cotation des actions de la société Epargne de France (négociées à la cote officielle de la Bourse de Paris), jusqu'à nouvel avis, en raison « d'un projet d'opération financière » concernant cette société.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général des Bourses de 1949

100 déc. 23 déc.

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 28 décembre 1982

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1981

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1982

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1983

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1984

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1985

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1986

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1987

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1988

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1989

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1990

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1991

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1992

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1993

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1994

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

Indice 100 : 31 décembre 1995

1296,1 1291,1

Valeurs françaises à revenu variable

1296,1 1291,1

Valeurs étrangères

1000 1000

BOURSE DE PARIS Comptant 27 DECEMBRE

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE	Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0	1000	1000	1000	1000	0

% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3 67	160	Pedakoon	182	191 50	191 50	+ 5 21	168	Argo Amer. C.	173 50	174 50	174 50	+ 0 57	81	Indo-Yanko	52	51 80	52 40	+ 0 48
0 16	445	Paribot	480	452	452	- 1 72	1123	Anglo	1108	1161	1161	+ 2 43	470	ITT	468	482 50	482	- 1 43
			383	394		+ 1 78		8	913			+ 1 82						

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. TRAVAILLER : « Contre la ségrégation de l'âge », par H. Imbert-Vier ; « Les deux France », par J.-C. Bourdieu ; « Pas de thermidor », par G. Israël ; « Pour des missions de l'information sociale et professionnelle », par J.-M. Bockel ; LU : Du Sahara aux Cévennes ou la Reconquête du songe, de Pierre Rabhi.

ÉTRANGER

1. PROCHE-ORIENT : Les suites de l'entrevue Anafet-Moubarak.
4. EUROPE : L'ITALIE : le pape rencontre Ali Agca lors de sa visite aux prisonniers.
5. AFRIQUE
- 5-6. ASIE

SOCIÉTÉ

7. PROCÈS PARIBAS : Léonce Boissonnat ou la question obsédante.
- LIBRE OPINION : Pour Luc Tangara, par Pierre Vidal-Naquet.
8. RELIGION
- SPORTS.

SCIENCES ET TECHNIQUES

9. L'or : mythe, symbole, nature et matière.
10. Derrière l'annuaire électronique, un système informatique d'une grande complexité.

CULTURE

11. THÉÂTRE : Titus Andronicus à Paris ; la Vieille joyeuse à Genève.
- VARIÉTÉS : les Colombini.
- DANSE : Alvin Nickolas.
- MUSIQUE : la rentrée de Zedim.

ÉCONOMIE

16. SOCIAL
17. AFFAIRES.

RÉGIONS

18. Villeneuve-d'Ascq veut devenir une commune comme les autres.

- RADIO-TELEVISION (13)
- INFORMATIONS
- SERVICES (14) : Mode ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés. Annonces classées (15-16) ; Carnet (8) ; Programmes des spectacles (12-13) ; Marchés financiers (19).

LES OBSEQUES DE JOAN MIRO AURONT LIEU JEUDI A BARCELONE

Le corps de Joan Miró, qui repose actuellement dans une chapelle ardente du cimetière de Palma-de-Majorque, sera embaumé puis transporté par avion à Barcelone, la ville natale du peintre, où il sera enterré. Peu de temps avant sa mort, le 25 décembre, Miró avait exprimé de vœu d'être enterré en terre catalane. Il reposera aux côtés de ses parents dans le cimetière de Montjuïc.

Les obsèques auront lieu le 29 décembre. M. Javier Solana, ministre espagnol de la culture, représentera le gouvernement de son pays à la cérémonie, ainsi qu'à l'office religieux de ce mardi soir dans l'église Saint-Nicolas de Palma, en langue majorquaise. Un second office sera célébré jeudi à Barcelone, après l'enterrement.

NOUVEL AN

Offrez un beau vêtement **LEGRAND** PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur **COSTUMES ET PARDESSUS MESURE**

A partir de 1 550 F

3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

sur mesure

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-71

Du lundi au samedi,

de 10 heures à 19 heures

A B C D E F G

LE DOCUMENT SUR L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS » SERA-T-IL RENDU PUBLIC ?

Le premier ministre s'entretient avec le président de la Cour des comptes

M. Pierre Mauroy devait s'entretenir, mardi 27 décembre en début d'après-midi, avec M. André Chadenet, premier président de la Cour des comptes, après avoir pris connaissance du rapport « confidentiel » établi par la Cour, en janvier 1981, sur certaines dépenses de recherches effectuées, entre 1976 et 1979, par Elf-Erap.

La Cour elle-même a finalement reconnu l'histoire du rapport. Aux termes de l'interprétation qui devrait être retenue, la juridiction de la rue Cam-

bon n'aurait plus à revenir sur ce rapport, qu'elle remettrait elle-même au premier ministre après sa thématique. Ce serait alors au gouvernement de décider une éventuelle publication.

Un magistrat, occupant à la Cour des comptes des fonctions importantes, nous a déclaré mardi qu'une publication intégrale de ce rapport, « confidentiel » lors de son élaboration, pourrait « gêner » la juridiction de la rue Cambon pour des enquêtes ultérieures.

Les missions secrètes de M^e Jean Violet

De notre correspondant régional

Nice. — Sans sa médiation, le fameux « projet X » n'aurait sans doute jamais vu le jour. RIF-Aquitaine ne serait pas sur la sellette. Un ancien haut magistrat n'aurait pas été accusé publiquement de « forfaiture ». Les révélations d'un ingénieur bruxellois n'auraient pas pris les dimensions d'une affaire d'Etat.

Au départ de la rocambolesque aventure des « avions renifleurs » apparaît, en effet, le nom de M^e Jean Violet, avocat honoré à la Cour, aujourd'hui retiré à Nice. C'est lui qui, en 1975, servit d'intermédiaire dans les négociations engagées entre le comte Alain de Villegas et les dirigeants d'Elf-Erap. C'est lui aussi qui, par la suite, fut à l'origine de la procédure arbitrale qui permit à la société pétrolière française de rompre son contrat avec l'inventeur belge et de récupérer une partie de ses fonds.

Spécialiste de droit public international, il n'était connu jusqu'ici que dans les sphères restreintes de la haute finance et de l'économie politique. Les multiples voyages qu'il a faits pendant vingt ans, d'un continent à l'autre, pour prodiguer ses conseils à d'importantes sociétés ou à des responsables d'organisations diverses, ont pris fin en 1975. Sa santé gravement altérée, M^e Violet, un petit homme au teint pâle et aux cheveux blancs ébouriffés, avait alors été contraint, à cinquante-huit ans, d'abandonner sa profession.

L'opinion, désormais, s'interroge sur la personnalité et le rôle de ce juriste discret, brusquement projeté sous les feux de l'actualité. Dans son appartement, au deuxième étage

de sciences politique, fondée dans les années 70 par un Belge, M. Florimond Damman, mais sa contribution n'a pas excédé « une bonne consultation » et un certain prosélytisme en faveur de l'appel lancé par M. Damman pour obtenir la libre circulation des hommes et des idées entre l'Est et l'Ouest.

Quant à son assistance à l'Institut londonien d'étude des conflits, créé par le journaliste du Times M. Brian Crozier, elle ne se serait concrétisée que par un abonnement aux publications diffusées par cet organisme. « C'est à partir de ces quelques faits », affirme M^e Violet, que l'on a monté cette histoire fantasmagorique de financement d'organisations internationales.

Correspondant du SDECE

Fin 1982, cependant, l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* avait révélé que l'avocat appartenait au service de contre-espionnage français et qu'il avait été à ce titre le « salarié » du général Gehlen, chef des services de renseignements de la R.F.A. En fait, M^e Violet ne fait pas mystère de son affectation, comme officier de réserve, au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE, aujourd'hui : D.G.S.E.). Il précise qu'en 1958 il avait été nommé auditeur à l'Institut des hautes études de défense nationale, ce qui lui donne droit au titre d'officier de réserve du service d'Etat-major.

A-t-il été chargé de missions par le SDECE ? Le général Paul Grosin, ancien directeur du SDECE de 1958 à 1962, répond à sa place. Il confirme que M^e Violet était l'un des correspondants de ses services et qu'il a rempli « avec succès » d'importantes missions, notamment auprès de certaines organisations internationales. C'est ce qui lui a valu de recevoir le *Légion d'honneur*, en 1969, « au titre des armées » « à titre et pour service exceptionnel ».

En sujet des informations publiées par *Der Spiegel*, le général Grosin indique que l'avocat avait été chargé d'une « opération commune interrégionale contrôlée par la direction à Paris », mais il qualifie d'« idiotie » l'information selon laquelle M^e Violet aurait reçu des subsides du général Gehlen. « Comme tous les correspondants du SDECE », déclare-t-il, M^e Violet n'a jamais reçu la moindre rétribution et je n'avais pas besoin de lui pour nouer des contacts avec le chef des services secrets allemands, que je rencontrais régulièrement.

Sur ses relations avec le Vatican, M^e Violet se borne à indiquer qu'il avait à Rome comme dans d'autres capitales, « un certain nombre d'amis personnels ». Il est vrai que l'avocat a été fait commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire sous le pontificat de Paul VI. « Je dois cette distinction », explique-t-il, « à un dominicain de mes amis, le Révérend Père Dubois, avec lequel j'ai participé à des séjours aux îles de Lérins, près de Cannes ». L'avocat affirme, en revanche, n'avoir jamais eu le moindre contact avec l'Opus dei.

GUY PORTE

« M. Bernard Beck, ancien premier président de la Cour, mis en cause pour avoir détruit les exemplaires du rapport en sa possession, a adressé mardi une deuxième lettre à M. Chadenet pour lui demander d'assurer à travers sa personne « la défense de l'honneur » de la Cour des comptes.

Vol d'armement à Roissy. — Des éléments d'un canon de 30 mm d'avion Mirage ont été volés, à la fin de la semaine dernière, dans l'entrepôt de la société civile Galaxair, dans la zone de fret de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. Ces équipements étaient destinés à l'Espagne. Dans un communiqué, le ministre de la Défense se déclare « très préoccupé par la légèreté avec laquelle certaines sociétés entreprennent des matériels à l'exportation » et il annonce qu'il en tirera toutes les conséquences.

Le numéro de « Monde » daté 27 décembre 1983 a été tiré à 470 454 exemplaires.

Sur le vif

Whisky gelé

C'est novembre quand on y pense ! L'hiver, ce dénuement, cette nudité de l'univers. Il peut, il sait tout faire : des navettes spatiales, des bébés éprouvette, des greffes d'organes, des voitures qui parlent... Pourtant, il est incapable de prévoir le temps qu'il fera. Et il en crève littéralement. Comme à l'âge des cavernes.

Cent cinquante morts aux Etats-Unis la semaine dernière. Il a fait plus froid au Texas qu'en Alaska. Le thermomètre ne pouvait pas descendre assez bas. Il n'était pas étendu pour le whisky gelé dans les bouteilles. Jusqu'à ce qu'il y ait. Pendant le week-end de Noël pour être blanc, il était blanc ! — ça a été la tempête de neige, le vent du Grand Nord, les bourrasques, les pythons arrachés, les routes bloquées, les gens caillots dans des bagnoles transformées en igloos.

An même moment, à Abidjan, les gens crament sous le soleil dans leurs cours de verre et d'acier changées en cocottes.

CLAUDE SARRAUTE.

En Nouvelle-Calédonie

Incidents entre deux clans près de Nouméa : onze blessés

De notre correspondant

Nouméa. — Des incidents entre Mélanésiens ont fait onze blessés dans la nuit du 25 au 26 décembre. A l'origine de ces heurts, la rivalité entre deux clans de la tribu de Saint-Louis, à quelques kilomètres de Nouméa. D'un côté, le grand chef Martin Wanyan, à la tête d'un clan d'environ deux cents personnes installées depuis toujours à Saint-Louis ; de l'autre, Robert Moyates, intronisé grand chef du sud au mois de juillet dernier, à la tête d'un clan représentant environ quatre cents personnes dont l'implantation à Saint-Louis est relativement récente puisqu'elle remonte à la révolte de 1878.

L'un et l'autre chefs de clan revendiquent la suprématie sur l'ensemble de la tribu, l'un arguant du caractère ancestral de sa présence à Saint-Louis, l'autre lui opposant la supériorité numérique de ses sujets. Dimanche, dans la nuit, de sérieuses querelles ont opposé des deux clans. Lundi matin, des coups de feu ont été tirés et des combats au corps à corps ont eu lieu. Les affrontements ont cessé peu avant l'intervention de la gendarmerie, dont les deux chefs continuent de demander la médiation temporaire dans la tribu de Saint-Louis.

Ces incidents entre deux clans soulignent l'existence d'une instance coutumière de poids, apte à régler les conflits entre tribus, voire entre familles rivales. Dans un pays comme la Nouvelle-Calédonie, où pratiquement chaque tribu a ses modes de désignation de l'autorité coutumière, aucune structure n'est à l'heure actuelle capable de l'imposer. Pas même le conseil des grands chefs, organisme artificiel mis en place essentiellement pour assurer le rôle d'interlocuteur politique, comme dans les négociations Etat-territoire sur le statut.

Aujourd'hui, seule l'administration française — par le truchement du haut-commissariat — assure cette fonction d'arbitre dans les conflits tribaux, parfois très violents. Dans le cadre du nouveau statut d'autonomie interne qui sera voté en 1984, il est prévu la mise en place d'une « seconde chambre » qui sera là pour arbitrer l'instance coutumière suprême. Mais le mode de désignation des vingt-quatre représentants de la coutume apparaît délicat. De la solution retenue dépendra la crédibilité de la structure coutumière souhaitée par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lamoine, et sa capacité à résoudre les conflits entre Mélanésiens.

FREDERIC FILLOUX

Le Grand Prix d'architecture 1983 à Henri Ciriani. — Le ministre de l'Urbanisme et du logement vient de désigner le Grand Prix d'architecture 1983 à Henri Ciriani, architecte français d'origine péruvienne. Le nom de celui-ci avait été proposé à l'unanimité par le jury présidé par le directeur de l'architecture (le Monde du 21 décembre).

D'autre part, le Prix de la critique architecturale a été attribué à M. Bernard Esnot, architecte et enseignant, ancien rédacteur en chef d'Architecture d'aujourd'hui.

(1) La Mission laïque française, qui fait l'objet d'une procédure de contrôle de la part de la Cour des comptes, a pour président d'honneur M. André Chadenet, ancien premier président de la Cour des comptes (le Monde des 23, 24 et 27 décembre).



OFFRE SPECIALE FETES.
Pour les cadeaux de fin d'année, les plus grandes marques à tous les prix.
Guitare classique à partir de 399 F.
Orgue BERCHET : 620 F.
Flûtes à bec, à partir de 38 F.
Harmonicas, à partir de 55 F.
Coriannes multicolores, à partir de 65 F.

hamm
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité